

Juin 2010 - volume 26 n°1

# AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes



## Elevage durable



Agriculture durable à faibles apports externes  
VOL. 26.1 - Juin 2010  
AGRIDAPE est l'édition régionale  
Afrique francophone des magazines  
LEISA co-publée par ILEIA et IED Afrique  
ISSN n°0851-7932

Adresse AGRIDAPE  
IED Afrique  
24, Sacré Coeur III - Dakar  
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal  
Téléphone : +221 33 867 10 58  
Fax : +221 33 867 10 59  
E-mail : agridape@orange.sn  
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnatrice : Awa Faly Ba Mbow

Comité éditorial : Bara Guèye,  
Awa Faly Ba Mbow, Aïssatou Tounkara,  
Mouhamadou Lamine Seck  
Ont contribué à ce numéro :  
El Hadj Malick Cissé, Ramatoulaye  
Louise Diouf (stagiaire)

Administration :  
Maimouna Dieng Lagnane  
Touty Guèye Diop

Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique - Impression :  
Imprimerie Graphi plus  
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale  
LEISA Magazine  
ILEIA P.O. Box 2067, 3800 CB Amersfoort,  
The Netherlands  
Tél. : +31 33 467 38 70  
Fax : +31 33 463 24 10  
subscriptions@ileia.nl

Edition chinoise  
CBIK, 3rd Floor, Building A  
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming  
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Édition espagnole  
La revista de agro-ecologia  
Asociación ETC Andes, AP.18-0745,  
Lima 18, Pérou  
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Édition indienne  
LEISA India  
AME Foundation, PO Box 7836, Bangalore  
560 085, Inde  
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

# S O M M A I R E

- 4 **Editorial : Elevage durable**
- 6 **Réflexion sur le pastoralisme et sa viabilité** - Saverio Krätli
- 9 **Pastoralisme et développement durable en Afrique de l'ouest : deux vieux compagnons de route** - Oussouby Touré
- 12 **S'approprier les politiques pour sécuriser les droits des pasteurs**  
Jonathan Davies, Guyo M. Roba
- 14 **Les plateformes multi-acteurs pour réduire les conflits et améliorer les revenus des éleveurs** - Henk Nugteren, Nata Traoré
- 16 **Situation pastorale au Niger et en Afrique de l'Ouest : la parole aux acteurs**  
Interview de M. Boureïma Dodo
- 18 **Situation pastorale au Niger et en Afrique de l'Ouest : la parole aux acteurs**  
Interview de M. Aholi Daouel
- 19 **Cheptel du Tadjikistan - De nouveau sur la bonne voie**  
Willem van Weperen
- 21 **La gestion communautaire pour réduire la mortalité des caprins de race locale au Bénin** - Camille Bankolé et al.
- 23 **Matilda et sa chèvre : l'élevage pour réduire la vulnérabilité des familles vivant avec le VIH/SIDA** - Erwin Kinsey
- 25 **L'approche de Heifer International**  
Dr Daouda Ndao
- 26 **Cameroun : quand l'espace se fait rare pour les chèvres et les porcs**  
Félix Meutchièye
- 28 **Fertilisation par le fumier de poule : l'expérience de Nkolondom**  
Luc Gérard Onana Onana
- 30 **Nkomdamba : des poulets qui enrichissent**  
Marie Pauline Voufo, Arron Perason BEUTCHOU, Luc Gérard Onana Onana
- 32 **Sites web**
- 34 **Bibliographie**
- 36 **AGRIDAPE INFOS**

## 9 Pastoralisme et développement durable en Afrique de l'ouest : deux vieux compagnons de route

Oussouby Touré

Dans les zones arides et semi-arides du Sahel où la faiblesse des précipitations et leur irrégularité spatio-temporelle ne permettent pas de développer une agriculture pluviale sécurisée, c'est le pastoralisme qui constitue le système d'exploitation dominant du milieu. Ainsi, cette activité permet de tirer profit du faible coût d'opportunité des fourrages naturels que fournissent les terres arides et semi-arides qui ne peuvent pas faire l'objet d'utilisation à des fins de production agricole.

### UN RÉSEAU, UNE DYNAMIQUE !

**AgriCultures** est un réseau de diffusion et d'échange d'informations sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agroécologiques et sociales. Ce nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Le réseau réunit sept éditions régionales, dont AGRIDAPE, représentant tous les continents. Ces éditions sont regroupées autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial. **AgriCultures** dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations et d'échanger sur le développement de l'agriculture durable dans le monde.

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) couvre l'Afrique francophone. Lancé en 2003, son objectif est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3500 exemplaires distribués dans 55 pays, la mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable au niveau national et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences.

AGRIDAPE est porté par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) dont la vision est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Ainsi, IED Afrique fait la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone pour atteindre le développement durable. Et, dans ce cadre, elle propose, aux partenaires, différents supports accessibles à travers son site internet ([www.iedafrique.org](http://www.iedafrique.org)).

#### Édition indonésienne SALAM

JL Letda Kajeng 22,  
Den Pasar 80234  
Bali Indonésie  
E-mail : leisa@indo.net.id

#### Édition brésilienne *Agriculturas, experiencias em agroecologia*

AS-PTA, Rio de Janeiro, RJ Brésil 20091-020  
E-mail : paulo@aspta.org.br

#### Sites Web

<http://www.leisa.info>  
<http://www.iedafrique.org>  
<http://agridape.leisa.info>

#### Abonnements

AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

Pour vous abonner, veuillez écrire à [agridape@orange.sn](mailto:agridape@orange.sn)

#### Financement AGRIDAPE

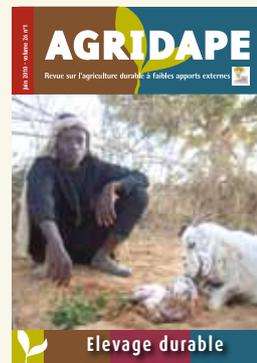
Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA, de ASDI et de DGI

#### Photo de couverture :

Awa Faly Ba Mbow

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.



## 23 Matilda et sa chèvre : l'élevage pour réduire la vulnérabilité des familles vivant avec le VIH/SIDA

Erwin Kinsey

Thadei a contracté le virus du SIDA. Après deux années de survie, il meurt en 2002. Sa famille a vendu la plupart du bétail pour couvrir ses frais médicaux. Matilda est maintenant seule avec ses cinq enfants, deux garçons et deux filles âgés de 7 à 16 ans. Elle trouve un peu de réconfort auprès de ses enfants et de ses beaux-parents qui ont accepté de lui octroyer un peu de terre et de la laisser vivre dans la petite maison familiale construite avec Thadei.



## 26 Cameroun : quand l'espace se fait rare pour les chèvres et les porcs

Félix Meutchièye

La région des hautes terres de l'Ouest est l'une des plus densément peuplées du Cameroun, elle est parmi les rares régions de ce pays où l'exode rural tend à s'équilibrer, et même à devenir négatif, avec une forte tendance à l'investissement immobilier au détriment des espaces agropastoraux. La spéculation foncière, en hausse dans cette région, conforte une frange « d'élites » urbaines au détriment des ruraux dont l'espace de production se réduit à grande vitesse. Il s'ensuit un bouleversement progressif des leviers de production agricole.

## Chères lectrices, chers lecteurs,

L'élevage est particulièrement important pour la sécurité alimentaire, l'amélioration des conditions de vie des ruraux et la lutte contre la pauvreté. C'est connu. Cette activité nécessite cependant beaucoup de ressources et dans une époque marquée par des changements climatiques et une urbanisation galopante, l'exercice même de cette activité, et surtout, son avenir peuvent poser problème.

Le volume 26.1 de votre magazine AGRIDAPE vous propose de (re)visiter des expériences locales et des exemples de projet à succès dans ce secteur, l'avis de praticiens et d'observateurs externes qui peuvent être sources d'inspiration.

Nous concluons en adressant un grand merci à tous les auteurs des expériences relatées dans ce numéro pour leur grande disponibilité et leur engagement qui permet au magazine de vivre et de durer.

Aussi encourageons-nous tous les lecteurs à nous envoyer davantage d'articles et d'informations pour enrichir le contenu de ce magazine et pour une meilleure appropriation.

Bonne lecture !



## ÉDITORIAL

# Elevage durable

*L'élevage, ensemble d'activités de domestication, d'entretien et de reproduction d'animaux divers en vue d'exploiter les divers produits à des fins alimentaires, commerciales, socio-culturelles, utilitaires, etc., est une pratique millénaire.*

4 L'élevage représente 40 % de la valeur de la production agricole mondiale. Il constitue une des premières sources de consommation alimentaire. La croissance rapide des revenus et de la population mondiale et urbaine a, en effet, augmenté la demande en viande et en autres produits d'origine animale dans de nombreux pays. Élément essentiel de la plupart des systèmes agricoles, qu'ils soient intensifs ou extensifs, cette activité représente, pour de nombreux petits exploitants agricoles, un important filet de sécurité. En effet, les animaux jouent un rôle capital dans le monde rural. Au-delà de la diversité de produits alimentaires qu'ils offrent, ils contribuent à la fertilisation des terres grâce à la fumure organique et fournissent de la force de traction pour l'agriculture. Enfin, ils servent aussi de sources d'épargne sur pied pour nombre d'exploitations familiales.

Le secteur de l'élevage est socialement et politiquement très important dans les pays en développement. Il nourrit et contribue aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire de près d'un milliard de personnes<sup>1</sup>.

### La durabilité en question

L'élevage est perçu par certains spécialistes du développement comme une activité qui a des impacts environnementaux négatifs tels que la déforestation, la dégradation des ressources naturelles et l'érosion du sol par la surcharge des pâturages et la sur-utilisation des ressources en eau, etc..

Le nouveau rapport de la FAO cité ci-dessus affirme aussi que l'élevage est l'une des causes principales des problèmes d'environnement les plus pressants, à savoir le réchauffement de la planète, la dégradation des terres, la pollution de



Photo : Réseau Agricultures

Les avantages de l'élevage

l'atmosphère et des eaux et la perte de biodiversité. A l'aide d'une méthodologie appliquée à l'ensemble de la filière, le rapport estime que l'élevage est responsable de 18 % des émissions des gaz à effet de serre, soit plus que les transports.

Cette perception a favorisé l'émergence, dans les pays du Nord, de nouvelles dynamiques éco-citoyennes qui revendiquent un retour vers le végétal pour réduire l'impact écologique de la consommation de viande. Ces mouvements s'appuient sur le fait que l'élevage utilise 70% des terres agricoles, soit un tiers de la surface du

globe pour nourrir des animaux. Les ressources en eaux pour produire une calorie animale sont 8 fois supérieures à celles utilisées pour produire une calorie végétale. Et enfin, l'élevage est en concurrence avec l'alimentation humaine car 60% de la production mondiale de céréales sont destinés à nourrir les animaux<sup>2</sup>.

Toutefois, il est important de souligner que le type d'élevage qui est en question est celui dit conventionnel, intensif et plutôt tourné vers les marchés de consommation. En effet, les émissions issues de l'élevage dépendent plus de la façon

<sup>1</sup> FAO : La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2009 - Le point sur l'élevage

<sup>2</sup> Jacques Berthelot, économiste et chercheur agronome français

dont les animaux sont élevés et nourris. L'élevage pratiqué dans les fermes industrielles des pays développés est grande consommatrice d'intrants et productrice de déchets non valorisés par le fait de la faible intégration entre activités d'élevages et activités agricoles. Ces systèmes intensifs de production animale produisent de hauts niveaux de résidus d'azote et de phosphore et des déversements concentrés de matériaux toxiques.

Par contre, la majorité des gens qui élèvent du bétail dans les pays en développement sont soit de petits exploitants agricoles qui nourrissent leurs animaux à l'herbe, avec d'autres fourrages courants, et autres résidus de récolte, soit des éleveurs qui se déplacent périodiquement avec leur bétail à la recherche de nouvelles sources d'herbe et d'eau. Contrairement à l'élevage industriel, l'élevage de type familial est plus conservateur de l'environnement. Pour preuve, la totalité du bétail du continent africain n'est responsable que de 3% des émissions mondiales de méthane issues de l'élevage.

## L'élevage pastoral, réponse durable

En Afrique de l'Ouest, l'élevage est essentiellement pastoral s'appuyant sur des pratiques ancestrales dans la plupart des cas. La région compte 38,2 % de zones arides, peu favorables au développement de la production végétale. L'élevage constitue alors le seul mode de valorisation de ces zones écologiques fragiles où vivent des populations humaines vulnérables en termes de revenus et de sécurité alimentaire<sup>3</sup>.

Pourtant, le pastoralisme continue d'être victime de préjugés et de stéréotypes. Ainsi, les notions de mobilité et de sélectivité fondamentales dans la conservation et la productivité pastorales ont été galvaudées et mal interprétées ouvrant la voie à une stigmatisation de la pratique pastorale (S. Krätli, page 6). Même s'il y a eu des avancés, la compréhension de la complexité et du potentiel de viabilité du système pastoral reste encore à développer. Aussi, les politiques agricoles ont-elles tendance à vouloir confiner les pratiques pastorales dans le lot des pratiques traditionnelles et archaïques à moderniser. Cette situation est naturellement inquiétante pour les éleveurs, (I. Issoufou et al., page 16). Elle contribue à l'aggravation de la pauvreté rurale, à la dégradation des ressources et à l'apparition de conflits.

Le pastoralisme repose sur des stratégies de production uniques au sein desquelles la faculté de se déplacer, pour tirer partie de la variabilité environnementale, joue un rôle essentiel, notamment dans la pers-

pective des changements climatiques. Or, se déplacer devient de plus en plus difficile. En outre, les pâturages sont investis pour d'autres usages et l'accès à l'eau et aux marchés devient de plus en plus difficile. Du fait de cette mobilité réduite, la rentabilité économique de l'élevage devient gravement compromise. Ainsi donc, malgré le regain d'intérêt pour l'élevage pastoral avec la formulation de nouvelles législations relatives à la transhumance transfrontalière, des défis majeurs demeurent quant à la problématique foncière, l'accès aux marchés, etc. (O. Touré page 9). A ce niveau, les initiatives communautaires offrent l'opportunité de dialogues multi acteurs féconds (H. Nugteren, page 14). Les bonnes initiatives sont celles qui se font avec les acteurs, d'où l'intérêt de mener des enquêtes auprès des éleveurs pour évaluer l'utilisation faite des financements octroyés pour appuyer l'activité pastorale (I. Issoufou, page 18).

## Elevage et réduction de la vulnérabilité

L'élevage est un moyen de subsistance pour les familles pauvres dans un contexte en forte mutation caractérisé par l'urbanisation non maîtrisée, l'accaparement des terres agricoles et la déstructuration des systèmes agricoles. A titre d'illustration, l'élevage des chèvres, des porcs et de la volaille est une réponse efficace à ces défis qui fragilisent souvent les ménages les plus vulnérables. L'élevage des petits animaux est une source d'innovations et d'intégration des activités familiales et contribue à la valorisation des terres marginales grâce à l'utilisation des déjections pour la fertilisation des sols. (F. Meutchièye, p. 26). Moins exigeants que les bovins, ces animaux permettent d'assurer une alimentation diversifiée et des revenus réguliers à des familles à la limite de la pauvreté. Cette forme d'élevage se fait souvent de façon marginale à côté d'autres stratégies de survie des familles pauvres. Elle est régulièrement confrontée aux difficultés d'accès aux soins de santé animale. Ainsi, il n'est pas rare que cette assurance sur pied soit décimée par quelque maladie dont le traitement (préventif ou curatif) est pourtant bien connu et disponible. C'est ainsi que l'approche communautaire pour la gestion de la santé des petits animaux s'est développée et a permis de consolider une réponse collective là où les contraintes individuelles ne facilitent pas sa prise en charge (C. Bankole et al., p. 21).

Cette problématique de la vulnérabilité et de la lutte contre la pauvreté a conduit des organismes humanitaires tels que Heifer International à s'appuyer sur le petit élevage d'espèces locales pour atténuer les impacts économiques et alimentaires de

maladies comme le VIH/Sida. Il s'agit, à travers une dotation en animaux et un accompagnement pour une gestion durable, de créer une chaîne d'autonomisation économique, mais aussi de renforcement de l'efficacité de la solidarité communautaire (Dr Daouda Ndao, page 25). Matilda, porteuse du VIH/Sida, comme plus de deux millions de tanzaniens, tient beaucoup à Noël, sa chèvre laitière, qui lui offre de nouvelles perspectives de sécurité alimentaire. La chèvrière entre ainsi dans un système intégré avec du bio jardinage qui permet de produire des fruits et légumes biologiques et nutritifs (E. Kinsey, p. 23)

## Valorisation des (sous) produits

Afin de combler les déficits de revenus d'une agriculture de moins en moins rentable et profiter de la demande exponentielle des villes, les initiatives d'élevage de volailles se développent à la périphérie des centres urbains du Cameroun comme Yaoundé, la ville aux sept collines et capitale du Cameroun, dont la population augmente de 6% par année depuis le début des années 90. Ainsi, le village périphérique de Nkomdamba est devenu un champion de l'élevage avicole familial. L'itinéraire de ce village met en avant les défis que pose l'aviculture péri-urbaine dont la maîtrise des coûts de production est un exemple. Ainsi, les producteurs de Nkomdamba sont passés d'une production avicole très dépendante d'intrants externes, surtout pour ce qui concerne l'alimentation, à une production qui valorise les ressources locales comme la provende peu chère et issue de la production agricole locale (M.P. Voufo et al, page 30).

L'autre défi majeur de cette aviculture porte sur la dimension écologique de la pratique. Ainsi, la forte concentration de poulaillers et autres activités agricoles dans la zone de Yaoundé, a priori défavorable à l'environnement, est transformée en opportunité de collecte et de redistribution d'un engrais naturel aux propriétés reconnues. En effet, les fientes de volaille sont riches en azote, phosphore, calcium, potassium, magnésium : éléments nutritifs pour les sols. Cela les rend aussi efficaces que l'engrais minéral tout en étant bien plus accessibles financièrement. Ainsi, les producteurs des bas-fonds de Nkolondom allient les revenus issus de la vente de la volaille et de leur fiente à celle de l'amélioration de la fertilité des sols de leur zone (L.G. Onana Onana, page 28).

<sup>3</sup> CEDEAO, CSAO/OCDE, Élevage et marché régional au Sahel et en Afrique de l'Ouest *Potentialités et défis*, 2008



# Réflexion sur le pastoralisme et sa viabilité

Saverio Krätli

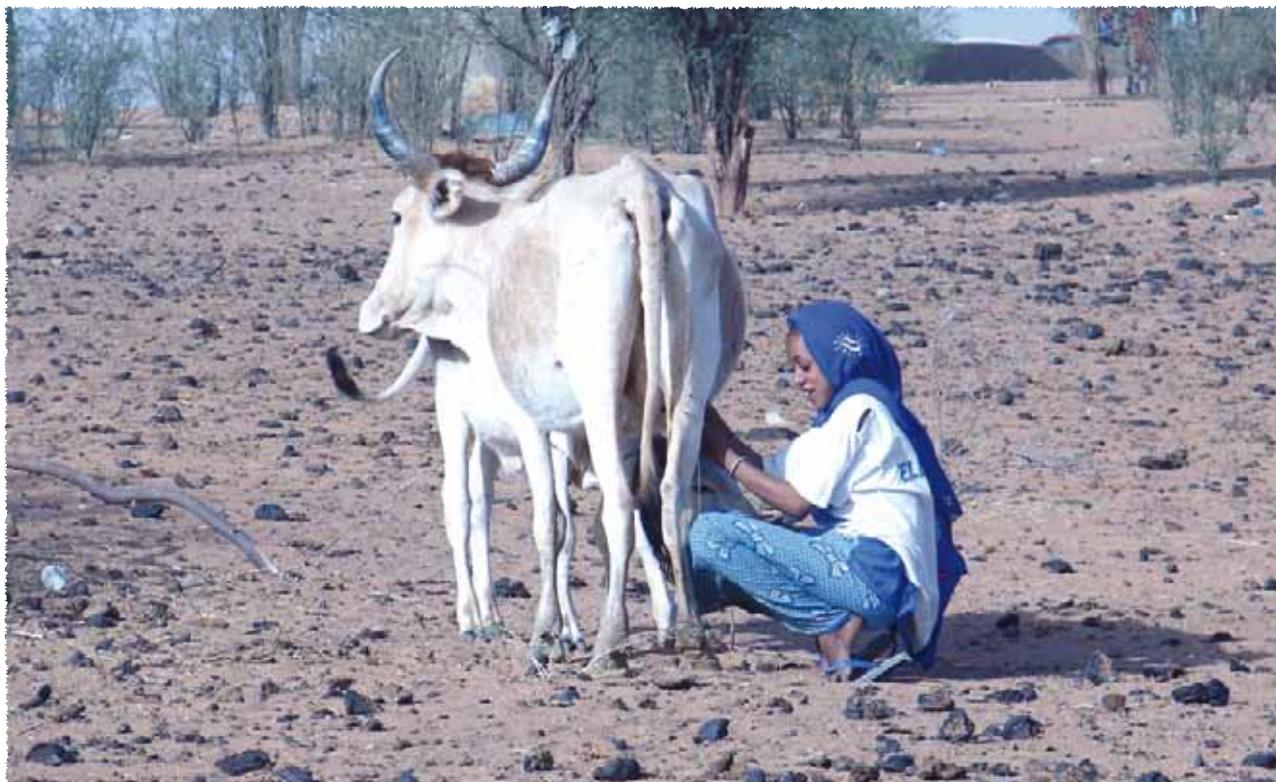


Photo : Ibra Touré (PPZS)

6

Femme peul trayant une vache

*Si définir le pastoralisme a toujours posé problème, c'est peut-être parce que la question aurait dû faire l'objet d'une plus grande attention car, en fin de compte, c'est le signal de l'inadéquation profonde qui existe entre le système de référence que nous connaissons et les pratiques concrètes des pasteurs.*

Les définitions initiales du pastoralisme se sont beaucoup appuyées sur le degré de mobilité de l'éleveur pasteur (sédentaire, transhumant, nomade ou même «en voie de sédentarisation»), sur l'interaction du pastoralisme avec l'économie de marché (subsistance, marché), sur son intégration dans l'agriculture (pasteurs «purs», agro pasteurs, polyculteurs-éleveurs), voire sur des typologies encore plus arbitraires («traditionnels», périurbains, et d'élevage). Le pastoralisme est parfois décrit comme une activité économique, d'autres fois comme un «mode de vie», ou encore une identité culturelle.

Les débats en cours dans le monde sur le «secteur de l'élevage» se limitent à insinuer que le pastoralisme appartiendrait à des catégories encore plus générales, telles que «les systèmes de pâturage» ou «systèmes d'élevage extensifs», capables de loger un camp Touareg à la lisière du Sahara composé de quatre chèvres et deux chameaux à côté de ranches à plusieurs millions de dollars taillés dans la forêt amazonienne pour produire des hamburgers destinés à l'industrie mondiale de la malbouffe. Quelle que soit la définition adoptée, elle conviendra immanquablement à certains pasteurs mais pas à tous, pendant un moment et pas tout le temps, dans certains endroits et pas partout. À mesure que l'empirique a pris le pas sur les autres options, les définitions sont devenues de plus en plus abstraites, renvoyant, par exemple, au degré de dépendance des moyens de subsistance sur l'élevage (par exemple, l'on ne peut appeler pasteurs que les ménages tributaires de l'élevage pour au moins soixante pour cent de leur économie). Ce cadre d'analyse, en lui-même, pose problème tant l'étendue de son champ d'application et la

faiblesse de sa définition dépassent l'entendement.

Les éleveurs les plus expérimentés sont généralement ceux qu'il est le plus difficile d'étudier et avec lesquels il est le plus ardu de travailler. En effet, leur habitat étant dispersé, ils sont difficiles à trouver, difficiles à atteindre, difficiles à suivre ; rester en contact avec eux est aussi une gageure. Ils sont souvent très occupés à rationaliser leurs ressources et n'ont que peu de temps à consacrer aux vagues promesses d'amélioration et de résultats incertains que fait miroiter le développement.

Ainsi, au cours des années, l'attention accordée au pastoralisme s'est concentrée sur une partie des « pasteurs » : ceux qui ressemblent le plus aux autres catégories rurales, ceux dont l'habitat est le moins dispersé, ceux qui sont les plus faciles à localiser, à atteindre, à suivre, et ceux avec qui il est le plus facile d'être en contact. Plus les pasteurs s'éloignent de la production spécialisée, plus ils ont des chances d'attirer l'attention, ce qui a fini par rendre nombre d'entre eux moins spécialisés.

La connaissance que nous avons du pastoralisme est donc particulièrement négative.

Le pastoralisme a été étudié à l'aide de modèles qui excluent la production fiable et concluante, faisant abstraction de ce que les pasteurs font lorsqu'ils ont la possibilité de s'en tenir à leurs stratégies de production préférées ; au contraire, ces modèles mettent l'accent sur ce que certains pasteurs finissent par faire lorsque ces possibilités leur sont fermées. Il est temps de chercher des opportunités plutôt que des problèmes, des points forts plutôt que des faiblesses, des possibilités plutôt que des contraintes.

## Comprendre la mobilité

Aujourd'hui, les communautés de chercheurs et de praticiens du monde entier, et quelques gouvernements éclairés, s'accordent pour reconnaître que la mobilité—du moins celle du bétail—est un comportement économique rationnel vu les conditions de production des zones arides et de la plupart des zones montagneuses. Au cours des dix dernières années, ce point de vue a progressivement trouvé sa place dans les rapports-clés des grands donateurs et organisations internationales. Bien qu'elles survivent encore politiquement et du fait d'un certain état d'inertie, les politiques de sédentarisation ne peuvent plus trouver de légitimité économique. Ce grand bond en avant a préparé le terrain à un regard plus fin sur la pratique de la mobilité. On n'en est plus à l'opposition simpliste qui présente la mobilité sous l'angle du bon contre le mauvais, laquelle met l'accent sur les différences d'intensité. Les questions relatives à la quantité ont du sens lorsque la qualité a été définie et normalisée de manière effective mais, dans le cas de la mobilité des pasteurs, il faut revoir la copie. La question de l'étendue de la mobilité, « la mobilité à quel point ? », devrait se poser seulement après celle de ses fins, à savoir : « la mobilité pour quoi faire ? »

Les éleveurs avisés sont plus fins. Ils usent en vérité de mots différents dans leurs propres langues pour parler de pratiques fondamentalement différentes telles que «se déplacer pour échapper à la sécheresse», «se déplacer à la recherche de conditions offrant le plus de fourrage *entre* zones écologiques différentes », «se déplacer à la recherche de conditions offrant le plus de fourrage *au sein* d'une même zone écologique », ou « se déplacer à la recherche d'une sécurité maximale ». Seule la traduction en langues moins spécialisées réduit l'intensité d'une diversité aussi sophistiquée en un concept unique de « mobilité » (souvent en insistant sur ses fonctions conservatrices).

Or, certaines pratiques ont une fonction *conservatrice* et d'autres une fonction

*productive*. La mobilité conservatrice se réfère à l'adaptation à une pression qu'exercent des forces qui ne sont pas exploitées pour la production, telles que les périodes de sécheresse exceptionnellement longues ou l'insécurité. Cependant, la mobilité habituelle, du moins lorsque l'insécurité ne la dénature pas, a une fonction *productive* car son but n'est pas de se soustraire à la raréfaction des ressources, mais plutôt d'améliorer la production. Cela est manifeste si, par exemple, on part du fait que les pasteurs expérimentés, même dans les parties les plus arides du Sahel, se déplacent beaucoup plus souvent pendant la saison humide, lorsque les pâturages sont abondants, que pendant la saison des pluies, moment où ils se raréfient. La mobilité habituelle cible de petites concentrations aléatoires de nutriments déclenchés par des pluies imprévisibles et dispersés sur les terres à forte diversité des zones arides. Outre la mobilité, cette forme « intelligente pour recueillir » les nutriments repose sur la capacité du bétail à faire montre de sélectivité dans son alimentation, ce qu'une bonne gestion et un bon élevage des bêtes peuvent induire et améliorer.

L'efficacité des stratégies de mobilité productive repose sur des réseaux sociaux complexes de connaissances et de partage de ressources. Dans un tel contexte, la mobilité peut aider à remplir certaines fonctions, essentielles pour optimiser la production. Par conséquent, une bonne compréhension des *fonctions* de la mobilité et de leur rôle dans l'évolution perpétuelle des stratégies de production des pasteurs constituent une *condition préalable* à remplir par tout acte visant à améliorer le pastoralisme en zones arides.

## Une autre façon d'utiliser l'environnement

Une analyse fine de la production de pasteurs avisés indique que les producteurs qui réussissent sont ceux-là qui arrivent à exploiter, au maximum, de petites concentrations aléatoires de nutriments sur le parcours. En d'autres termes, ceux qui réussissent à tirer parti de la variabilité imprévisible des terres arides peuvent produire davantage que ceux qui luttent contre elle, tentant de créer des conditions uniformes et stables. Le caractère imprévisible de la variabilité est un trait marquant fiable des zones arides, l'homogénéité et la stabilité ne le sont pas. Toutefois, tous les modèles de la production animale scientifique sont fondés sur l'exigence d'homogénéité et de stabilité dans l'environnement, qu'elles soient naturelles ou artificielles. En raison de leur dispersion sur de petites concentrations aléatoires et parce qu'ils ne sont point stables et répartis de

manière homogène, les nutriments font des zones arides un immense défi pour la production animale moderne. Toutefois, la même caractéristique peut s'avérer une ressource précieuse pour la production chez les pasteurs avisés qui exploitent la variabilité imprévisible pour améliorer l'alimentation des animaux au-delà de la valeur moyenne des pâturages qu'ils utilisent. Cette différence fondamentale dans la façon d'utiliser l'environnement installe le pastoralisme spécialisé des terres arides hors du système de référence de la production animale scientifique. Les conséquences en sont nombreuses et considérables.

## La durabilité comme moyen de produire

Lorsqu'il a la possibilité de fonctionner à son niveau maximal de productivité, le pastoralisme expérimenté des zones arides est *intrinsèquement viable*. L'explication en est simple : dans les systèmes axés sur l'exploitation de petites concentrations aléatoires de nutriments, la productivité du bétail augmente avec la sélectivité de l'alimentation ; elle baisse avec une ingestion inconsidérée de biomasse. Le surpâturage – consommation malavisée des fourrages disponibles – est précisément ce que le pastoralisme des terres arides sait ne pas faire, par expérience. Lorsque l'on laisse libre cours aux éleveurs pour qu'ils adoptent leur stratégie de prédilection, le surpâturage *ne peut pas* se produire, non pas en raison d'une culture de respect de la nature ou par un quelconque souci de préserver le parcours – mais, *et surtout*, pour maximiser la production à travers une alimentation optimale des animaux.

## Un autre regard sur la question de la « mise en valeur »

Avec le temps, les animaux entraînés et élevés à se nourrir de manière sélective transforment effectivement l'environnement d'une façon pouvant être considérée comme une forme de « mise en valeur », résultat direct du mode de gestion de ces animaux. Aujourd'hui, le monde entier reconnaît qu'au niveau du concept de « haute valeur de la nature » et de ses différentes applications, il est possible d'exploiter des espèces de ruminants avec différentes habitudes alimentaires pour donner un autre visage à l'environnement. Les pasteurs avisés des zones arides ont développé ces possibilités à des niveaux hautement sophistiqués, non seulement en exploitant les différences dans la sélection de leur alimentation entre les espèces, mais aussi en développant et en jouant sur la capacité de la sélectivité alimentaire, même chez les animaux de même espèce. Dans



Photo : SNV

Bergers avec bétail

8

les cas les plus complexes, à l'instar des troupeaux des Peuls WoDaaBe du Niger, le bétail peut se nourrir de différentes combinaisons de plantes provenant de plus de soixante espèces différentes. En effet, ces bovins ont été élevés de sorte à pouvoir choisir avec efficacité, non seulement les zones écologiques et les espèces, mais aussi les plantes spécifiques de valeur nutritive différente au sein d'une même espèce, et les parties les plus nutritives de la plante.

### Changement climatique et adaptation

En plus de leur situation difficile du fait de l'opinion négative qui pèse sur eux, les éleveurs sont aussi considérés comme appartenant aux groupes les plus exposés au changement climatique. Malheureusement, les nouvelles solutions « d'adaptation » sont souvent identiques à celles qui ont abondé dans les programmes de développement de l'élevage depuis la période coloniale, contribuant souvent, directement ou indirectement, à l'érosion des systèmes pastoraux : les cultures fourragères, l'introduction de races croisées, la réduction des troupeaux, la collecte de l'eau et l'irrigation, et même la sédentarisation systématique et l'agriculture. Cette approche s'appuie sur les modèles de production animale qui ont été développés pour des conditions fondamentalement différentes au cours de l'histoire agricole de l'Europe et qui ont été exportés, sans aucune tentative d'adaptation, vers les zones arides.

Tous les modèles portant sur le changement climatique s'accordent à dire que la variabilité imprévisible va connaître une augmentation générale. Les stratégies de production qui reposent sur une stabilité relative et l'uniformité du milieu naturel sont susceptibles d'être sérieusement remises en question. La façon dont les pasteurs expérimentés exploitent la variabilité imprévisible en faveur de la production, plutôt que de représenter un problème, semble donc très pertinente. Le pastoralisme en zones arides offre la plus longue expérience d'adaptation à des conditions imprévisibles et des enseignements essentiels, non seulement pour faire face à cette variabilité, mais encore, ce qui est plus intéressant, la transformer en ressource économique. Pendant des siècles, et bien avant que les scientifiques ne commencent à parler de changement climatique à l'échelle du globe, la variabilité imprévisible était déjà une caractéristique des zones arides. Dans ces conditions, les pasteurs ne se sont pas contentés de survivre mais ont prospéré en élaborant, souvent, de puissants systèmes politico-économiques. Si, à une époque plus récente, de nombreux producteurs pasteurs ont trouvé de plus en plus difficile d'exploiter et de tirer parti des opportunités typiques des zones arides, des causes naturelles n'y étaient, bien sûr, pour rien.

### Pour un nouveau système de référence

Les pasteurs et les zones arides restent en marge d'un modèle « scientifique » de

production animale. Les efforts d'amélioration à apporter à l'activité pastorale doivent aller au-delà de la question de savoir « Qu'aurions-nous fait si nous devions opérer dans cet environnement ? » et commencer à se poser les questions suivantes : « Comment les pasteurs des zones arides parviennent-ils véritablement à produire et comment renforcer ces stratégies ? » Avec les investissements colossaux consentis et des milliers de chercheurs à l'œuvre, si les solutions qu'ont apportées cinquante ans d'efforts de mise en valeur pastorale avaient été appropriées à la situation des zones arides, de nouveaux groupes de producteurs, plus compétitifs, auraient aujourd'hui remplacé les pasteurs. Or, les projets se sont succédés, disparaissant rapidement dès le retrait des appuis extérieurs. Quant aux éleveurs, ils se sont peut-être appauvris mais ils sont toujours en activité, ils continuent de gérer leurs zones de pâturage, d'approvisionner les marchés de bétail dans leurs pays respectifs. Le moment est venu de mettre au point un modèle de production animale scientifique - plus généralement, des modèles de prestation de services - capable(s) de « voir », c'est-à-dire de prendre en compte, les producteurs nomades expérimentés et leur manière particulière d'utiliser l'environnement des zones arides.

Saverio Krätli

E-mail: [saverio.kratli@googlemail.com](mailto:saverio.kratli@googlemail.com)

# Pastoralisme et développement durable en Afrique de l'ouest : deux vieux compagnons de route

Oussouby Touré



Photo : Ilbra Touré (PIZS)

Troupeau de vaches dans le Ferlo

*En Afrique de l'Ouest et particulièrement du Sahel, l'élevage est essentiellement pastoral. Le pastoralisme est une spécialisation ancestrale pour certains groupes ethniques de l'Afrique de l'Ouest. Mais, comme le fait observer Hubert Ouédraogo (2003)<sup>1</sup>, il faut éviter d'adopter une grille de lecture « ethnicienne » de la pratique pastorale en la réduisant à l'activité porte-étendard d'une communauté. Au Burkina Faso, par exemple, l'activité pastorale est exercée par plusieurs groupes ethniques (Peul, Fulse, Sonraï, Touaregs et Gourmantche). Dans la zone du Niger oriental, les groupes concernés sont tout aussi divers (Wadaabe, Touareg, Toubous, Arabes Ouled Slimanes, Arabes Mohamid...).*

Le pastoralisme est un mode d'élevage consistant à assurer la production et l'entretien des animaux domestiques grâce, principalement, à l'exploitation mobile des ressources naturelles – herbagères et arbusives – pâturées par le bétail sur des terres non cultivées. Cette définition du pastoralisme n'a pas la prétention d'être exhaustive. Elle cherche tout simplement à faire la distinction entre l'élevage pastoral et les autres formes

d'élevage en mettant en exergue les caractéristiques essentielles du pastoralisme. Le pastoralisme est un système complexe qui permet aux éleveurs d'assurer la production des ressources animales et le renouvellement du cheptel, de manière relativement performante, eu égard aux conditions généralement défavorables du milieu.

Dans les zones arides et semi-arides du Sahel où la faiblesse des précipitations et leur irrégularité spatio-temporelle ne permettent pas de développer une agriculture pluviale sécurisée, c'est le pastoralisme qui constitue le système d'exploitation dominant du milieu. Ainsi, cette activité permet de tirer profit du faible coût d'opportunité des fourrages naturels que fournissent les terres arides et semi-arides qui ne peuvent pas faire l'objet d'utilisation à des fins de production agricole. De façon générale, le pastoralisme est exercé dans des environnements relativement contraignants qui se caractérisent par la faiblesse de la pluviométrie, la limitation des ressources en eau et des déséquilibres saisonniers et interannuels importants en ce qui concerne les pâturages. Il se distingue des autres formes d'élevage par plusieurs traits dont la dépendance quasi exclusive des ressources naturelles. Une autre caractéristique majeure du système réside dans le fait que son fonctionnement repose sur une mobilité des animaux organisée par les éleveurs.

Dans les systèmes pastoraux extensifs, la disponibilité en pâturage commande les mouvements des troupeaux qui définissent les modes de production nomades ou transhumants. Le pastoralisme repose sur un certain nombre de principes qui lui confèrent son efficacité : (i) la mobilité des troupeaux ; (ii) l'utilisation des ressources naturelles communes ; (iii) l'accès à une diversité de ressources ; (iii) l'établissement de mécanismes de complémentarité entre les zones à emprise différente ; et (iv) la réciprocité dans l'accès aux ressources naturelles.

## Facteurs à l'origine du regain d'intérêt pour l'élevage pastoral

La problématique de la promotion du pastoralisme occupe actuellement une place centrale dans le débat sur les stratégies de développement et de gestion des ressources naturelles. Cet intérêt accordé au pastoralisme s'explique pour trois raisons essentielles.

- a. les mutations en cours contribuent à faire du sous-secteur de l'élevage un pôle important d'activités dans les économies des pays d'Afrique de l'Ouest. En effet, depuis la dévaluation du franc CFA et la réduction des restitutions accordées par l'Union Européenne aux exportations de viande vers

<sup>1</sup> Ouédraogo, H., 2003. Le pastoralisme et la problématique de la sécurisation foncière. Communication présentée lors du forum sous-régional sur les enjeux et implications des réformes portant sur le foncier pastoral au Sahel tenu à Dakar en juillet 2003.

l'Afrique de l'Ouest, l'élevage des pays sahéliens continentaux a retrouvé une certaine compétitivité sur les marchés côtiers. Au niveau de plusieurs pays de la région, l'élevage joue un rôle actif dans la réalisation de la sécurité alimentaire des populations. De plus, cette activité constitue une source de revenus monétaires et contribue à l'essor des productions végétales. En effet, l'intégration agriculture/élevage autorise un recyclage des nutriments permettant d'augmenter la durabilité des systèmes de culture;

- b. les activités pastorales constituent le principal mode de gestion et de mise en valeur des ressources naturelles dans les zones arides et semi-arides de l'Afrique de l'Ouest. Ainsi, la région du Sahel compte 38,2% de zones arides peu favorables au développement des productions végétales. Dans ces zones écologiques vulnérables où l'élevage constitue le principal mode de mise en valeur du milieu naturel, la mobilité des troupeaux et la flexibilité des stratégies d'exploitation de l'espace constituent les fondements de l'efficacité pastorale traditionnelle et de l'adaptation aux déséquilibres. A ce propos, Brigitte Thébaud et al. (1995)<sup>1</sup> insistent sur le fait que la mobilité des troupeaux, la flexibilité économique et la gestion optimale des déséquilibres inter-annuels constituent les conditions intrinsèques de l'efficacité pastorale dans des systèmes d'exploitation en équilibre instable;
- c. les conditions de vie des populations pastorales, qui sont le plus souvent vulnérables, ont besoin d'être améliorées. Les rapports de suivi de la mise en œuvre des OMD montrent que dans la plupart des

pays de la région les performances enregistrées sont plus élevées dans les zones agricoles que dans les zones pastorales à cause des disparités du point de vue des potentialités agro-physiques. Ces zones marginales laissées pour compte se trouvent confrontées à l'insécurité et à des mouvements de rébellion armée. Il est indispensable de favoriser l'intégration entre les zones pastorales marginales et celles qui bénéficient de meilleures conditions biophysiques si l'on veut éviter de transformer les disparités naturelles en inégalités socio-économiques.

Il faut préciser que l'élevage pastoral ne se réduit pas à son apport économique qui est pourtant important dans la mesure où les systèmes pastoraux représentent le tiers des bovins et la moitié des petits ruminants en Afrique de l'Ouest. Le pastoralisme constitue également le fondement d'une culture, d'un rapport à l'environnement et d'un mode de vie. Les pratiques qui sous-tendent le pastoralisme structurent les rapports de production et d'échange, le système de propriété, les relations de parenté et l'ensemble des rapports sociaux au sein des communautés pastorales.

### Enjeux fonciers liés au développement du pastoralisme

Dans un contexte socio-économique caractérisé par la hausse de la demande en produits alimentaires, notamment en protéines animales, le développement du pastoralisme représente un véritable enjeu de sécurité alimentaire, de croissance économique durable, d'aménagement des zones pastorales et de paix sociale. Ce développement est entravé, pour le moment, par de multiples contraintes :

- un accès réduit aux ressources naturelles (eau et pâturages);

- une concurrence aiguë entre les différents utilisateurs de l'espace rural (notamment les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs);
- le développement d'une utilisation privative des territoires (ranching, périmètres irrigués et productions végétales destinées à l'exportation);
- le développement de zones protégées (zones forestières, réserves naturelles...).

### Enjeux liés à l'accès au marché

En ce qui concerne l'accès au marché, les pasteurs sont souvent victimes de taxations diverses qui handicapent la circulation des animaux et entraînent une hausse artificielle des prix à la consommation. Les marchés à bétail équipés pour l'embarquement des animaux sont rares et supposent de longs trajets à pied qui épuisent les animaux et déprécient leur valeur économique. De surcroît, le fonctionnement de la filière bétail-viande est complexe et peu transparent. Cette filière est parasitée par un grand nombre d'intermédiaires qui accaparent souvent la majeure partie de la valeur ajoutée. Les systèmes de crédit et les systèmes bancaires ne constituent pas encore une alternative crédible à la capitalisation sur pied réalisée par certains éleveurs.

Les données statistiques montrent que la demande en produits d'origine animale ira en augmentant au rythme de la croissance de la population et de l'urbanisation galopante. Avec une croissance annuelle estimée à 4%, la demande en produits animaux en Afrique de l'Ouest devrait augmenter de plus de 250% d'ici 2025 alors que le taux de croissance de l'offre en produits animaux est actuellement estimé à 2%. Les données disponibles indiquent également une forte

<sup>1</sup> Thébaud, B. et al., 1995. Vers une reconnaissance de l'efficacité pastorale traditionnelle : les leçons d'une expérience de pâturage contrôlé dans le nord du Sénégal. Publications IIED.

## Législations relatives à la transhumance transfrontalière en Afrique de l'Ouest

Dans certaines régions de l'Afrique de l'Ouest, la place de l'élevage est devenue très précaire et les systèmes pastoraux extrêmement vulnérables du point de vue de l'accès aux ressources pastorales. Le développement de l'élevage pastoral est confronté à des contraintes majeures dont les plus importantes concernent la réduction de l'espace pâturable, la dégradation des ressources naturelles, l'occupation des espaces pastoraux stratégiques et l'obstruction des pistes et couloirs de transhumance. Dans la plupart des pays de la région, on constate une progression rapide du front agricole, de l'ordre de 3 à 6% par an, au détriment des terres de parcours. La colonisation des espaces sylvo-pastoraux prend de l'ampleur dans les régions soudano-sahéliennes.

Pour faire face à ces contraintes, la politique agricole régionale élaborée par l'UEMOA et

la CEDEAO met l'accent sur la transhumance transfrontalière comme moyen de valorisation efficace des ressources naturelles et des complémentarités agro-écologiques entre les pays sahéliens et les pays côtiers.

La réglementation de la transhumance transfrontalière est régie par la Décision A/ DEC.5/10/98 qui définit les conditions de déplacement du bétail, de la garde des animaux transhumants et d'accueil du bétail transhumant. L'instrument de mise en application de cette Décision est le certificat international de transhumance (CIT) de la CEDEAO. Ce « laissez-passer » des troupeaux transhumants a pour objectif de : (i) faciliter le contrôle des départs des transhumants ; (ii) garantir la protection sanitaire des troupeaux locaux ; et (iii) donner à temps aux populations des zones d'accueil les informations relatives à l'arrivée des troupeaux transhumants.

L'application de cette réglementation se heurte à des difficultés multiples. Les éleveurs des pays sahéliens se plaignent de l'occupation des pistes et des couloirs de transhumance dans les zones d'accueil, ainsi que des tracasseries administratives auxquelles ils font face lors de leurs déplacements. Pour leur part, les populations des zones d'accueil reprochent aux transhumants de provoquer des dégâts dans les parcelles cultivées, d'exploiter de façon illégale des aires protégées avec pour conséquence une dégradation de la faune et de son habitat. De l'avis de plusieurs observateurs, la faible implication des organisations de base et des structures faitières d'éleveurs, ainsi que la rigidité de la législation constituent des contraintes supplémentaires.

## La mobilisation des éleveurs sénégalais pour préserver une zone de repli vitale

Situé dans la zone sylvo-pastorale au Nord-Est du Sénégal, le ranch de Dolly couvre une zone de 87000 ha et dont les limites sont matérialisées par un réseau de fil de fer barbelé. Initialement, le ranch avait été conçu pour abriter des animaux de boucherie destinés à approvisionner le marché de Dakar pendant la saison des pluies, période au cours de laquelle la réduction de l'offre d'animaux sur le marché entraîne un renchérissement du prix de la viande. En mars 1979, le ranch a été affecté à la société de développement de l'élevage dans la zone sylvo-pastorale pour servir de zone de ré-levage des veaux déstockés par les éleveurs du Ferlo et achetés par cette société. A partir de 1993, le ranch a été ouvert aux éleveurs désireux d'y faire séjourner leurs animaux. Pour avoir le droit de faire pâturer le bétail dans les parcelles du ranch, les éleveurs sont tenus d'acquiescer des taxes mensuelles.

Depuis lors, le ranch de Dolly a continué d'accueillir chaque année des milliers d'animaux,

bien que les infrastructures hydrauliques soient vétustes. C'est pourquoi, les éleveurs ont été surpris d'apprendre en mars 2003 que le ranch allait être amputé d'une superficie de 51 000 ha que les pouvoirs publics ont décidé de concéder au Khalife Général des mourides.

Pour s'opposer à cette décision, toutes les composantes du mouvement pastoral se sont mobilisées. Elles ont constitué un front commun de lutte regroupant le collectif des professionnels de l'élevage, le syndicat national des pasteurs, le syndicat unique des éleveurs ainsi que la fédération des groupements d'intérêt économique des éleveurs et l'union nationale des coopératives d'éleveurs qui sont toutes deux membres du comité national de concertation et de coopération des ruraux. Le mouvement de protestation des éleveurs a bénéficié du soutien des organisations de défense des droits de l'homme, de certaines organisations de la société civile et d'une grande partie de la presse écrite.

demande en produits animaux, tant dans les pays côtiers, qualifiés de bassins de consommation, que dans les pays sahéliers présentés comme étant des bassins de production.

La relative spécialisation naturelle des productions animales présente des avantages pour le développement du commerce intra-régional des produits animaux. De même, l'industrie de la transformation agroalimentaire devrait permettre de conférer plus de valeur ajoutée aux produits animaux, en créant des emplois supplémentaires et en générant plus de revenus pour les acteurs économiques. Dans cette logique, la professionnalisation des acteurs des filières de productions animales devrait intégrer les défis liés aux normes sanitaires et aux standards de qualité qui constituent un préalable pour l'accès au marché international.

### Renforcement de la place du pastoralisme dans le processus de décentralisation et mise en place d'infrastructures publiques

Dans plusieurs zones pastorales du Sahel, les institutions publiques sont faiblement représentées et dotées de peu de moyens d'intervention. Avec la clôture des grands projets d'appui à l'élevage, l'autorité et la présence des Etats ont connu une baisse d'intensité dans ces zones. Les défaillances constatées au niveau de la gouvernance politique ont suscité et/ou amplifié les mouvements de rébellion armée dans certaines zones pastorales. Face à ces défis, il semble indispensable de renforcer le processus de communalisation et de consolider la place du pastoralisme dans les dynamiques de décentralisation en cours.

En effet, les politiques actuelles de décentralisation semblent peu adaptées aux contraintes du pastoralisme dans la mesure où elles ne prennent pas en compte la discontinuité de l'espace pastoral qui suppose des modes de gestion spécifiques. La décentralisation risque de contribuer davantage à la limitation de la mobilité et à l'accroissement de l'insécurité des pasteurs en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles. Cet état de fait pourrait entraîner une plus grande marginalisation des minorités pastorales dans les régions à tradition agraire. Les principaux risques potentiels pour l'élevage dans le cadre de la décentralisation sont les suivants :

- la faible représentativité des communautés pastorales dans les instances décentralisées;
- l'augmentation de la pression sur les ressources pastorales par l'octroi de concessions et la promotion des aménagements hydro-agricoles au profit des investisseurs privés;
- la remise en cause de l'intégralité et de la gestion concertée des espaces pastoraux stratégiques suite au découpage en terroirs communalisés;
- les risques d'abus dans la recherche d'une plus grande contribution de l'élevage au budget des collectivités locales.

Face à ces contraintes, il importe de promouvoir l'intercommunalité en vue de mieux sécuriser le pastoralisme. Un autre enjeu crucial pour le développement du pastoralisme réside dans l'implication des communautés pastorales dans la mise en place et la gestion des infrastructures publiques (hydrau-

## Les barrières qui entravent la fluidité des échanges intra-régionaux des produits animaux

*Il existe plusieurs entraves à la fluidité des échanges intra-régionaux en Afrique de l'Ouest. La première est liée à la faible variabilité du prix du bétail par rapport à celui des intrants. A cette contrainte s'ajoutent d'autres barrières qui portent notamment sur : (i) les nombreux barrages routiers avec la collecte de taxes illégales; (ii) la multiplicité des taxes officielles sur les produits animaux; (iii) le mauvais état des routes et le coût élevé de transport du bétail vers les marchés; et (iv) les flux inadéquats d'informations sur les marchés (prix, niveau de l'offre et de la demande).*

*L'étude de la Commission de la CEDEAO et du Secrétariat du CSAO/OCDE (2008) rapporte les propos tenus par un membre de la Fédération des groupements interprofessionnels de la filière bétail viande au Mali (FEBEVIM). Ce dernier indique que « la demande en produits carnés dans la région est en forte croissance et que tous les pays exportateurs dont le Mali ne pourront pas dans un avenir prévisible satisfaire cette demande si rien n'est fait pour promouvoir le secteur de l'élevage dans une perspective régionale. Que faire pour valoriser et dynamiser les échanges intra-régionaux ? Il faut avant tout qu'il y ait une volonté politique soutenue de la part de nos dirigeants. Car la réalité est que nos gouvernements signent des accords sur papiers avec l'UEMOA, qui décrètent que les produits de l'élevage sont des produits du cru donc non soumis à une taxation ou toute autre forme de TVA. Cependant, on continue de lever des taxes à la frontière entre le Mali et le Sénégal qui sont en contradiction avec la législation comme par exemple la taxe supplémentaire de 75 000 FCFA par camion de bétail lorsque l'agent des douanes y entre pour compter lui-même les animaux. Avant l'avènement du TEC, on pensait que la taxation allait diminuer entre le Sénégal et le Mali. En réalité, elle a augmenté même si elle passe sous le terme de « légal ». Le TEC est supposé être levé sur les produits qui entrent dans la zone UEMOA, mais nous on continue à payer d'un pays à l'autre, des droits de douane frappant même des produits du cru issus de l'intérieur de l'Union ».*

lique pastorale, marchés à bétail, pistes de transhumance...), au travers des processus concertés. Dans ce cadre, il est indispensable de réfléchir à des formules innovantes et économiquement viables pour développer des services et instaurer des modalités de gestion qui soient appropriées par les communautés pastorales.

**Oussouby Touré**

E-mail : oussoubytoure@gmail.com



# S'approprier les politiques pour sécuriser les droits des pasteurs

Jonathan Davies, Guyo M. Roba

12



Photo : Albert Mutasa

Eleveur kenyan

*Le pastoralisme, est pratiqué dans des milieux aux conditions climatiques extrêmes. Moyens de subsistance pour 100 à 200 millions de ménages, il est pratiqué des steppes asiatiques aux Andes et au Sahel africain en passant par les régions montagneuses de l'Europe. Au total, ses activités couvrent un quart de la surface de la terre. Tout comme ils génèrent de la nourriture et des revenus, ces terrains de parcours fournissent de nombreux services écologiques vitaux et précieux comme l'approvisionnement en eau et la séquestration du carbone : des services qui sont dégradés par des investissements et des politiques peu judicieuses en matière de parcours naturels.*

**B**ien que certains pays reconnaissent, à présent, officiellement la valeur du pastoralisme, des visions négatives sont encore omniprésentes. Les politiques pastorales sont inexistantes ou, alors à peine appliquées. L'établissement de régime foncier communal est essentiel

parce qu'il crée des droits pastoraux d'accès, fournit aux populations des opportunités de chercher des voies optimales d'exploiter les ressources disponibles et de faciliter des changements dans l'équité en matière de ressources. Toutefois, le régime de propriété commune qui per-

met aux pasteurs de gérer durablement de vastes superficies de terres est sapé par des lois et politiques qui favorisent l'individualisation du régime foncier. C'est ainsi que l'on a enregistré des pertes de réserves de pâturage en saison sèche, un manque de mobilité du bétail, la fragilisa-



Photo : Jonathan Davies

Le pastoralisme est souvent le meilleur moyen pour gérer durablement de vastes espaces de terre

tion du régime foncier et l'accentuation de la dégradation des terres, toutes choses qui ont sapé la viabilité du mode de subsistance pastoral.

### Sécurisation du régime foncier à Garba Tula

Cette dernière décennie a été toutefois témoin d'un revirement prometteur de plusieurs gouvernements qui ont reconnu et réglementé l'accès et les droits fonciers aux ressources pastorales. Des progrès ont été enregistrés au Niger (1993), au Mali (2001) et au Burkina Faso (2002). La politique du gouvernement de Mongolie soutient à présent le régime foncier communal en contrôlant davantage les ressources naturelles détenues par les collectivités coutumières. Les avantages ainsi retirés ont eu un impact tant sur les moyens de subsistance des pasteurs que sur la conservation de leurs environnements et parcours naturels. Dans ce cadre, il est important d'identifier et de soutenir des procédés qui permettent de renforcer la gestion des systèmes pastoraux, de l'utilisation du sol local et de l'environnement. Les sociétés pastorales doivent également trouver des moyens plus équitables de faire participer les pasteurs aux processus décisionnels, à la conception de technologies et à la mise en place de collectivités coutumières qui définissent les systèmes de production de bétail et le mode de gestion de l'environnement.

A Garba Tula, au nord du Kenya, la faiblesse du régime foncier a été identifiée comme l'un des principaux obstacles à la tentative d'amélioration des moyens de subsistance des 40 000 pasteurs de la région, principalement des Boranas. Garba Tula s'étend sur plus de 10 000 km<sup>2</sup> environ et recèle une biodiversité extraordinaire, mais n'a pas le plein potentiel de la conserver ; la faune menacée à la fois les populations et leurs moyens de subsistance. Une initiative prise lors de réunions tenues par les anciens de la communauté en 2007/2008, a permis de mettre au point

une approche de gestion communautaire des ressources naturelles (GCRN) visant à renforcer le régime foncier. Dirigée par un groupe de travail communautaire et renforcée par des consultations facilitées par des experts, la communauté est parvenue à une interprétation commune de la GCRN comme « un moyen d'amener les populations locales à protéger, conserver et gérer ensemble leurs terres, leurs ressources en eau, leurs animaux et leurs plantes afin que leurs ressources naturelles puissent servir à améliorer leur vie, la vie de leurs enfants et celle de leurs petits enfants. Cette stratégie devrait améliorer la qualité de vie des populations, au plan économique, culturel et spirituel ».

A Garba Tula, la terre est détenue en fiducie par le Conseil de comté, mais il contrôle en général sévèrement l'affectation des terres et n'est pratiquement pas comptable devant les communautés locales qui sont mal informées de leurs droits. Contrairement à la vision populaire, la fiducie foncière n'est pas la terre de l'État. Elle peut proposer une forme de régime foncier solide si la communauté comprend ses droits et les mécanismes juridiques pour les faire valoir. Les habitants de Garba Tula mettent désormais par écrit leurs droits coutumiers et encouragent le Conseil du Comté à les adopter comme réglementation générale. Ceci servira également de base pour proposer divers investissements compatibles avec le pastoralisme tels que la cartographie des routes d'évacuation de la faune. Les habitants s'intéressent aussi à l'écotourisme.

Le groupe de travail communautaire met en place un groupement local pour gérer le processus et la procédure laborieuse visant à s'assurer que les rachats d'office de la communauté et de l'administration locale soient appuyés par un certain nombre d'organismes de développement et de conservation de la faune et par le gouvernement. Dans la mesure où la grande majorité des terres arides sont légalement en fiducie foncière, l'expérience de Garba Tula

pourrait créer un précédent pour la sécurisation du régime foncier dans d'autres zones.

### Encourager la participation communautaire

Les politiques et institutions doivent habiliter les pasteurs à participer à la formulation des politiques qui concernent leurs moyens de subsistance. Cela permettra également de promouvoir l'accès équitable aux ressources, aux structures et services et de garantir la viabilité de l'utilisation des terres et de la gestion de l'environnement. Les bonnes politiques pastorales aideront aussi le processus de démocratisation et assureront l'amélioration de la gouvernance dans les zones pastorales. Outre la prise en charge des questions relatives à la production de bétail, à la santé et à la commercialisation, les politiques pastorales devraient également régler celles concernant les soins de santé, l'éducation, les droits fonciers et les droits de la femme, mais aussi la gouvernance, les problèmes ethniques et de religion. Garba Tula offre un enseignement d'importance : l'environnement politique peut être d'un soutien plus grand que l'on ne peut l'imaginer, et les politiques ne feront pas plus défaut que la capacité d'en tirer profit.

La recherche publiée sur les systèmes pastoraux africains a progressivement fait changer un bon nombre d'idées reçues sur les systèmes pastoraux, soulignant l'importance des stratégies appropriées à la gestion des variations climatiques en zones arides. Des stratégies efficaces de gestion faciliteront l'existence de divers troupeaux de taille variable ainsi que le maintien de leur caractère nomade. Des opportunités de plus en plus grandes s'offrent aux pasteurs, leur permettant de tirer profit des services environnementaux tels que la survie de la diversité du pâturage, du couvert végétal et de la biodiversité par le biais de l'écotourisme ou du paiement pour services écologiques reçus ou rendus. L'exemple du Kenya montre que, même en Afrique, où la concurrence pour des fonds publics est serrée et où ces projets bénéficient d'un faible soutien, il est possible de changer la situation grâce à la responsabilisation des populations et à la responsabilité du gouvernement.

**Jonathan Davies**, Coordinateur régional des Terres arides, Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), Nairobi, Kenya  
E-mail : jonathan.davies@iucn.org

**Guyo M. Roba**, Administratrice des programmes, Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), Nairobi, Kenya  
E-mail : guyo.roba@iucn.org



# Les plateformes multi-acteurs pour réduire les conflits et améliorer les revenus des éleveurs

Henk Nugteren, Nata Traoré

La présence de ressources pastorales, en quantité relativement importante, (eau, pâturage, résidus de récoltes) au niveau des anciens bassins cotonniers situés sur la bande frontalière à l'ouest du Burkina Faso et du sud du Mali crée des conditions favorables à l'élevage. Au fil du temps, le cheptel, à dominance bovine et mobile, a connu un accroissement important. Pendant les bonnes années de production cotonnière (1998-2005), les cultivateurs de coton ont investi une partie de leurs revenus dans le bétail. Ils sont devenus ainsi des éleveurs, mais ils confient souvent la gestion de leurs troupeaux aux pasteurs. Cependant, la pratique de l'activité pastorale est difficilement tolérée dans certains villages de cette zone et est à l'origine de conflits que le programme transfrontalier « Coton, organisations paysannes (OP) et développement rural durable », fruit du partenariat entre la SNV (Organisation Néerlandaise de Développement), le Burkina Faso et le Mali, ICCO (Organisation Inter Églises de coopération au développement) et des partenaires locaux, a tenté de régler.

14

Bien qu'il y ait une certaine complémentarité entre l'agriculture et l'élevage, le potentiel technique n'est pas entièrement exploité à travers, par exemple, une meilleure valorisation du fumier dans la gestion de la fertilité des sols ou par la complémentarité alimentaire du bétail. Aussi, malgré l'appartenance multiethnique du bétail, l'activité pastorale est-elle difficilement tolérée dans certains terroirs villageois. En effet, dans un contexte où l'espace est de plus en plus saturé et où les collectivités territoriales cherchent encore à marquer les pas, la gestion des ressources naturelles et foncières (et plus particulièrement celle des ressources pastorales partagées) est régulièrement source de conflits entre les acteurs, et ce parfois selon des lignes communautaires.

Pour beaucoup de personnes (hommes et femmes), l'élevage pastoral est à la fois une source de revenus et un système d'épargne. Il permet de diversifier les risques et de garantir une sécurisation alimentaire. Sa contribution à l'économie rurale est importante avec l'approvisionnement des marchés à bétail, des animaux de trait et d'emboche et les filières viande, lait, cuir et peau. Au plan



Photo : SNV

Transhumance à Bogandé

national, le secteur de l'élevage, qui contribue en moyenne à 13% au Produit Intérieur Brut (PIB), est une source importante de recettes à l'exportation et crée de nombreux emplois. Toutefois, en dépit du poids et du rôle stratégique du secteur, les politiques et les allocations budgétaires y accordent peu d'importance, que ça soit au niveau local ou national.

Ces contradictions constituent donc des défis à relever en vue (i) de créer un environnement plus favorable pour valoriser au mieux le potentiel de complémentarité entre les systèmes de production et (ii) de concilier les intérêts des acteurs pour une cohabitation pacifique sur la base d'une compréhension partagée des enjeux.

Le programme transfrontalier «Coton, organisations paysannes (OP) et développement rural durable» est intervenu au niveau de 16 communes rurales au Mali et au Burkina Faso. Les 8 communes rurales du Mali sont : Boura, Koury, Mahou (cercle de Yorosso) ; Dandéresso, Finkolo, Kaboïla (cercle de Sikasso) ; Nimbougou, Zégoua (Cercle de Kadiolo). Au Burkina Faso, l'intervention a concerné les 8 communes suivantes : Tansila, Faramana, Kayan, Sindo, Samorogouan, Koloko, Ouéléni et Loumana. Les espaces-ressources de ces territoires assurent un rôle déterminant dans la transhumance (inter)nationale à travers des fonctions de replis et de transit commer-

cial. Du côté du Burkina Faso, des troupeaux de bovins d'environ 30 000 têtes<sup>1</sup> viennent en transhumance en saison sèche. La zone est traversée par d'importants axes de commercialisation du bétail vers des marchés tels que Bena, Bobo Dioulasso, Niangoloko et des pays côtiers (Côte d'Ivoire, Ghana).

## Présentation du programme transfrontalier « Coton, organisations paysannes (OP) et développement rural durable »

Pour lever les contradictions évoquées ci-dessus, un programme transfrontalier intitulé « Coton, organisations paysannes (OP) et développement rural durable » a été initié en 2007. Il s'agit d'un partenariat entre la SNV Burkina Faso et Mali, ICCO et des partenaires locaux. Ce programme se décline en trois axes qui sont :

- Axe n° 1 : le conseil de gestion de l'exploitation familiale ;
- Axe n° 2 : la défense des intérêts des producteurs ;
- Axe n° 3 : la concertation multi-acteurs sur l'accès aux ressources.

<sup>1</sup> Chiffre probablement sous-estimé.

## Les indicateurs de performance améliorée

### **I Concertations multi acteurs et comités communaux de veille fonctionnels / Cohabitation apaisée et conditions d'exercice du pastoralisme réunies**

- implication des OP dans les négociations au niveau des collectivités territoriales sur l'affectation de ressources en faveur du pastoralisme dans les plans communaux de développement (PCD)
- implication des maires et élus locaux dans les négociations
- validation (légalité) des accords issus des concertations (légitimité)
- veille effective du respect des accords consensuels obtenus

- Effectivité du dialogue interculturel entre les communautés et des échanges d'expériences entre les communes
- tenue des journées de concertation transfrontalière (Burkina Faso-Mali)

### **II Affectation des ressources en faveur du pastoralisme dans les PCD<sup>1</sup>**

#### **Burkina Faso :**

- 27 pistes internes d'une longueur totale de 141 Km identifiées et cartographiées ;
- 11 pistes transfrontalières d'une longueur totale de 150 Km identifiées et

cartographiées ;

- 17 zones de pâture d'hivernage et de repli identifiées et cartographiées ;
- 36 comités de gestion pour un accès équitable aux ressources naturelles mis en place (points d'abreuvement)

#### **Mali :**

- 225 Km de pistes identifiées
- délibération intercommunale réalisée entre 8 communes sur les pistes pastorales
- protection des cours d'eau effective

<sup>1</sup> Pour les rendre définitives, ces décisions doivent être validées par des textes officiels.

Ce programme a bénéficié des services de renforcement de capacités fournis par la SNV qui ont consisté en un appui méthodologique et technique à :

- la réalisation d'un diagnostic participatif visant à une prise de conscience des acteurs sur la nécessité de changement ;
- la création des conditions légales d'un débat inclusif et informé à travers des (in)formations des acteurs (agriculteurs, éleveurs, élus locaux, etc.) sur les principaux textes et lois ;
- la facilitation des échanges multi acteurs débouchant sur des prises de décision et la mise en place des organes de veille et de suivi des accords.

### **Processus de collaboration entre les différents acteurs de ce programme**

Les activités du programme ont mis ensemble, dans un même espace de dialogue, les représentants des producteurs de coton, les éleveurs, les associations de femmes et de jeunesse et les propriétaires fonciers avec comme autorité le maire. La restitution des résultats du diagnostic préliminaire réalisé par l'équipe de la SNV dans chaque commune a servi de point de départ pour discuter, d'une part, de la démarche de concertation inclusive et avoir un véritable engagement de tous les acteurs dans un processus de dialogue multi acteurs. D'autre part, il s'agissait d'identifier les localités de la commune où il est urgent de mettre en route ces plates formes de dialogue multi acteurs.

Au niveau des (groupes de) villages retenus, les concertations ont mis en négociation les propriétaires fonciers lignagers, les représentants d'éleveurs, des groupements de producteurs de coton, des femmes, des jeunes et les conseillers communaux. Les débats entre ces

acteurs/trices ont été facilités par les services techniques déconcentrés (agriculture, élevage) et par une organisation locale de renforcement de capacité soutenue par la SNV. Dans chaque plate forme de concertation, les acteurs mettent en place un comité inclusif chargé de la mise en œuvre des décisions prises et de la veille au respect des accords.

Le programme a été concluant d'après les résultats de l'enquête réalisée dans quatre des communes du Burkina Faso (Koloko, Samorogouan, Sindo et Kayan) pour évaluer les effets de l'intervention dans la période de 2007 à mi-2009. Ces résultats qui se manifestent à travers des indicateurs de performance améliorée présentés en encadré ont d'ailleurs été validés lors d'un atelier avec les acteurs à Sikasso en septembre 2009, ainsi que lors de l'évaluation de fin d'année.

Et le capital social, ainsi construit dans la durée à travers *l'empowerment*<sup>2</sup> des plateformes multi-acteurs, a permis de créer un environnement favorable permettant de réaliser des résultats significatifs de développement.

### **Principaux résultats de l'intervention et Leçons apprises**

Le programme a permis d'aboutir à un niveau significatif de règlements des conflits entre pasteurs et agriculteurs au niveau du Burkina Faso. On constate dans un premier temps que les conflits se sont réduits de 80% et que des comités locaux règlent à l'amiable plus de 50% des conflits relatifs aux dégâts des champs. Par conséquent, peu de conflits sont portés devant l'administration publique ou les services de sécurité. De plus, les conflits avec coups et blessures sont devenus rares. L'amélioration globale de la situation a entraîné un gain économique lié à la diminution des conflits d'environ 7 500 000 FCFA sur les dépenses liées aux frais de constat et de dédommagement en comparaison avec la

<sup>2</sup> Selon le Groupe de recherche-intervention en évaluation de l'Université du Québec à Montréal, « *l'empowerment* se veut un processus de transfert des connaissances visant à développer un potentiel jusqu'à présent caché ou ignoré chez un individu ou groupe d'individus.

situation précédente. Ces montants peuvent maintenant être utilisés, utilement, à d'autres fins. Des indications sur la situation au Mali indiquent la même tendance. Dans la zone de Koury, on a observé la réduction de 10 conflits par an dans le passé, à un seul en 2008.

Bien qu'encourageants, les résultats de l'intervention faite dans le cadre de ce programme doivent être consolidés dans le temps et élargis dans l'espace. Pour ce faire, la capacité de maîtrise d'ouvrage des communes, étant le responsable légal de l'équité et de la durabilité de l'utilisation des ressources, demande à être renforcée. *L'empowerment* des pasteurs reste aussi un aspect crucial pour leur participation informée aux concertations et le suivi de l'application des accords. Il faudra renforcer l'ancrage institutionnel des concertations (inter)communales, régionales et transfrontalières pour sécuriser durablement l'utilisation des ressources pastorales à une échelle plus importante.

Les enjeux liés aux processus multi-acteurs de conciliation d'intérêts liés à l'accès aux ressources naturelles et foncières de l'élevage mobile, transfrontalier et interétatique, et ce dans le contexte de la décentralisation et de l'application sur le terrain des politiques nationales et conventions internationales, sont énormes. Cette expérience, tout comme d'autres plus ou moins similaires ailleurs, permet d'affirmer que l'intervention de la SNV en Afrique de l'Ouest sur les enjeux transfrontaliers, comporte des éléments significatifs pour réaliser une valeur ajoutée distinctive et une démultiplication dans l'espace de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA).

**Henk Nugteren**, conseiller en pastoralisme/élevage à la SNV Burkina Faso  
E-mail : dnugteren@snvworld.org

**Nata Traore**, conseiller en pastoralisme/élevage à la SNV Niger  
E-mail : ntraore@snvworld.org



# Situation pastorale au Niger et en Afrique de l'Ouest: la parole aux acteurs

## Interview de Monsieur Boureima Dodo

*Le programme AGRIDAPE a recueilli, le 17 juin 2010, l'avis de Monsieur Boureima DODO, sur la situation pastorale au Niger et dans la sous-région ouest-africaine. Monsieur Dodo est le secrétaire exécutif de l'Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger (AREN), membre du Réseau des Éleveurs et Pasteurs de l'Afrique, dont il est le secrétaire technique permanent.*

16



Boureima Dodo lors de l'interview

action suppose et nous n'avons pas encore vu le bout du tunnel car il ne pleut pas encore au Nord. Or, si les gens du Sud sèment, il faudra acheminer les animaux vers le Nord qui est encore sec. Ceci signifie que même le bétail qu'on pensait pouvoir garder risque de périr si rien n'est fait. Je pense aussi que tout ceci risque de créer des conflits, ce qui est très grave, car, après les premières pluies, les gens vont semer et les animaux qui se trouvent actuellement dans les zones frontalières du Togo, du Niger et du Bénin vont se faire refouler. Et de manière générale, on peut constater que la crise de cette année est une crise sous-régionale. Elle concerne toute la bande sahélo-sahélienne, du Tchad en passant par le nord Nigeria, le Niger, le nord Mali, la Mauritanie, le Sénégal, le Burkina Faso.

**AGRIDAPE : Vous nous parlez d'animaux qui risquent d'être refoulés alors que les Etats de la CEDEAO ont ratifié une charte sur la libre circulation du bétail, qu'en est-il de l'application de cette charte ?**

**Boureima DODO :** La CEDEAO a effectivement mis en place un dispositif pour permettre la libre circulation du bétail dans la sous-région mais il faut reconnaître que ce texte n'a jamais eu d'application effective pour plusieurs raisons.

D'abord, l'instrument majeur, l'outil essentiel de cette charte qui est le Certificat International de Transhumance (CIT) n'est pas du tout adapté. En effet, pour obtenir le CIT, on demande à l'éleveur d'annoncer deux mois avant le départ en transhumance, la trajectoire des animaux, c'est-à-dire d'où est-ce que les animaux partent, par quel poste frontalier ils passent, et où ils vont aller dans le pays d'accueil. De plus, dans le cadre de cette disposition, l'éleveur est dans l'impossibilité de changer sa trajectoire en cours de route. Or, ceci est très difficile à respecter car, dans nos pays du Sahel, les éleveurs font des mouvements précoces pour pouvoir sauver le maximum de leurs animaux. Les postes frontaliers ne sont pas toujours connus et matérialisés pour que tous les éleveurs puissent les connaître. Il se trouve aussi que certains

**AGRIDAPE : Quelle évaluation faites-vous de la situation du pastoralisme au Niger, et en Afrique de l'Ouest, en général?**

**Boureima DODO :** Elle est catastrophique. Le Niger a connu un déficit fourrager sans précédent, en tout cas pour ce qui a été observé durant les 20 dernières années :

16 millions de tonnes de matières sèches. Si on y rajoute les 5 millions de l'année dernière, il nous est possible d'affirmer que ceci ne pourra pas satisfaire le tiers des besoins alimentaires des animaux sur trois mois. Cette situation est à l'origine de beaucoup de pertes d'animaux. Beaucoup d'animaux ont aussi traversé les frontières avec les difficultés que cette

états de la sous-région ont adopté des calendriers qui ne conviennent pas du tout au pastoralisme tel que nous le concevons. C'est le cas du Togo qui n'a jamais interdit la transhumance mais c'est au moment où les éleveurs veulent s'y rendre qu'on leur dit « non, ne venez pas », c'est-à-dire en période de saison sèche au Sahel et l'autorisation de venue des animaux dans ce pays est donnée en période de pluies dans les pays du Sahel. Vous voyez qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Donc, ce certificat de transhumance doit être revu, corrigé et adapté au contexte actuel. Ensuite, il y a des comités inter-états qui ont été mis en place mais qui ne sont véritablement fonctionnels. Aujourd'hui, il y a certes des réunions périodiques entre certains pays comme le Niger, le Mali et le Burkina mais ceci n'est pas suffisant car si les réunions n'ont lieu qu'entre les pays du Sahel sans intégrer les pays d'accueil, le problème reste entier. Enfin, il se pose un problème de mentalité. Il faut dire que les pays d'accueil des éleveurs ne font pas toujours preuve de mauvaise volonté mais qu'ils ne connaissent pas bien le pastoralisme. Il y a eu beaucoup de préjugés qui ont été développés autour de l'activité pastorale et des pasteurs. On dit souvent que ces derniers viennent avec les voleurs, que c'est lors des transhumances qu'on assiste à des braquages, des vols, etc.

Tout ceci est sans fondement car l'insécurité est partout, et je pense que ce phénomène existe davantage dans les zones pastorales. Tous les éleveurs vivent l'insécurité dans leur chair : on les tape, on leur prend leurs animaux, on les tue dans tous les pays. Au nord du Niger, les éleveurs sont toujours menacés. Récemment, au Mali, on a entendu que des communautés qui ont fait 50 ans dans un endroit donné ont reçu l'ordre de partir. Tout ceci met les éleveurs en situation d'insécurité foncière totale.

### **AGRIDAPE : Vos associations ont-elles fait quelque chose pour améliorer cette situation globalement difficile ?**

**Boureima DODO** : Oui. Nous avons d'abord fait un certain nombre de constats. Certaines politiques ne sont pas adaptées au pastoralisme. Les textes ont été conçus sans tenir compte de la transhumance. Tout le monde sait aussi que les différents gouvernements que nous avons connus ont d'abord tenté de sédentariser les éleveurs. Donc, ils ne veulent pas qu'on parle de la mobilité des animaux pour plusieurs raisons : d'abord, sur le plan fiscal, on dit qu'on ne maîtrise pas les éleveurs transhumants, il est dit qu'ils ne payent pas les taxes dues. De plus, dans les textes, le foncier pastoral n'est toujours pas prêt d'être reconnu. Au Niger, c'est très récemment que la notion de mise en valeur pastorale a été reconnue. Et, une activité dont la

mise en valeur n'est pas reconnue ne peut se baser sur aucun élément de droit pour se faire un calendrier sécurisé. Donc, nous, ce que nous tentons de faire, car notre rôle est essentiellement un rôle de plaidoyer, c'est d'abord de faire comprendre aux acteurs ce qu'est le pastoralisme car c'est parfois de bonne foi qu'ils ne veulent pas des pasteurs car ils ne les connaissent pas. Nous allons donc vers ces acteurs pour leur expliquer le pastoralisme, son importance pour les pays, aussi bien du point de vue social, économique qu'environnemental car il y a eu beaucoup de préjugés qui ont été véhiculés sur cette activité, et sur les pasteurs, qui ne sont fondés sur aucune analyse scientifique. On est donc obligé de démontrer le contraire en s'appuyant sur un raisonnement scientifique.

Nous tentons aussi d'être toujours présents dans tous les centres de décision pour donner notre point de vue, lors des processus d'élaboration des politiques et des textes, pour la prise en compte du pastoralisme. Vous avez vu qu'il y a maintenant un code pastoral au Niger et je pense que c'est l'un des meilleurs que nous avons dans la sous-région et ceci est dû au fait que les organisations d'éleveurs se sont mises dans le processus et y ont apporté leurs contributions.

Comme nous savons aussi que les décisions prises au niveau de la CEDEAO peuvent avoir un impact au niveau pays, nous essayons aussi de construire tout un lobby au niveau régional et sous-régional pour que dans ces processus décisionnels nous puissions aussi apporter notre contribution. Aujourd'hui, nous pensons réellement que nous pouvons harmoniser les décisions politiques sur la question.

### **AGRIDAPE : Quelles sont les perspectives qui se dessinent pour le pastoralisme vu le contexte que vous venez de nous présenter ?**

**Boureima DODO** : Nous voyons les problèmes à deux niveaux : le niveau pays et le niveau sous-régional. A notre rencontre de Gogounou (Bénin) qui portait sur les contraintes de la transhumance frontalière, nous avons tracé quelques voies et apporté quelques solutions. Nous savons que la CEDEAO a un programme d'investissement dans la sous-région. Nous allons essayer de suivre et d'y apporter notre contribution pour qu'effectivement ces investissements se réalisent, que les parcours ne soient plus des zones délaissées mais de vraies chaînes car il ne suffit pas d'enlever un couloir de passage. Il faut s'assurer que les animaux peuvent brouter, boire, que les pasteurs ont accès à des marchés pour satisfaire leurs besoins, et surtout, il faut garantir la sécurité.

Il nous faut aussi un outil pour anticiper les catastrophes comme celles que nous vivons actuellement car c'est toujours en

analogie qu'on évalue les questions pastorales. Et pourtant, il existe actuellement des sortes de Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) qui permettent de prévenir ce genre de situations et de permettre aux éleveurs de prendre les bonnes décisions. Ces systèmes serviront aussi de moyens d'alerte et d'organisation de la transhumance selon des règles que nous pensons favoriser les éleveurs. En mettant en place un observatoire de la transhumance, nous pourrions connaître les parcours à risques. Nous avons aussi l'intention de créer, dans certains pays, des stocks de sécurité en créant des réserves de fourrages pour les années difficiles. Evidemment, nous continuerons à sensibiliser les partenaires pour que le pastoralisme soit reconnu et qu'on reconnaisse son apport économique et son apport à l'environnement car beaucoup de personnes ignorent que le pastoralisme est véritablement le mode d'élevage qui détruit moins l'environnement. Beaucoup ne savent pas que l'élevage contribue pour beaucoup aux PIB de nos pays, à l'alimentation des populations. Au Niger, par exemple, beaucoup de gens pensent que seules les céréales constituent l'aliment essentiel de la population or l'élevage joue un grand rôle dans cette alimentation. Nous allons faire des études pour démontrer tout cela.

**Ingay Issoufou**, Secrétaire Permanent du Réseau GRN Décentralisation Niger.  
E-mail : reseauग्रn\_d\_niger@yahoo.fr

Avec l'appui de :

**Mouhamadou Lamine Seck**, Chargé de Programmes Décentralisation et GRN  
E-mail : moulaseck@iedafrique.org

**Aïssatou TOUNKARA**, Assistante en Information et Communication  
E-mail : atounkara@iedafrique.org





# Situation pastorale au Niger et en Afrique de l'Ouest: la parole aux acteurs

## Interview de M. Elh Akoli Daouel

Monsieur Elh Akoli Daouel, ancien ministre nigérien de l'Agriculture et de l'Élevage et ancien ministre des Ressources Hydrauliques est le Président de l'association pastorale Daoud. Il est fondateur et directeur de la ferme agropastorale FERMAKO dans la zone d'Aïnoma, commune rurale de Tamou, dans le département de Say, région de Tillabéri. Il possède une autre ferme pastorale à Amanzagnine dans la commune rurale de Ingall, département de Tchiro dans la région d'Agadez.

**AGRIDAPE : Monsieur Daouel, AGRIDAPE voudrait discuter avec vous d'élevage ou de pastoralisme, d'ailleurs lequel de ces concepts vous semble le plus approprié?**

**Monsieur Elh Akoli Daouel :** Je préfère le concept d'élevage parce qu'il est plus sécurisant et de terrain. Pour moi, le pastoralisme signifie qu'on n'a pas la maîtrise des conditions d'alimentation du bétail, des productions fourragères irriguées associées à la végétation naturelle et aux sous produits agricoles dans les zones du sud. Le pastoralisme est une transhumance permanente à la recherche d'eau et de pâturage.

**AGRIDAPE : Alors, parlons d'élevage. Quelle évaluation faites-vous de cette activité au Niger ?**

**Monsieur Elh Akoli Daouel :** L'élevage est une richesse éternelle de grande importance au Niger. Il est essentiellement pratiqué par des populations nomades peulh, touarègues, arabes et toubous. Faute de sécurisation de ce capital représentant la deuxième mamelle des ressources du pays, ces mêmes populations éleveurs, aujourd'hui, conduisent et élèvent un bétail de très grande importance mais qui appartient à des sédentaires nantis. Bien des éleveurs, au Niger, sont de simples bergers au service des agro pasteurs.

Le pouvoir politique, bien qu'il reconnaisse la valeur de l'élevage en termes de capital général de ressources à l'exportation pour ce pays, n'a pas suffisamment entouré celui-ci de la considération qu'il mérite puisqu'il contribue, à une hauteur assez importante, au PIB. Le gouvernement a toujours sous-estimé ce volet de la richesse nationale et même dans la formation des départements ministériels, rares sont les fois où l'élevage est érigé en un département ministériel séparé de l'Agriculture, de l'Environnement ou de l'Hydraulique. Quand il y a un département ministériel spécifique à l'élevage, il est souvent moins doté en termes de moyens et l'accent a été porté sur la lutte

contre les épizooties à chaque fois. On a entrepris des vaccinations, on a distribué des produits vétérinaires aux éleveurs, etc. ; ce qui n'est pas une mauvaise chose mais ceci ne suffit pas pour garantir l'existence du cheptel. Les sécheresses cycliques que le Niger a connues ont prouvé que les animaux vaccinés ou déparasités meurent en même temps que ceux qui n'ont pas été traités du seul fait de la sous-alimentation. Le Niger a été déclaré indemne de maladies infectieuses depuis plusieurs années et le cheptel, tout comme la viande du Niger, peuvent être exportés dans les pays de la sous région voire en Europe.

Ces dernières années, la politique nigérienne en matière de commercialisation de la viande a été remarquable mais elle a ignoré que pour avoir la viande de qualité exportable, il faut que le bétail soit non seulement en bonne santé, mais bien nourri et en quantité suffisante pour amortir ou justifier les coûts des investissements en matière d'abattage frigorifique.

**AGRIDAPE : On voit à ce que vous dites qu'il y a encore beaucoup à faire au niveau gouvernemental pour soutenir cette activité mais les éleveurs aussi pourraient tenter de s'aider eux-mêmes. Existe-t-il un système de solidarité (local, national, régional) entre les groupes d'éleveurs ?**

**Monsieur Elh Akoli Daouel :** Oui, les éleveurs sont en général solidaires les uns des autres pour la reconstitution ou la constitution du cheptel. Pour aider les familles éprouvées ou dépourvues, les éleveurs leur affectent une ou plusieurs têtes de bétail laitier qui les utilisent pour s'alimenter sans que ces animaux ne soit leur propriété. Les peulhs ont une pratique dénommée « habbanayé » qui confirme la générosité et l'entraide que se font les éleveurs en cas de nécessité. Les Touareg comme les Arabes donnent l'animal à exploiter jusqu'à ce que le bénéficiaire ait la capacité de reconstituer son capital bétail. Ceci peut durer de longues années. Chez les Touareg, l'on parle de « tchiyoute » ou « tamouzak » pour une ce prêt d'une période déterminée, généralement pas trop longue.

**AGRIDAPE : Malgré tout, le Niger fait partie des pays retenus comme pays d'élevage au niveau de la sous-région, ceci signifierait-il que les éleveurs n'y sont pas livrés à eux-mêmes ?**

**Monsieur Elh Akoli Daouel :** Effectivement. Des institutions, des pays, des ONG, des Associations soutiennent ce secteur au Niger et ont permis que notre pays soit retenu parmi les



Photo : Mouhammadou L. Seck

### Présentation de Monsieur Elh Akoli Daouel

Septuagénaire, Elh Akoli Daouel est éleveur de naissance mais aujourd'hui avec la diversification des produits alimentaires, il a associé, à l'élevage, l'agriculture pour éviter la transhumance à une partie de son cheptel. Monsieur Daouel pratique un élevage de reproduction, de croisement et d'amélioration génétique. Il travaille en relation avec un GIE français dénommé France Bovia. Son élevage est de production laitière bovine et cameline essentiellement. En tant que producteur agricole, il produit des semences sélectionnées céréalières dans une ferme s'étendant sur 125ha.

pays d'élevage de la sous-région. Leurs actions restent cependant ponctuelles et sont parfois détournées de leurs objectifs initiaux du fait de l'intermédiation entre les bailleurs et les vrais éleveurs nécessaires. Une catégorie d'intermédiaires née des ONG, Associations ou de certains leaders s'est constituée et s'est servie de la misère des éleveurs pour s'enrichir. Les différentes catastrophes connues par le pays ont bien servi pour constituer des dossiers présentés à des bailleurs en vue de la reconstitution du cheptel mais ces dossiers traînent beaucoup avant d'avoir les réponses des donateurs et même si ces dernières sont favorables, les financements ne vont pas, dans beaucoup de cas, aux véritables sinistrés. Les responsables locaux des associations et ONG, les chefs traditionnels de proximité s'en servent allègrement. Je lance donc un appel aux partenaires qui auront financé des opérations de reconstitution pour qu'ils mènent des enquêtes sur les ressources de renouvellement qu'ils octroient pour que les vrais nécessaires bénéficient de la brillante solidarité des donateurs.

**Ingay Issoufou**, Secrétaire Permanent du Réseau GRN Décentralisation Niger

# Cheptel du Tadjikistan – De nouveau sur la bonne voie

Willem van Weperen

*Lorsque j'ai emprunté pour la première fois la route sinueuse qui va de Douchanbe à Kulyab dans le Sud du Tadjikistan, j'ai été émerveillé par le beau paysage, mais choqué par les collines arides qui bordaient cette route. Cette zone, riche et boisée, abritait des terres arables où les agriculteurs élevaient bovins, moutons et chèvres. Aujourd'hui, les seuls arbres qui y poussent se trouvent à l'intérieur et autour des villages et le surpâturage a rasé le paysage.*

**A**vant l'éclatement de l'Union Soviétique, les pratiques culturales étaient plus durables. Les grandes exploitations agricoles pratiquaient la rotation culturale et adoptaient des cultures fourragères telles que la *luzerne* et l'*esparcette*. Les agriculteurs ramassaient également du fumier qu'ils stockaient et utilisaient comme engrais organique ; à présent que le déboisement a réduit les réserves de bois de chauffage, ils sont obligés d'utiliser le fumier comme combustible, d'où la baisse de la fertilité du sol, obligeant ainsi les agriculteurs à dépendre de plus en plus de l'engrais chimique qui coûte cher et est souvent rare. Un rapport de 2008 du Projet mondial contre la faim a révélé qu'un seul ménage utilise deux à huit tonnes de fumier par an pour la cuisson des aliments. Dans certaines zones de la région de Khatlon, cela représente 90% du fumier disponible.<sup>1</sup> La production agricole baisse et le Tadjikistan a grand besoin de trouver des solutions pour inverser cette tendance croissante.

## Des initiatives subventionnées par l'État aux initiatives privées

La rotation culturale, la culture de plantes légumineuses, de plantes fourragères pour le bétail et un élevage plus intensif font partie des mesures agricoles susceptibles d'offrir une issue. Aussi, le fait de garder le fumier à l'abri permettrait-il d'en améliorer la qualité, de réduire le nombre d'applications nécessaires, d'économiser de l'argent et de réduire les besoins en engrais de synthèse. Les ONG tenaient à démarrer les activités visant à promouvoir et à développer ces technologies en collaboration avec les agriculteurs. En dépit de la prise de conscience manifeste des avantages du fumier, le Tadjikistan manque de compétences pour son utilisation optimale. En 2005, le Centre de formation et d'assistance agricoles (CFAA) a été établi à Kulyab, dans la région de Khatlon en vue de promouvoir ces connaissances. A l'instar de nombreux autres pays en transition, les services de vulgarisation du gouvernement se raréfient. Les initiatives privées de vulgarisation (25

19





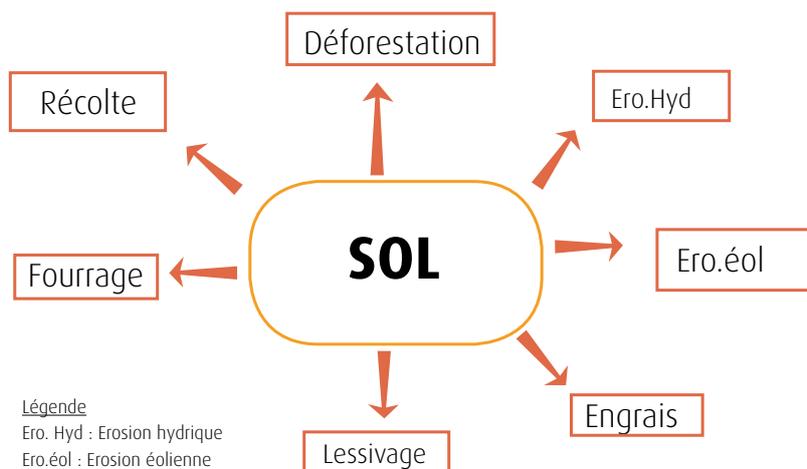
Collecte de lait

Photo : Ellen Gerlings

## Un aperçu du Tadjikistan agricole :

L'économie du Tadjikistan est fortement tributaire de l'agriculture. Plus de 60 % de la population travaillent dans le secteur, qui représente 30 % du PIB. Un agriculteur type cultive environ 3 hectares et pratique l'élevage. Des réformes agraires sont toujours en cours, d'où la complexité de la propriété foncière. La plupart des grandes exploitations agricoles de l'État et des coopératives agricoles ont été subdivisées. Certains petits exploitants se sont réorganisés en entreprises collectives une fois la terre réaffectée puisqu'elles accèdent plus facilement au crédit, aux intrants et aux machines. Les agriculteurs ont un maigre revenu, aussi, une grande partie de la main d'œuvre, surtout les jeunes, ont-ils émigré en Russie. C'est pourquoi l'envoi de devises étrangères est aussi important pour l'économie du Tadjikistan que l'agriculture. Entre 1991 et 1997, la production agricole a connu une baisse spectaculaire de 55% mais depuis 1997, elle a commencé à s'accroître. Le coton et le blé sont les deux principales cultures commerciales du pays, représentant 70% des terres arables. Jusqu'à une date récente, la loi obligeait les agriculteurs à cultiver du coton, mais la législation a été modifiée depuis deux ans et les agriculteurs jouissent à présent de la liberté de pratiquer la culture de leur choix.

**Fig. 1 Déséquilibre du flux de substances nutritives**



20

ONG environ) émergent et prennent en charge cette fonction.

Le CFAA encadre des agriculteurs, individuellement, et forme des groupes d'agriculteurs. Il utilise la méthode des champs-écoles aussi bien pour les cultures que pour le bétail. Plus récemment, il a également commencé à développer des chaînes de valeur en mettant les agriculteurs en rapport avec des producteurs. En 2009, le CFAA a commencé à diversifier ses conseils en travaillant en étroite collaboration avec des agriculteurs et des agents de vulgarisation. Plusieurs facteurs sont apparus comme solutions possibles aux problèmes des agriculteurs : tout comme

l'élevage intensif, ces facteurs concernent un minimum de labours et la culture de pommes et de légumes de primeur. Les cultures de rente comme les tomates et les concombres se sont avérées une entreprise viable dans la mesure où les exploitants desdites cultures acceptent d'acheter le fumier à un bon prix. Des projets d'implantation de parcelles de cultures expérimentales existent pour tester les systèmes d'élevage de bétail à l'aide du Développement participatif de technologies appliqué à la vulgarisation. Toutes ces initiatives devraient produire des matériaux à l'usage d'autres agents de vulgarisation agricoles privés du Tadjikistan et profiter à des agriculteurs

hors de la région de Khatlon. Le CFAA prévoit également de développer l'embouche bovine, la production d'œufs à petite échelle et de mettre un manuel de premiers soins à la disposition des agriculteurs.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Willem van Weperen (willem.van.weperen@gmail.com), Conseiller en vulgarisation agricole, Kulyab.

<sup>1</sup>Lowen Frank et Caroline Wegner (2009). *Consommation de combustible des ménages ruraux du Tadjikistan*. Welthunger/EC TACIS. Données empiriques de différentes études entreprises par Welthungerhilfe et des organisations partenaires.



# La gestion communautaire pour réduire la mortalité des caprins de race locale au Bénin

Camille Bankolé et al.



Photo : Camille Bankolé

21

Elevage en divagation dans un village de la commune de Dassa

*Environ 675 millions de ruraux pauvres dans le monde (dont près de 170 millions en Afrique subsaharienne) seraient entièrement ou partiellement tributaires de l'élevage pour s'alimenter ou pour gagner un revenu monétaire<sup>1</sup>. C'est le cas au Bénin où l'élevage joue un rôle très important dans les revenus des ménages. Cependant, la contribution de cette activité à l'amélioration des budgets des états ouest-africains reste faible et inégale.*

<sup>1</sup> FAO, 2006 Afrique de l'Ouest: mobilisation des investissements pour le développement rural et agricole dans la zone CEDEAO, Réunion des ministres des finances de la CEDEAO, mars 2006, Rome, FAO, 53 p.

Dans le cadre de la réalisation du projet intitulé "Improving the Livelihoods of Poor Livestock keepers in Africa through Community-Based Management of Indigenous Farm Animal Genetic Resources", l'International Livestock Research Institute (ILRI), l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB), la Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université d'Abomey Calavi (FSA/UAC) et les éleveurs ont pris l'initiative d'associer deux communautés déshéritées du Bénin à la mise en œuvre du projet de sorte à

prendre en compte les vrais problèmes des éleveurs à l'aide de la gestion à base communautaire.

## Caractéristiques de l'élevage dans les communes de Toffo et de Dassa

L'élevage, dans les communes béninoises de Toffo et de Dassa-Zoumè, est dominé par les systèmes traditionnels de production animale et représente la deuxième activité après la production vivrière avec un effectif de 219 et de 207 têtes pour respectivement les villages de la commune de Dassa et de Toffo situées au Sud et dans le centre, l'élevage des petits ruminants est extensif et familial avec un effectif moyen de 2 à 5 têtes par famille (Koudandé et al., 2005).

Dans ce système, l'élevage des caprins ne bénéficie d'aucune attention particulière en ce qui concerne l'apport en intrants susceptibles d'améliorer la santé des animaux. De plus, l'insuffisance voire le manque d'agents de santé animale et l'éloignement des produits vétérinaires, sont également des causes de mortalité des animaux (Ehouin-sou et al., 1997). Les éleveurs affirment être très peu victimes des vols, la perte

du jeune bétail, en particulier les jeunes animaux âgés de moins 3 mois, étant plus souvent due, en majorité, à des maladies (25 %), et à des accidents (16 %). De 2005 à 2007, le pourcentage d'éleveurs ayant pris conscience de l'importance du suivi des jeunes animaux ayant un âge inférieur à 3 mois a légèrement augmenté suite à l'application des dispositions communautaires. Les jeunes animaux sevrés âgés entre 6 et 9 mois sont aussi plus touchés par les accidents (21,08 %) et sont moins touchés par le vol (6 %).

L'objectif principal du projet est de réduire le taux de mortalité des caprins de race locale en mettant en relief les différentes innovations, approches susceptibles de réduire la mortalité des caprins qui représentent l'espèce la plus élevée

De manière plus spécifique, il s'est agi, dans ce projet, d'apprécier l'efficacité des outils de gestion à base communautaire, ce qui a consisté à mettre en place un comité chargé du suivi des entrées et sorties des animaux, de l'identification des animaux vaccinés, de la participation des éleveurs au renflouement d'une caisse de solidarité destinée à l'achat des produits vétérinaires, de la formation de deux fils du village pour



Photo : Camille Bankolé

Cadavres de chevreaux atteints par la Peste de Petits Ruminants (PPR)

les soins sanitaires élémentaires et de la coordination des ventes des animaux entre les éleveurs et les acheteurs ambulants.

### Une nouvelle organisation

Pour atteindre ces objectifs, l'identification et la priorisation des contraintes limitant l'élevage des caprins ont été faites au cours d'un forum villageois où toutes les décisions ou résolutions ont été prises par les éleveurs eux-mêmes. Ainsi dans les différentes communautés, des structures organisées dotées de statut ont été créées et mises en place à côté de celles qui existaient mais qui ne s'occupaient guère des problèmes d'élevage. Chaque communauté s'est également dotée d'un règlement intérieur et d'un plan d'action coordonné et mis en œuvre par des comités de six à huit membres. La mise en œuvre des plans a bénéficié de l'appui des structures de recherche, à savoir l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB) et l'International Livestock Research Institute (ILRI). Cet appui s'est manifesté, par exemple, par la mise à la disposition des communautés villageoises des ressources humaines pour la formation des fils du village, pour des prestations en santé animale élémentaire, pour l'achat des premiers produits vétérinaires devant démarrer l'utilisation des boîtes à pharmacie.

Le suivi des animaux au village est géré par les communautés elles-mêmes à travers les fils du village formés qui organisent toutes les activités en tenant compte de la disponibilité des éleveurs, qui sont leurs parents, et du calendrier agricole. Dans cette expérience, le pouvoir de décision revient aux éleveurs. Ce transfert de pouvoir a permis à ces derniers de prendre des décisions en faveur du développement des petits ruminants. Des savoirs-locaux ont été utilisés dans le traitement de certaines maladies des animaux telles que la gale, la diarrhée, la toux, etc., par l'utilisation des feuilles et autres ingrédients naturels. Ces savoirs ont été importants car ils ont permis aux éleveurs démunis d'avoir accès à quelques traitements.

### Processus

Ce travail a été conduit en plusieurs étapes.

Il a fallu d'abord choisir les villages devant abriter ces travaux et sensibiliser les populations sur les bénéfices de ce projet, ensuite les contraintes ont été identifiées et hiérarchisées, un plan d'action a été établi et un comité de gestion mis en place, et enfin, le plan a été mis en œuvre.

Les résultats d'Enquêtes sur les Conditions de Vie des ménages Ruraux menées en 2000 et 2001 (ECVR, 2000 et 2001) et effectuées par l'Institut National de la Statistique (INSAE) qui précisent les communautés les plus pauvres du Bénin ont permis de retenir deux villages à savoir Gnonkpingnon et Déwé dans la commune Dassa, d'une part, et Zèco et Houngô dans la commune de Toffo (dont le niveau important de pauvreté est avéré), d'autre part. L'élevage représentant une épargne pour les éleveurs, la réduction de la mortalité de leurs animaux pourrait avoir un impact sur la réduction de leur niveau de pauvreté.

La deuxième étape a consisté en l'organisation de réunions villageoises au cours desquelles des séances de sensibilisation ont été faites sur l'intérêt de voir les éleveurs prendre, eux-mêmes, leur destinée en main. Cette prise en main s'est manifestée par l'utilisation de l'outil d'évaluation SEPO (Succès, Echecs, Potentialités et Obstacles) pour analyser et prioriser les contraintes. La mise en œuvre du plan d'action, à travers des stratégies communautaires par les différentes communautés, a permis de connaître les causes réelles, internes et externes, de la mortalité des caprins et de la réduction des effectifs des différents troupeaux. Les causes identifiées sont : l'absence de vaccinations et de déparasitage, la cherté des produits vétérinaires, le coût élevé des traitements par les vétérinaires ambulants, la mauvaise qualité des produits vétérinaires vendus, l'éloignement des postes de santé vétérinaires, la divagation des animaux, les coups mortels dans les champs, les accidents dans les rues, l'absence d'habitat adéquat, l'absence d'aliments de qualité.

La gestion communautaire a permis de créer des groupements d'éleveurs au sein desquels des formations sur l'utilisation des connaissances locales pour le traitement de certaines maladies sont faites. Les fils de chaque communauté ont été formés pour remplir le rôle de l'agent de santé animale absent depuis quelques années de ces localités.

### Conclusion

Les mesures d'amélioration des pratiques d'élevage prises par les communautés varient d'une communauté à l'autre et sont maintenant appropriées par les éleveurs de caprins au Sud et au Centre du Bénin du fait de leur adaptation au système. L'organisation des vaccinations selon les calendriers des éleveurs de chaque hameau a été respectée avec la réduction des coûts des produits. Le dispositif ainsi mis en place a permis, une amélioration du système d'élevage et une réduction du taux de mortalité dans les différents villages. Cette approche de gestion à base communautaire, qui est une nouvelle expérience au niveau villageois, mérite d'être soutenue car elle privilégie et responsabilise les acteurs à la base. Elle demeure une étape importante et réussie pour le développement de l'élevage, et surtout, la réduction de la mortalité des caprins.

**BANKOLE Camille**, Institut national des recherches Agricoles du Bénin  
E-mail : cbankfr@yahoo.fr

**ADOTE Sylvie Hounzangbé**, Faculté des sciences Agronomiques de l'Université d'Abomey Calavi  
E-mail : syladote@yahoo.fr;

**KOUDANDE O. Delphin**, Institut national des recherches Agricoles du Bénin  
E-mail : kddolphi@aahoo.fr

### REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ehouinsou M., Assan B. E., Nonfon R., Dossa S. et Koudjou L., 1997. Promotion de l'élevage des animaux à cycle court au Sud du Bénin. Rapport d'Etude FSA-INRAB 74 p.

Etude sur les Conditions de Vie des ménages Ruraux ( ECVR 2001). Profil de la pauvreté rurale et caractéristiques socio-économiques des ménages ruraux points essentiels. Rapport Bureau Archive Documentation et Information INSAE Département Atlantique, 58 p et Département des Collines 68 p

FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations). 2006. Afrique de l'Ouest: mobilisation des investissements pour le développement rural et agricole dans la zone CEDEAO, Réunion des ministres des finances de la CEDEAO, mars 2006, Rome, FAO, 53 p.

ILRI (International Livestock Research Institute), 2005: improving the livelihoods of poor livestock-keepers in Africa through community-based management of indigenous farm animal genetic resources. Benin Annual Report 2005. 11p

INSAE (Institut National de La Statistique et l'Economie), 2004.Cahier des villages et quartier de ville: Département de l'Atlantique 38p. Département des Collines, 24 p.

Koudandé O. D., 1994. Pathologies dominantes chez les petits ruminants au sud du Bénin, Rapport MDR/DRA/URZV, 1993, 13 p.

# Matilda et sa chèvre : l'élevage pour réduire la vulnérabilité des familles vivant avec le VIH/SIDA

Erwin Kinsey



Mama Prosper

*Mama « Prosper », du nom de son fils aîné, est le surnom de Matilda à Kisoho, un quartier peuplé des villages à flanc de coteau situés au pied du Kilimandjaro, en Tanzanie. Il n'y a pas si longtemps, elle et son mari Thadei travaillaient ensemble dans leur petite exploitation d'un hectare qui borde les pentes au sud et à l'est de cette grande montagne. Leur agriculture diversifiée était caractéristique des pratiques de cette région. Ils avaient aménagé des couches d'ombrage avec des arbres locaux albizzia et des haies d'herbe autour des petites parcelles de patate douce. Ils cultivaient des bananes, du café, du maïs, du mil rouge, de l'igname et des haricots. La propriété était exploitée de manière complémentaire. Les sous-produits alimentaient le troupeau de*

*zébus, quelques chèvres de boucherie et moutons locaux, les poules d'élevage traditionnel et les pigeons. Leur fumier était utilisé pour fertiliser le sol. « On avait parfois assez pour vendre mais la plupart du temps il y avait juste de quoi entretenir la famille ». Matilda et Thadei avaient cinq enfants et vivaient heureux ensemble.*

**T**hadei a contracté le virus du SIDA. Après deux années de survie, il meurt en 2002. Sa famille a vendu la plupart du bétail pour couvrir ses frais médicaux. Matilda est maintenant seule avec ses cinq enfants. Elle trouve un peu de réconfort auprès de ses enfants et de ses beaux-parents qui ont accepté de lui octroyer un peu de terre et de la laisser vivre

dans la petite maison familiale construite avec Thadei. Dans des circonstances identiques, d'autres beaux-parents ont expulsé les veuves et leurs familles et les ont forcées à retourner chez leurs parents. Matilda leur est reconnaissante de ne pas l'avoir rejetée. Mais la perte de son époux a profondément bouleversé sa vie. La vie d'une veuve avec des enfants en charge représente un défi énorme. Son fils aîné a 16 ans et sera bientôt en mesure d'hériter la terre à travers le système patrilinéaire. Mais la famille ne peut pas vivre de ce maigre héritage. Matilda a dû trouver de nouvelles sources de revenus sur leur petite exploitation.

Elle craignait d'avoir, elle aussi, contracté le SIDA et était angoissée à l'idée d'effectuer le test de dépistage. Quand sa santé

a commencé à décliner, elle s'est rendue à l'hôpital où on lui apprit qu'elle souffrait de la tuberculose. Elle cherche encore les moyens de se faire traiter. Mais elle pense toujours qu'elle a le SIDA. Les trajets de 8 kilomètres pour se rendre à l'hôpital en dévalant la montagne la fatiguent. Parfois, elle loue un moyen de transport. La charge financière est énorme, environ 40 dollars américains par mois. Même si ses beaux-parents, ses amis et l'église, la soutiennent, avec la mort de son mari, sa vie a basculé dans l'incertitude. Aujourd'hui, elle craint de mourir avant que ses enfants ne soient assez grands pour se prendre en charge. Les épreuves et la douleur se lisent sur son visage lorsqu'elle raconte, un peu embarrassée, son histoire – elle porte le *kanga* à son front pour essuyer ses larmes. Elle se reprend, retrouve de sa superbe et de son audace et vous regarde droit dans les yeux sans ciller. Elle fait part de son envie, plus que toute autre chose, de gérer ses enfants pendant tout le temps qu'ils seront à l'école.

## Le SIDA : une histoire presque banale en Tanzanie

L'histoire de Matilda n'a rien d'extraordinaire en Tanzanie. N'épargnant aucune classe sociale, aucun milieu, le SIDA a déjà frappé plus de deux millions de Tanzaniens. Peu de programmes de lutte contre le SIDA atteignent les zones rurales. Il n'est pas aisé pour les services de santé de les atteindre, même s'ils doivent le faire. Des ONG comme *Heifer Tanzania*<sup>1</sup> peuvent aider ces services à les toucher grâce à leur vaste réseau de projets implantés dans les zones rurales. Mais cela ne suffit pas. En dehors de la gratuité des consultations, des tests de dépistage, et des antirétroviraux, les populations doivent avoir les moyens d'améliorer leur alimentation et de préserver leur état immunitaire. Les projets utilisant du petit bétail, qui ne nécessitent pas de gros moyens, génèrent des revenus rapides et offrent plusieurs avantages.

L'élevage de chèvres laitières est la stratégie adoptée par *Heifer* pour favoriser l'équité sociale et de genre, et sensibiliser les populations sur l'importance de l'enseignement de base et l'éducation environnementale. L'ONG conseille aux familles impliquées dans le projet de diversifier leur agriculture en pratiquant des cultures intercalaires et de planter des arbres qui donnent des fruits, du bois de chauffage et de l'ombre. Elle les incite également à intégrer l'élevage du petit bétail pour avoir des produits supplémentaires.... Au terme de leur formation, les agriculteurs construisent une chèvrerie et plantent des arbres et graminées fourragères, en général le long des clôtures, pour protéger le sol et conserver l'eau. Les familles élèvent les

chèvres en appliquant la méthode du « zéro-pâturage », qui les protège contre les maladies et les parasites. Les chèvres peuvent parcourir de longues distances pour trouver de l'eau et de la nourriture. Cette pratique sauvegarde l'environnement en empêchant le broutement incontrôlé des arbres. Elle permet aussi de contrôler la reproduction sauvage, et de conserver ainsi le potentiel du lait génétique.

*Heifer Tanzania* distribue des chèvres laitières depuis 1987 aux familles démunies, mais aujourd'hui l'aide est centrée sur les personnes vivant avec le VIH/SIDA. Cependant, un tel programme n'est pas facile à mettre en œuvre. La maladie étant stigmatisée, l'identification des personnes souffrantes est difficile. *Heifer Tanzania* n'a pu aider les familles comme celle de Matilda, pauvres et désespérées qu'en initiant de nouveaux partenariats avec les hôpitaux locaux et les spécialistes de soins palliatifs. Elle les aide à améliorer leur alimentation à travers trois activités : l'élevage des chèvres laitières, la vaccination des poules et les jardins bio-intensifs.

## Noël, la chèvre de Matilda

Matilda fait partie des dix femmes du village à avoir reçu une chèvre laitière. Elle a baptisé sa chèvre Noël car elle l'a reçue le 24 décembre 2003. « J'ai envoyé Prosper participer au programme de formation de deux semaines nécessaire avant de recevoir Noël. Nous avons planté plus d'arbres fourragers et construit cette petite chèvrerie pour être éligibles au projet. J'aime ma chèvre, elle me donne beaucoup d'espoir. Elle a été accouplée trois fois et j'espère que cette fois elle sera enceinte. » La reproduction est un aspect important de l'élevage des chèvres. Les familles doivent apprendre à discerner les signes habituels de rut ou garder le chevreuil avec la chevrette durant tout le cycle de trois semaines entre les périodes de rut. La formation met aussi l'accent sur une bonne alimentation des chèvres pour favoriser la reproduction. Les chèvres de ses voisins ont déjà donné naissance à des chevreaux (les voisins ont partagé leur lait avec elle), elle espère, elle aussi, pouvoir bientôt disposer de son propre lait et disposer d'un revenu dont elle a grand besoin.

## Les jardins bio-intensifs

Les familles vivant avec le VIH/SIDA manquent souvent de main d'œuvre pour cultiver leurs champs. Le projet les aide à planter de petits jardins bio-intensifs pour disposer, toute l'année, de légumes et de feuilles biologiques et nutritifs. Le fumier des chèvres est recueilli dans la chèvrerie, composté et directement utilisé sur les cultures du jardin au lieu d'être répandu

à travers tout le village comme c'est le cas lorsque les chèvres errent librement. Des plates-bandes de légumes sont aménagées en creusant des couches de 3 à 4 mètres chacune, à une profondeur de 60 centimètres. Les familles y ajoutent une grande quantité de compost et les irriguent par les eaux domestiques usées qu'elles recyclent. Les jardins favorisent une production intensive, réduisent le besoin de main d'œuvre et assurent, aux familles, une alimentation correcte. Elles deviennent ainsi moins vulnérables.

## Les enseignements tirés

Même si l'objectif de *Heifer* est d'aider les populations à satisfaire leurs besoins, les résultats des projets ne sont pas systématiques. L'ONG voulait soutenir les familles vivant avec le VIH en s'inspirant du modèle d'un groupe d'entraide qui avait réussi leur projet. Mais la promotion de l'idée s'est avérée difficile : cela marche avec certains, mais pas avec d'autres. La mobilisation doit venir de la communauté elle-même. Il est difficile de comprendre toutes les dynamiques à l'œuvre dans les groupes où cela ne marche pas. *Heifer* préférerait travailler avec des groupes naturels déjà constitués, mais – comment alors arriver à toucher les plus pauvres, autrement dit ceux qui ne font pas encore partie d'un groupe existant ? Les détenteurs de projet *Heifer* doivent souvent travailler sur le renforcement des groupes au niveau du recrutement.

Les activités de *Heifer* portent en fait plus sur l'aide à apporter aux gens que sur le bétail. En d'autres termes, leurs projets ont pour objectif de rechercher des moyens pour atténuer la pauvreté et la souffrance des familles et promouvoir le bien-être social au sein des communautés. Le bétail sert de catalyseur pour les aider à améliorer leurs moyens de subsistance par de meilleures pratiques agricoles. L'apprentissage s'impose à tous les niveaux de notre activité, d'autant plus que nous nous efforçons d'aider les personnes les plus vulnérables comme celles vivant avec le VIH/SIDA.

Erwin Kinsey, Box 1648, Arusha, Tanzania  
Email: Erwin.kinsey@heifertz.org



<sup>1</sup> Le texte de la page suivante vous présente davantage *Heifer International*



# L'approche de Heifer International

Dr Daouda Ndao

*Organisation humanitaire à but non lucratif, Heifer International a pour mission de lutter contre la faim et la pauvreté en mettant en place des projets d'élevage et d'agriculture dans les pays en développement ou en reconstruction pour non seulement améliorer l'alimentation des familles, mais aussi les aider à acquérir une autonomie durable. Heifer travaille en partenariat avec des groupes de base ou des organismes intermédiaires représentant des communautés. Depuis ses débuts en 1944, Heifer a aidé 8.5 millions de familles, dans 125 pays, à améliorer leur qualité de vie et à devenir plus auto-indépendantes.*

## Tous les projets de Heifer sont soutenus par les 12 piliers suivants pour un développement équitable et durable:

**1. PASSAGE DU DON :** permet aux familles qui ont reçu des animaux de devenir à leur tour des donateurs. Pour chaque animal reçu, les familles s'engagent à transmettre, à une autre famille, un animal né de l'élevage. Ils transmettent aussi leur savoir-faire ainsi que la formation reçue.

**2. AUTONOMIE :** les financements des projets par Heifer étant limités dans le temps, les projets des groupes devraient intégrer l'autofinancement dans leur planification. Heifer considère que l'indépendance d'un groupe est atteinte lorsqu'il diversifie ses activités et dispose d'une bonne capacité à mobiliser des ressources de plusieurs bailleurs.

**3. SOUCI DE L'AUTRE ET PARTAGE :** Le partage et l'entraide incarnent les valeurs d'Heifer. En effet, les problèmes peuvent se résoudre si les populations locales s'engagent à partager ce qu'elles ont et à prendre soin des autres.

**4. SPIRITUALITÉ :** est valable pour toutes les communautés et tous les groupes au-delà de leur religion ou de leur croyance. La spiritualité s'exprime par les valeurs, les croyances aux valeurs et au sens de la vie, le sens d'attachement à notre monde et une vision commune de l'avenir. La spiritualité crée souvent un profond engagement entre les membres d'un groupe en leur procurant la foi, l'espoir et le sens de la responsabilité qui leur permet de travailler ensemble pour un avenir meilleur.

**5. ADÉQUATION ET JUSTICE :** Heifer est un partenaire pour les peuples qui ont un réel besoin de soutien pour améliorer leur qualité de vie, et qui peuvent se réaliser à partir de petites subventions. Les membres du groupe définissent ensemble des critères qui permettent de choisir les premiers bénéficiaires des animaux remis par Heifer ainsi que les intrants d'élevage; Les plus

pauvres de la communauté devraient être impliqués dans le groupe comme membres et bénéficier prioritairement de l'assistance. Le choix des familles ne devrait pas dépendre de leurs croyances ou de leur appartenance ethnique. La priorité est donnée, par Heifer, au soutien des groupes marginalisés et négligés.

**6. GESTION ET RESPONSABILITÉ :** Les groupes identifient leurs besoins, définissent les objectifs et élaborent un plan stratégique utile à la réalisation de ces objectifs. Heifer donne un appui pour la planification des projets (y compris le transfert du savoir faire), le diagnostic des bénéficiaires, le suivi de l'évolution des activités des paysans et leur capacité à l'auto-évaluation de leurs activités. Les groupes ont l'obligation de soumettre à Heifer International des rapports d'activités semestriels.

**7. EDUCATION ET FORMATION :** les groupes identifient leurs besoins en formation et impliquent les compétences locales pour les réaliser (comme formateurs). Les domaines de formation et les types de formation se déroulent sous forme de séminaires et de manière informelle (visites d'échanges, démonstrations, des modèles ou des promoteurs agricoles exemplaires). Ces formations mettent beaucoup plus l'accent sur la pratique au lieu de la théorie.

**8. DÉVELOPPEMENT DURABLE :** l'introduction de l'élevage (du bétail) de Heifer dans une communauté devrait améliorer l'environnement par un impact positif dans les aspects suivants: la fertilité du sol, l'érosion du sol, la santé, la foresterie, la biodiversité, la pollution, la faune, la qualité de l'eau. De plus, l'élevage ne doit pas être source de problèmes et d'aggravation des problèmes environnementaux.

**9. UNITÉ FAMILIALE ET GENRE :** le genre définit la conception culturelle et sociale du rôle de l'homme et de la femme dans une société. Le programme Genre de Heifer encourage les femmes et les hommes à collaborer ensemble dans la prise des

décisions, la distribution des animaux remis par Heifer, dans le travail et le partage des bénéfices des projets. Pour le choix des projets, Heifer accorde la priorité aux groupes qui font participer toute la famille dans leurs activités.

**10. DÉVELOPPEMENT DES ÉLEVAGES :** l'alimentation, l'eau, l'habitat, ainsi qu'une bonne maîtrise du système de reproduction et de santé sont des conditions essentielles pour un élevage réussi. Tous ces préalables doivent être remplis pour s'assurer que les animaux remis par Heifer seront bien portants et productifs. L'élevage doit devenir une partie importante de l'activité paysanne sans pour autant être une charge supplémentaire. Les espèces et les races choisies doivent être appropriées pour le milieu d'accueil.

**11. OPTIMISATION / OSMOSE :** Tout le monde doit participer pleinement. Les responsables sur le terrain doivent impliquer chaque membre dans les prises de décision. Heifer collabore avec les groupes à la base ou encore des organisations intermédiaires représentant les groupes de base. Les vrais groupes existent effectivement avec un bon leadership et une bonne organisation et sont prêts à impliquer tous les membres dans les prises de décision. Les membres s'approprient les projets du groupe alors que le groupe assure le contrôle des activités à travers des décisions importantes.

**12. NOURRITURE ET REVENU :** le bétail contribue à la nutrition humaine et à son bien-être de deux manières: il met immédiatement à la disposition des paysans des protéines de très haute valeur et des fibres, et constitue un appui à l'agriculture (source de fertilisants naturels des sols) et au transport des récoltes. L'élevage doit aussi être une épargne vivante, et sécuriser donc, à long terme, les économies.

25

Dr Daouda NDAO, Program officer, Heifer International  
Sénégal  
E-mail : daouda.ndao@heifer.org  
Site web : www.heifer.org



# Cameroun : quand l'espace se fait rare pour les chèvres et les porcs

Félix MEUTCHIEYE



Photo : Félix Meutchièye

Monsieur SIMO avec un chevreau

26

*C'est dans les villes que le spectre de la faim qui plane sur les populations vulnérables est le plus médiatisé. Pourtant, les populations rurales, même premières productrices des aliments de base, paient, elles aussi, le prix de la précarité alimentaire. C'est également dans ces zones que s'inventent des solutions originales fondées sur une approche adaptative complexe. Les populations des hautes terres de l'Ouest Cameroun ne sont pas épargnées par cette insécurité. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les enquêtes camerounaises sur les ménages, phase II (cf. Encadré I) avaient établi que la pauvreté touchait profondément les populations de cette région pourtant considérée comme nourricière du pays et pratiquement grenier de la sous région.*

*Les généralités cachent les particularités...*

Selon ces enquêtes, plus de 20% des familles camerounaises sont considérées comme vulnérables et l'accès de ces populations à une alimentation équilibrée poserait problème, ce qui soulève des questions. Il est à rappeler que la région des hautes terres de l'Ouest est l'une des plus densément peuplées du Cameroun, elle est parmi les rares régions de ce pays où l'exode rural tend à s'équilibrer, et même à devenir négatif, avec une forte tendance à l'inves-

tissement immobilier au détriment des espaces agropastoraux. La spéculation foncière, en hausse dans cette région, conforte une frange « d'élites » urbaines au détriment des ruraux dont l'espace de production se réduit à grande vitesse. Il s'ensuit un bouleversement progressif des leviers de production agricole : d'abord la chute de la culture caféière, et maintenant les nouveaux vivriers marchands (cf. Encadré II) De manière rétrospective, et en concordance avec les observations des paysans locaux, les systèmes agricoles se sont écroulés complètement avec surtout l'arrêt de l'intégration de la composante animale alors que les animaux fournissent au monde rural une diversité de produits : engrais naturels, aliments, épargne sur pied... Les données ont évolué très rapidement et seule une adaptation cohérente a permis aux familles de tenir le coup, aussi bien dans leur rôle séculier d'approvisionnement des urbains que, et surtout, dans la préservation d'une diversité biologique sur laquelle se fonde la pérennité des systèmes.

## L'élevage à petite échelle : une vraie culture d'investissement

Les expériences sont nombreuses et ne manquent pas de leçons sur les capacités d'analyse discriminatoire complexe des acteurs ruraux. Pour faire face à l'absence chronique de revenus afin de bâtir une famille et éduquer

ses enfants, M. SIMO a, peu à peu, pris goût au petit élevage. Plus de quinze ans que cela dure maintenant et avec des résultats qu'il peine à évaluer. A Bandjoun (chef-lieu du département du Koung-Khi dans la région administrative de l'Ouest Cameroun), où il n'est plus aisé de dénombrer plus de 5 chèvres par famille, le couple SIMO en a souvent élevé plus de 50. Avec actuellement 14 chèvres locales, dont plusieurs femelles gestantes, nos quinquagénaires affichent une modestie révélatrice de leur parcours et des obstacles rencontrés.

Tout a commencé avec l'achat d'une chèvre adulte sur le marché local, puis tout a vite évolué. Le cheptel a parfois été victime d'accidents alimentaires (intoxication du fourrage aux herbicides) ou surtout de la foudroyante peste des petits ruminants. A leurs débuts, la courte saison sèche (qui va de novembre à mars) sur la région était la plus pénible du fait de l'interdiction par les services de la commune rurale de la pâture libre, jadis au cœur du système d'élevage des caprins dans la région.

Tirant les leçons de ces échecs, les chèvres sont maintenant entretenues dans un bocage en journée et conduites tous les soirs dans une chambre jouxtant la cuisine. Les animaux reçoivent des herbes récoltées parfois à des kilomètres de la maison car les espaces sont tous cultivés. Le couple SIMO plante également un fourrage appelé *Guatemala grass* qui pousse bien sur les terres marginales (cf. Encadré III). Il a suffi d'un prélèvement de boutures chez un ami dans un village voisin, et voilà ! Les refus de cuisine viennent parfois compléter les rations journalières. Le passage fortuné d'un chercheur a permis à la famille d'apprendre à fabriquer les blocs minéraux que les bêtes apprécient et qui ont amélioré de loin l'apparence des animaux. La stabulation n'a pas que des inconvénients pour ces éleveurs-agriculteurs ! En effet, c'est le fumier sorti de cet élevage qui est exploité dans les parcelles de productions de vivriers. Les quantités de fumier exportées vers les parcelles agricoles ont des effets très visibles sur le comportement des cultures. La production du maïs, ces dernières années, a permis une autosuffisance en cette céréale largement présente dans les repas de la région.

## La diversification pour s'adapter

La diversification est au cœur même de l'adaptation mise en œuvre par cette famille.

En plus des chèvres, de la volaille (poules locales et canards), les SIMO disposent d'un cheptel de 32 porcs locaux. Logés dans des enclos au sol dallé, les porcs cohabitent aisément avec le troupeau de chèvres qui déambule entre les loges et autour. Il est arrivé que le cheptel compte près de 100 animaux. Malgré les risques saisonniers de voir disparaître les animaux de bonne taille (80-100 kg), les SIMO continuent leur élevage tout au long de l'année. Ils sont nourris avec du remoulage, des tourteaux de palmiste (résidus de l'extraction industrielle de l'huile des noix de palmiste ; les noix broyées et pressées après extraction donnent une sorte de tourteaux dont l'utilité en élevage a été déjà démontrée) et de soja, et des déchets d'arachide. La composition des aliments à domicile (sur la base de l'expérience) ne réussit pas toujours, mais le bilan est globalement satisfaisant quand la peste porcine africaine ne vient pas réduire à néant les efforts. Il arrive même que de jeunes porcs soient consommés.

La vente des chèvres et des porcs se fait essentiellement sur le marché local ou alors dans la grande ville voisine. Une chèvre d'un an coûte entre 21.000 et 27.000 FCFA en fonction des saisons. Et un bon porc adulte entre 90.000 et 200.000 FCFA. Aussi, pour cette famille, chaque bête représente-t-elle une épargne sûre à préserver. Ainsi, chacun, ou tout le monde, sait exactement ce qu'il convient de faire pour entretenir les chèvres. Les fruits de ces ventes sont destinés prioritairement à la santé et à l'éducation des cinq enfants du couple dont un poursuit des études universitaires. La famille peut même parfois se permettre d'acquérir de petits équipements domestiques. Cette diversité de stocks leur permet de se projeter dans l'avenir avec plus d'assurance.

Les systèmes agricoles diversifiés s'appuyant sur l'élevage des animaux à cycle court favorisent localement d'abord la sécurité alimen-

## Deuxième enquête camerounaise auprès des ménages en 2001 (ECAM II)

La Deuxième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM II) a été menée par l'Institut National de la Statistique (INS). Les résultats ont porté sur l'accès des ménages aux nécessités de base en compilant des résultats notamment sur les variations des prix des ressources et des biens. Cette enquête s'inscrivait dans le cadre de l'analyse des répercussions des différents ajustements structurels du FMI sur les conditions de vie des populations urbaines et rurales. Les tendances globales ont montré le niveau de détérioration des conditions, d'une part, et d'autre part, des stratégies de survie des ménages. Les documents clés de cette deuxième enquête, ainsi que ceux de ECAM III menée en 2007 sont accessibles sur le site de l'Institut National de la Statistique : [www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org)

## Les vivriers marchands :

La région des hautes terres de l'Ouest Cameroun avait depuis les années 50 bâti son succès économique sur le commerce de détail, et surtout sur la culture et la vente du café arabica très apprécié en Europe et, dans une moindre mesure, le café robuste, limité à quelques zones de faibles altitudes. C'est autour du café que s'est bâtie la première et la plus grande coopérative agricole du Cameroun, l'UCCAO (Union centrale des coopératives agricoles de l'Ouest) qui avait développé, depuis les années 50, une stratégie de financement et de commercialisation du café, et ensuite de la transformation locale du café à travers la construction d'une usine. Les démembrements et la participation des cultivateurs en avait fait une vraie référence d'organisation des producteurs. La déprise caféière survenue à la fin de la décennie quatre vingt a fait surgir d'autres spéculations agricoles jadis considérées localement comme destinées

au petit commerce. Ces spéculations agricoles ont pris de l'ampleur dans les échanges, non seulement nationaux, mais aussi sous régionaux avec une substitution rapide et exceptionnelle. Les caféiers cédaient rapidement place aux cultures maraîchères : pomme de terre et tomate en tête, suivies du maïs et du haricot. Leur poids actuel dans les échanges commerciaux montrent que ces cultures bien que n'ayant pas bénéficié de l'encadrement particulier de l'Etat, sinon récemment, sont passés des cultures dites vivrières ou de subsistance, en de véritables sources d'amélioration des conditions d'existence des populations de la région. Les études menées par l'OCISCA (Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun), et coordonnées par le géographe Français Georges COURADE<sup>1</sup> l'ont démontré à suffisance.

<sup>1</sup> COURADE, Georges (sous la direction), 1994. Le village camerounais à l'heure de l'ajustement, Editions KARTHALA, Paris, 410p.

taire. Avec des moyens relativement limités, et un engagement au quotidien, les familles comme celle des SIMO arrivent à subvenir à leurs besoins alimentaires. La productivité qui en résulte, malgré les aléas, témoigne aussi de leur efficacité. Le maintien des élevages courants et des pratiques basées sur les savoirs endogènes nourrissent la durabilité des ressources. Contrairement aux idées reçues, les petits cheptels de caprins élevés dans les systèmes actuels maintiennent une diversité génétique exceptionnelle. Nos travaux sur le sujet mettent en évidence la réduction graduelle des cheptels, mais une sélection raisonnée sur la base des rendements et de l'efficacité alimentaire. Une telle diversité génétique ne peut être obtenue dans les systèmes productivistes, qui, pourtant, s'appuient sur ces potentialités pour s'accroître au profit de tous.

## Les conditions du succès

Le maintien de la biodiversité et du renouvellement de la fertilité des sols semble donc l'un des produits que les petites exploitations familiales offrent aujourd'hui. Mais ces résultats pourraient encore être mieux valorisés si les nombreuses organisations d'appui disposaient de moyens suffisants. Les organisations rurales, malgré tout, inventent des approches de contournement et de survie. Et les stratégies mises en œuvre portent des fruits. Ainsi, c'est par un prêt obtenu de son organisation, GIC TerrEspoir Cameroun ([www.terrespoircameroun.org](http://www.terrespoircameroun.org)), que M. SIMO a maintenu un bon cheptel de porcs. Maintenant, il a déjà remboursé le crédit octroyé, non sans fierté. Il lui est impensable d'accéder à des crédits bancaires classiques. Son plus grand regret, c'est l'absence de soutien des pouvoirs publics. M. SIMO a entendu parler des programmes de soutien à la filière porcine, et récemment, de celui visant l'amélioration de l'élevage des petits ruminants, sans plus !

Il importe que les politiques agricoles (et d'élevage) nationales aient plus de considération pour ces milliers de familles qui constituent, tout de même, plus de 80% du tissu de production locale. La prise en compte de leur apport au développement national est simplement un impératif logique. Mais, il faudra réussir la transformation des logiques administratives souvent éloignées des besoins réels des familles rurales qui ne restent pour autant pas attentistes. Leurs innovations discrètes et efficaces continuent, preuve de leur adaptabilité et de leur créativité. ...

## Les terres marginales :

Dans toutes les régions densément peuplées, l'accès au foncier est un enjeu énorme. Jadis considérées comme terres impropres à des usages agricoles ou pastoraux, les terres marginales le sont du fait des caractéristiques suivantes : pauvreté apparente, localisation dans des bas fonds inondés, sols retournés lors des travaux de construction des routes, abords de la route, parcelles aux fortes pentes... Peu à peu, tous ces types de terres, autrefois abandonnées, sont l'objet d'une appropriation rapide et d'une mise en valeur parfois hasardeuse à des fins non seulement agricoles, mais aussi d'habitat, avec les risques connus. Le taux d'érosion des sols dans la région, du fait des mauvaises pratiques agricoles, est l'un des plus élevés du pays.

### Félix MEUTCHIEYE

Enseignant-Chercheur  
Département des Productions Animales  
Faculté d'Agronomie et de Sciences Agricoles  
Université de Dschang  
E-mail : [meutche@yahoo.fr](mailto:meutche@yahoo.fr); [fmeutchieye@gmail.com](mailto:fmeutchieye@gmail.com)



# Fertilisation par le fumier de poule : l'expérience de Nkolondom

Luc Gérard ONANA ONANA

*Le fumier de poule est un engrais naturellement nourrissant pour les plantes. Riche en éléments nutritifs comme l'azote, le phosphore, le calcium, le potassium et le magnésium, il est reconnu, depuis longtemps, pour ses excellentes propriétés favorisant la croissance des végétaux. Les habitants de Nkolondom, au Cameroun, l'ont bien compris et en font bon usage.*

28

Le maraîchage de bas-fonds reste, de nos jours, une activité génératrice de revenus pour le paysan de la zone urbaine de Yaoundé, la capitale du Cameroun. Ce maraîchage permet essentiellement l'approvisionnement des marchés urbains en légumes frais. Dans le département du Mfoundi dont le chef lieu est Yaoundé, le maraîchage, qui occupe seulement 6% de la superficie agricole, contribue pour 28% au produit agricole. Parmi les principaux bas-fonds recensés autour de Yaoundé, certains sont exploités depuis 1960 sous l'impulsion des missionnaires catholiques, et les populations qui les habitent ont une grande expérience de la production des légumes-feuilles exotiques tels que le céleri et la laitue. Nkolondom est une banlieue située à 8 km du centre-ville de Yaoundé, dans l'arrondissement de Yaoundé I. Sa population est estimée à 1230 habitants. Cette banlieue est l'un des sites de production maraîchère les plus développés de la ville en termes de surface cultivée, mais également en termes d'intensification. Près de 500 exploitations sont concentrées dans ses bas-fonds (voir encadré 3) qui s'étendent sur 14 ha.

## Génèse de l'activité maraîchère à Nkolondom

La zone agricole de Nkolondom, exclusivement maraîchère, est une ceinture verte et un modèle type d'agriculture périurbaine. L'exploitation des bas-fonds de Nkolondom a commencé avec la destruction de la végétation initiale constituée de raphia, de sous-sols marécageux pour la production de légumes-feuilles traditionnels (amarante, morelle noire, corète potagère) et exotiques (céleri, laitue, persil, basilic, menthe). C'est en 1963 que les missionnaires catholiques qui se sont installés dans le quartier Etoudi à Yaoundé I ont commencé à cultiver des légumes comme la salade, les carottes, les choux. Le succès de ces cultures a attiré de plus en plus les paysans de Nkolondom. En effet, apportant le fumier de cuisine aux missionnaires, en échange de quelques pièces d'argent, ils ont aussi commencé à exploiter ce fumier de cuisine dans leur jardin en faisant un épandage sur les planches. Ils ont alors appliqué ce fumier dans leur jardin et ont constaté son bon effet sur les cultures. A cette époque, ce fumier n'était pas payant. C'est avec la demande sans cesse grandissante et l'efficacité du fumier dans la fertilisation des sols que les



Photo : Luc Gérard Onana Onana

Epandage du fumier de poule sur un billon portant l'association laitue-céleri

fermiers ont commencé à vendre cet engrais qui était auparavant abandonné dans la nature. C'est ainsi que le prix du sac de 40 kg du fumier est passé de 500 FCFA dans les années 1980 à 2200 FCFA à nos jours.

Malgré tout, les agriculteurs de Nkolondom préfèrent le fumier de poule car il est non seulement moins coûteux que les engrais minéraux mais il recèle plusieurs autres avantages.

## Avantages du fumier de poule

La production totale de fumier de poule dans la zone urbaine de Yaoundé était estimée, en 2003, à 7000 tonnes. Le fumier de poule coûte moins cher pour les maraîchers. A titre d'exemple, le sac de 35 - 40 kg de fumier de poule est vendu à 2200 FCFA dans le village comparé à 17500 FCFA pour un sac de 50 kg d'engrais minéral composé sur le marché de Yaoundé. Cependant, la plus grande partie de cette production est orientée vers la région du nord - ouest où le sac coûte entre 2000 et 2500 FCFA. La quantité totale et le prix du sac indiquent le potentiel et la valeur économique du fumier de poule.

Dans le sol, le fumier de poule contribue à alimenter la plante en éléments nutritifs majeurs tels que l'azote, le phosphore et le potassium. L'azote favorise la végétation, accélère la croissance de la plante et donne une bonne coloration verte aux feuilles. Le phosphore, quant à lui, favorise le développement des racines et

des bulbes et exerce une action accélérante sur la maturité des fruits, légumes et céréales. La potasse rend la plante vigoureuse ce qui lui permet de mieux résister à la sécheresse et aux attaques des maladies. Le fumier est aussi une source de micro-éléments parmi lesquels le magnésium, le zinc, le cuivre, le soufre et le bore. Le fumier de poule n'apporte pas seulement des éléments nutritifs. Sa décomposition produit l'humus, très utile pour la consistance du sol qui devient meuble et perméable à l'air et aux racines. L'humus retient parfaitement l'eau d'arrosage et les engrais qui, sans lui, ne seraient pas retenus dans le sol. L'humus parti-

## Quelques données sur la ville de Yaoundé

La ville de Yaoundé compte sept agglomérations (I-VII), la zone urbaine et périurbaine de Yaoundé couvre une superficie totale de 297 km<sup>2</sup>.<sup>1</sup> Selon les statistiques, 70% des poulets de la région du Centre sont élevés dans le département du Mfoundi qui couvre les sept agglomérations. La forte concentration en élevages de poules dans cette région est le résultat du mauvais état des réseaux routiers et de la difficulté d'accès aux vaccins en zones rurales. Cette forte concentration constitue un atout car elle est une source de valorisation du fumier issu de l'élevage des poules dans la production agricole.

cipe aussi au maintien de l'activité biologique dans le sol. Il constitue, en effet, un substrat pour le développement des vers de terre, des bactéries et des champignons.

Le fumier de poule est aussi un amendement organique<sup>2</sup> pour les sols acides<sup>3</sup>, à l'exemple du fumier de pouleuse dont le pH<sup>4</sup> (potentiel hydrogène) est généralement basique ou alcalin. De par sa teneur élevée en bases, le fumier de poule permet de relever le pH du sol, ce qui crée un environnement favorable à une bonne nutrition de la plante et à une bonne activité biologique dans le sol.

## Types de fumier de poule

Il existe deux types de fumier de poule : le fumier issu de l'élevage du poulet de chair et celui issu de l'élevage des poules pondeuses. Le fumier de pouleuse est plus sollicité par les maraîchers que celui issu du poulet de chair. Cette préférence est liée à la richesse du fumier en éléments nutritifs. Ainsi, 52% des maraîchers enquêtés en 2005 lors d'une étude sur les pratiques de fertilisation en zone maraîchère effectuée par ONANA (Onana L.G., 2006) ont affirmé que le type pouleuse est plus concentré en éléments nutritifs que le type chair. Quant à leur forme, le type chair est moins décomposé (teneur élevée en litière) que le type pouleuse. Toutefois, le fumier de poulets de chair, de par sa teneur élevée en litière (bois blanc), résiste plus à l'érosion que le type pouleuse qui est facilement emporté par l'érosion car poudreux. En ce qui concerne la facilité d'épandage<sup>5</sup>, il a été constaté que le type pouleuse était plus facile à épandre.

## Processus d'épandage du fumier sur les planches

Les planches sont des billons surélevés de forme rectangulaire. Elles sont longues de 10 mètres et larges d'un mètre. C'est sur ces planches que les jeunes plants sont repiqués.

L'épandage du fumier de poule en surface reste la méthode pratiquée par les maraîchers de Nkolondom qui trouvent que c'est une méthode facile, qui utilise peu de fumier, et qui facilite l'absorption rapide des éléments nutritifs par les jeunes racines.

Une fois le fumier épandu sur une planche, on observe un changement rapide dans l'aspect des plantes les jours qui suivent. Le change-

ment observé concerne surtout la coloration du feuillage qui devient bien vert, signe d'une bonne nutrition azotée des plantes. Si ce mode d'épandage a été adopté par tous, c'est qu'à Nkolondom les maraîchers ne peuvent pas se procurer de grandes quantités de fumier. Selon un d'entre eux : « 2 à 3 sacs de 40 kg sont nécessaires pour fertiliser mes deux planches de 10 m<sup>2</sup> de céleri, de laitue ou d'amarantes. De plus, tout seul, je ne dispose pas de la force nécessaire pour enfouir le fumier dans le sol, cela demande aussi de grandes quantités or, par expérience, moi j'ai observé que j'utilise peu de fumier en épandage en surface ».

Dans les bas-fonds de Nkolondom, les planches sont très rapprochées et il est facile de voir ou d'apprécier l'expérimentation faite par le voisin et de l'appliquer sur sa parcelle. Si ça marche la pratique est adoptée et on la recommande à un autre voisin qui, à son tour, l'expérimente et en parle à un autre voisin, et ainsi de suite. C'est donc ainsi que cette pratique d'épandage s'est généralisée dans les 14 ha de bas-fonds que compte ce village. Cependant, cette pratique de fertilisation, préférée par les maraîchers du fait de sa facilité, prédispose le fumier, d'une part, aux pertes d'azote par volatilisation et, d'autre part, aux pertes d'éléments nutritifs par ruissellement dues aux pluies agressives et aux arrosages fréquents et abondants. Cette méthode d'épandage de la fiente de poule à la surface du sol engendre une concurrence entre les mauvaises herbes et les plantes pour les éléments nutritifs durant les deux semaines de son application ce qui implique le sarclage<sup>6</sup> des planches quelques jours après l'application du fumier en surface.

## Partage de connaissances entre maraîchers et intégration des activités d'élevage dans les systèmes d'exploitation

68% des personnes interrogées en 2005 ont affirmé donner des conseils à leurs voisins de manière régulière. Ces échanges concernent l'utilisation des produits phytosanitaires tant sur la quantité et la qualité des traitements que sur l'amélioration de la fertilité des sols. Les changements opérés sont principalement issus de leur propre initiative après un constat d'échec ou d'un manque de résultat comparativement aux voisins. L'observation des parcelles et des

L'histoire du maraîchage à Nkolondom remonte aux années 60, les missionnaires de la mission catholique d'Etoudi (Yaoundé I) faisaient du jardinage ; les enfants sur le chemin de l'école allaient y déposer des engrais organiques (fumier de cuisine) contre quelques pièces de monnaie. Le fait pour ces jeunes enfants de voir travailler les missionnaires et de consommer les fruits de cette activité, encore méconnue par eux, les a incités, devenus grands, à entretenir, à leur tour, des jardins. C'est ainsi que depuis 1963, le jardinage est devenu l'une des principales activités des habitants de Nkolondom.

pratiques alentour les amène à faire évoluer leur méthode. Mais, bien souvent, une personne extérieure ou de la famille leur apporte des conseils. Quelques-uns, plus curieux, mènent leurs propres expérimentations, c'est-à-dire qu'ils testent eux-mêmes l'efficacité des produits phytosanitaires sur leurs cultures.

Bien que le fumier de poule reste très utilisé et apprécié par les maraîchers, sa disponibilité dans les magasins de vente du village ainsi que son prix reste une des contraintes à l'activité maraîchère. Depuis la connaissance des effets bénéfiques du fumier de poule dans la fertilisation des légumes, le fumier est devenu un intrant indispensable pour la production des légumes. Toutefois, on observe des périodes où cet intrant se fait rare notamment au mois d'octobre. De plus, le coût du sac de 40kg de fiente qui variait entre 1300 F CFA et 1800 FCFA en 2005 est aujourd'hui vendu à 2200 FCFA dans le village. Seuls, quelques maraîchers pratiquent l'élevage de porcs ou de poules en divagation. L'une des alternatives suggérée par les maraîchers est leur formation dans la production du petit élevage de poulets de chair, qui leur permettrait non seulement de diversifier leurs sources de revenus à travers l'élevage des poules mais aussi de faire face aux périodes de pénuries et aux coûts élevés de cet engrais organique.

**Luc Gérard Onana Onana**, Assistant de recherche à l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) et parallèlement membre du réseau AGRIDAPE Cameroun B.P 2123 Yaoundé, Cameroun E-mail : onalucassen@yahoo.fr

## Références

**Onana Onana L.G.** 2006 Pratiques de fertilisation et caractéristiques des sols en zone maraîchère périurbaine de Yaoundé : cas des bas-fonds de Nkolondom. Mémoire de fin d'étude, Université de Dschang 73 p

**Dongmo, M. Tchakounté, J. Fotso, J.M. Meféja, R. Zoyuim, A. Lekané, H. Nolte, C. Brummett, R.** 2003 Evaluating potentials for crop-livestock integration in urban and peri-urban agriculture of Yaoundé. Annual Report Project E.

**Marquis, S.** 2005. Diagnostic agraire du village de Nkolondom dans la zone périurbaine de Yaoundé. Mémoire de fin d'étude. ESAT, CNEARC, 119p.

## Qu'est-ce qu'un bas-fond ?

Un bas-fond est une « zone basse » du paysage, à fond plat ou concave situé à la source du réseau hydrographique. Ce sont des vallons et des petites vallées inondables qui recueillent les eaux de ruissellement en provenance du bassin versant. Les bas-fonds sont constitués de sols alluviaux à texture limoneuse sableuse qui ont un bon drainage interne. Cependant, ces sols, du fait de leur faible capacité comme réserve nutritive ne peuvent retenir de grandes quantités d'engrais et sont donc favorables au lessivage des éléments minéraux plus particulièrement des nitrates qui peuvent être entraînés dans l'eau à cause de la proximité de la nappe phréatique (moins de 50 cm du sol). De plus, les fréquences d'épandage du fumier augmentent pendant la saison des pluies, or les applications massives du fumier, le plus souvent riche en phosphore et en azote pour le cas des pouleuses, entraînent la pollution des cours d'eaux.

1 Rapport annuel d'activité 1999/2000 : délégation départementale de l'agriculture du Mfoundi. MINADER

2 Substance incorporée au sol pour améliorer sa constitution physico-chimique (à l'exemple du pH)

3 Caractéristique chimique à travers laquelle l'on mesure l'acidité ou la basicité d'un sol.

4 Sol dont le pH est inférieur à 7,0

5 Action qui consiste à éparpiller le fumier sur toute la planche ou le billon afin de nourrir les plantes qui s'y trouvent.

6 Opération qui consiste à éliminer toutes les mauvaises herbes qui poussent et qui empêchent les cultures d'évoluer



# Nkomdamba : des poulets qui enrichissent

Marie Pauline Voufo, Arron Peroson BEUTCHOU, Luc Gérard Onana Onana

*Afin d'améliorer leurs conditions socio-économiques, les agriculteurs de Nkomdamba ont décidé, en 1997, de se lancer dans la petite aviculture à moindres coûts. Soutenus par le Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD) et l'Association pour la Promotion des Initiatives Communautaires Africaines (APICA), deux ONG locales, ces agriculteurs ont créé des fermes avicoles qui leur procurent, jusqu'à ce jour, des revenus considérables.*

Le petit village de Nkomdamba est devenu un pôle de développement en élevage avicole familial. Tout y tourne autour de cette activité. Nkomdamba est situé à une vingtaine de kilomètres de Yaoundé, la capitale du Cameroun. Sa population est constituée en majorité de l'ethnie Eton reconnue au Cameroun pour son dynamisme. L'agriculture constitue l'essentiel des activités des habitants de ce village. Ils cultivent une gamme variée de produits: maïs, manioc, plantain et cacao. La culture du cacao a jadis contribué à l'essor économique de la région, mais la chute brutale des cours de cette matière première, dans les années 1980, a considérablement découragé les producteurs de cette culture. Leurs revenus baissant de plus en plus, ils se sont mis à l'élevage du poulet de chair sous l'impulsion de leurs Groupements d'Initiatives Communes (GIC). Cependant, ne maîtrisant pas cette technique d'élevage et du fait des coûts de production élevés, surtout ceux de la provende qui constitue 70% du coût de production du poulet, l'expérience s'avéra difficile. Les responsables de quatre GIC de paysans de Nkomdamba se sont donc approchés du SAILD et de l'APICA. L'objectif visé était de recueillir des conseils pratiques pour réussir l'élevage avicole au village. A la suite de cette première rencontre, les deux parties se sont entendues sur l'organisation d'une réunion au village regroupant tous les membres des GIC intéressés par cette activité. C'est dans le cadre de cette assise qu'un planning d'activités a été adopté d'un commun accord.

## Une prise de conscience paysanne

Le déclic est venu des paysans qui ont été les premiers à prendre conscience du fait



Agnès Koa, l'épouse du paysan pionnier, dans sa ferme

Photo : Magazine "Eclair Afrique", 2008

que leur état de pauvreté était au moins en partie dû à la manière peu rentable dont ils menaient les activités agricoles et pastorales. En effet, ils pratiquaient une agriculture de subsistance et faisaient le petit élevage avicole par opportunité : deux bandes de 250 à 300 poulets par an qu'ils vendaient pendant les fêtes de fin d'année et à Pâques. Ils ont décidé d'aller à la recherche d'alternatives pour améliorer leur technique d'élevage afin d'améliorer leurs revenus. C'est dans cette optique qu'ils se sont rapprochés du SAILD et de l'APICA, des organismes d'appui reconnus en milieu paysan au Cameroun. Ces derniers leur ont ainsi fourni des conseils et de la formation en élevage avicole, en fabrication de provende ainsi que de l'appui-conseil pour la construction des bâtiments et des appuis matériels pour le démarrage des fermes.

## De la formation pratique pour un élevage amélioré

Trois fermes dans la région du Centre comme sites de visites et d'échanges ont été choisies pour inspirer les paysans de Nkomdamba. Au cours de ces visites, ils ont pu découvrir les expériences de terrain en discutant avec des aviculteurs en activité. Ils se sont imprégnés des réalités de l'activité avicole. Le SAILD et l'APICA ont apporté leur expertise en matière de conseil et de formation des paysans sur les techniques de production et de stockage du maïs dans des cribs (grands greniers aérés), de production

du soja, de fabrication de la provende, de l'élevage des poulets de chair, du suivi de la ferme, et même de la construction d'un bâtiment d'élevage au village à l'aide de matériaux locaux et recyclés. Cet appui est très important notamment pour la fabrication de la provende car elle est le poste le plus lourd des charges de production.

La provende composée et vendue sur le marché étant très chère, il était question d'apprendre aux futurs éleveurs, dans le cadre d'un atelier, comment minimiser le coût de l'aliment. L'équipe des formateurs était constituée des encadreurs du SAILD et des paysans expérimentés dans les différents domaines de formation invités pour

## Composition de la provende « locale »

Les ingrédients suivants sont utilisés dans la formulation de la provende: 56 kg de maïs, 34 kg de soja et 10 kg de prémix 10%. Le prémix est un concentré de protéines d'origine animale vendu en produit fini sur le marché. Le prémix est dosé à 5% et à 10%. Pour la provende locale, c'est le concentré 10% qui est conseillé. Pour faciliter le mélange de ces ingrédients, il faut : un moulin pour le concassage du maïs et du soja, une bache plastique de 2m x 2m comme support de mélange des ingrédients, un fût rotatif pour cuire ou griller le soja et des pelles ou des houes pour effectuer le mélange.

la circonstance. Une vingtaine de paysans ont pris part à cette formation et chaque session de formation a duré un jour. Les sessions de formation ont permis de produire et de distribuer 100 fiches techniques sur la production du maïs et du soja, la construction du crib, le suivi et la gestion de la ferme et la formulation de la provende à la vingtaine d'apprenants. La difficulté majeure durant ces sessions de formation était la disparité des niveaux d'instruction des paysans. Pour parer à certaines incompréhensions linguistiques, d'autres paysans ont été sollicités comme traducteurs.

L'utilisation du soja, une spéculon non cultivée dans la zone, a aussi été un problème au début, les paysans ayant développé une réticence dans l'adoption de cette culture. Pour les encourager, le SAILD a mis à leur disposition des semences de soja. Et malgré la réticence de certains paysans et quelques difficultés de langue, le message a été finalement bien véhiculé et mis en pratique. Depuis cette formation, la provende est fabriquée sur place avec le soja et le maïs produits aussi, et ceci selon la technique apprise du SAILD et de l'APICA. La culture du soja est actuellement répandue dans le village de Nkomdamba qui ne connaissait guère le soja avant. Le maïs est produit et stocké dans des cribs, des sortes de greniers en bambous, qui étaient tout aussi méconnus dans le village.

## Conduite de la ferme

Après ces sessions de formation, c'est la phase pratique proprement dite de l'élevage qui commence. Elle est exécutée par les paysans et commence par la construction des bâtiments d'élevage. Ici, le matériel utilisé est constitué des matériaux locaux ou de récupération (bois, piquets, nattes et vieilles tôles) fournis par les paysans eux-mêmes. Cette phase est suivie de la réception de quatre cents poussins en moyenne par éleveur, des vaccins, des mé-

dicaments, du maïs, du soja et du concentré 10% fournis par les organismes d'appui. Par la suite, les poussins sont mis dans les différents bâtiments après avoir reçu leurs vaccins et élevés pendant quarante-cinq jours. Ils sont vaccinés contre la maladie de New-Castle qui provoque paralysie, troubles respiratoires et diarrhées vertes ; la bronchite infectieuse qui se traduit par des troubles respiratoires et le Gumboro qui provoque des diarrhées et la prostration entraînant de forts taux de mortalité pouvant aller jusqu'à décimer tout l'élevage. Il n'existe pas encore de traitement curatif connu pour le Gumboro, d'où l'importance de la prévention par les vaccins.

D'autres maladies existent telles que la diarrhée blanche et la coccidiose (diarrhée aqueuse). Mais quand elles surviennent, elles peuvent être contrôlées par la prophylaxie (traitement curatif), et les vers, eux, sont soignés par l'administration d'un vermifuge dans l'eau.

Les organismes d'appui ont assisté les paysans au moment de l'administration du vaccin et des médicaments le premier jour. Par la suite, deux visites de suivi ont été effectuées par les encadreurs du SAILD et de l'APICA, les vingt-et-unième et quarante deuxième jours. L'objet était de s'assurer de la performance des poulets, du remplissage des fiches de suivi sanitaire et comptable par les éleveurs, puis de faire le bilan de la bande (évaluation du taux de mortalité).

## Des résultats convaincants

Cette expérience a des impacts économiques et écologiques visibles. Sur le plan écologique l'introduction de la culture du soja a un effet sur l'accroissement de la biodiversité des espèces végétales cultivées. Sur le plan économique, la performance de l'ensemble des exploitations est intéressante. Pour 1728 poussins démarrés, 1678 poulets finis ont été commercialisés totalisant un chiffre d'affaires de trois millions onze mille cent francs. Le total des dépenses effectuées pour cela s'élève à deux millions cinq cent trois mille huit cent vingt francs CFA; ce qui donne un bénéfice total de 507 280 francs CFA pour les quatre GIC, soit un revenu moyen de 126 820 francs CFA par GIC en 45-50 jours d'activités.

Il existe actuellement dix fermes avicoles fonctionnelles dans le village de Nkomdamba. Elles appartiennent à différents GIC. Chaque GIC élève au moins quatre bandes de poulets par an ; le cheptel par bande variant entre 750 et 1000 poulets. Les paysans de Nkomdamba continuent de fabriquer leur provende et gagnent 160000 F CFA sur un cheptel de 1000 poulets. En effet, si ces poulets consomment 4000 kg de provende, donc 80 sacs de 50 kg, et que le sac revient à 12000 FCFA au maximum, les paysans auront fait une économie de 2000 FCFA par sac, ce qui équivaut à 160000 Fcfa pour les 80 sacs.

## Le paysan pionnier fait son bilan

Fridolin Onana est le premier paysan de Nkomdamba à avoir tenté l'expérience. Son GIC élevait des poulets en très petits lots : 250 à 300 sujets par bande. Il faisait deux bandes par an : à l'occasion des fêtes de fin d'année et à Pâques. Le reste du temps, il menait ses activités agricoles. Le problème majeur du paysan pionnier et de son GIC était la cherté de la provende sur le marché. En fabriquant lui-même sa provende, il fait une économie de 2000 FCFA par sac de 50 kg. En effet, en 1997, le sac de 50 kg de provende coûtait 12 000 FCFA sur le marché. Quand le GIC en fabrique lui-même, le même sac lui revient à 10000 FCFA.

Sachant qu'en élevage traditionnel, il faut 45 jours pour que le poulet de chair soit prêt pour le marché et que pendant cette période, il consomme, en moyenne, 4 kg d'aliment, pour un cheptel de 250 sujets, il faut donc prévoir 1000 kg de provende, c'est-à-dire 20 sacs de 50 kg. En fabriquant sa propre provende, le paysan pionnier économise donc 40000 FCFA sur 20 sacs produits. Et selon Fridolin Onana, l'avantage va au-delà du gain financier sur la provende. Il estime que la qualité de sa production est meilleure parce qu'il maîtrise les ingrédients qui la composent contrairement à l'aliment que les paysans achetaient sur le marché. Il ajoute d'ailleurs qu'avec cette auto production, la croissance des poulets à la ferme est bien meilleure.

Les éleveurs ont réussi à développer un réseau bien tissé pour commercialiser leurs poulets sur les marchés de Yaoundé. Actuellement, ils affirment ne pas connaître le problème de mévente de leurs poulets. Et selon Fridolin Onana, les éleveurs gagnent au moins 300 FCFA par poulet vendu. Par ailleurs, de plus en plus, ils gardent les poulets au-delà de 45 jours pour les engraisser davantage jusqu'à 60 jours et cela leur permet de gagner 700, voire 1000 FCFA au moins par poulet selon les périodes.

Enfin, les éleveurs vendent une partie des fientes de poules et utilisent une autre partie pour faire fertiliser leurs propres champs. En effet, la fiente de volaille est riche en NPK et sa teneur en matière organique est de l'ordre de 63.72%. La fiente renferme aussi du calcium, du magnésium et du sodium<sup>1</sup>.

**Marie Pauline Voufo**, Directrice adjoint/Rédactrice en chef de La Voix Du Paysan, Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD), Cameroun, E-mail : pauline.voufo@saild.org

**Arron Peroson BEUTCHOU**, Aménagiste forestier / Enseignant, CRESA Forêt-Bois Yaoundé-Cameroun, E-mail : abeutchou@yahoo.fr

**Luc Gérard ONANA**, Ingénieur, Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD), Cameroun, E-mail: onalucassen@yahoo.fr

<sup>1</sup> Source : AGRIDAPE 21.3, Mieux connaître la fiente de volaille, D. Sissokho et al.

## Vaccins administrés dans un cycle d'élevage de poulets de chair

-1er jour : vaccin contre la maladie de New-Castle et vaccin contre la bronchite infectieuse. Ces deux vaccins ainsi que l'anti-stress sont administrés dans l'eau de breuvage des poussins par le trempage de la tête de ces derniers dans les abreuvoirs d'eau contenant ces éléments.

-7ème jour : vaccin contre le Gumboro (toujours servi dans l'eau des poussins)

-14ème jour : rappel vaccin contre le Gumboro (toujours servi dans l'eau des poussins)

-21ème jour : rappel des 3 vaccins (toujours servi dans l'eau des poussins).

*Grain de sel n°46-47 - Répondre aux évolutions alimentaires, un défi majeur pour l'élevage africain*

<http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/46-47-repondre-aux-evolutions/>

Grain de sel est la publication trimestrielle d'Inter-réseaux Développement rural. Elle a consacré un dossier de 24 pages à la question de l'élevage. Après un aperçu des grands enjeux, de l'évolution et de la diversité des types d'élevage en Afrique de l'Ouest, ce dossier présente quelques filières animales incontournables. Pour finir, des acteurs s'expriment sur le pastoralisme et son avenir.

*Le pastoralisme peut-il survivre au 21e siècle ?*

<http://www.afrik.com/article12127.html>

Cet article du site internet Afrik.Com traite des menaces qui planent sur le pastoralisme. Cette activité est menacée par le changement climatique, l'évolution des marchés mondiaux et l'accroissement de la concurrence pour l'obtention des terres et autres ressources naturelles même s'il génère encore d'importants revenus dans les régions où il n'est pas possible d'avoir recours à l'agriculture conventionnelle.

*Panorama sur l'élevage au Mali : un maillon essentiel sous-exploité*

[http://www.malikounda.com/nouvelle\\_voir.php?idNouvelle=20334](http://www.malikounda.com/nouvelle_voir.php?idNouvelle=20334)

Selon cet article du Nouvel Horizon, l'élevage qui est pratiqué par 80% de la population a une contribution avoisinant les 12% du Produit Intérieur Brut (PIB) ce qui le place au 3ème rang après l'or et le coton en terme de richesse nationale. Malgré cette situation, l'exploitation du secteur de l'élevage reste en deçà des potentialités.

*Le fonds d'appui à la stabulation*

[http://www.lequotidien.sn/index.php?option=com\\_content&task=view&id=12937&Itemid=8](http://www.lequotidien.sn/index.php?option=com_content&task=view&id=12937&Itemid=8)

Cet article du quotidien sénégalais Le Quotidien présente le Fonds d'appui à la stabulation (Fonstab) d'un montant de 2,5 milliards de francs Cfa alloué aux acteurs de l'élevage. L'objectif principal de ce fonds est de moderniser et d'intensifier les productions animales. D'un montant de 2,5 milliards de francs Cfa pour la phase initiale, ce fonds est même susceptible d'être

revu à la hausse, a assuré le ministre de l'Elevage du Sénégal, qui présidait la cérémonie d'ouverture. Tout dépend de la volonté des éleveurs de rembourser les dettes contactées et dans les délais légaux.

*Le Réseau Billital Maroobé*

<http://www.maroobe.bf/>

Ce lien vous donne accès au site du réseau « BILLITAL MAROUBE », « promotion des éleveurs » en peul, qui est une association des organisations d'éleveurs et pasteurs du Sahel.

*Le Centre Régional de Santé Animale (CRSA) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre*

[http://www.rr-africa.oie.int/fr/RR/fr\\_rahc\\_crsa.html](http://www.rr-africa.oie.int/fr/RR/fr_rahc_crsa.html)

Par ce lien vous pourrez accéder au site web du Centre Régional de Santé Animale (CRSA) pour l'Afrique de l'ouest et du centre qui a pour objectif de contribuer à la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire à travers l'amélioration de la santé animale, le développement durable des filières de l'élevage aux niveaux national et régional. Le CRSA, plateforme d'expertise, d'information et de formation, a pour mission d'accompagner l'évolution, la coordination et la mise en œuvre des politiques de santé animale.

*Le Projet Régional de Gestion durable du Bétail Endémique en Afrique de l'Ouest (PROGEBE)*

<http://www.progebe.net/>

Du fait de la pression démographique, de la sécheresse et de l'action anthropique (déforestation, agriculture, feux de brousse, etc.), de plus en plus, les caractéristiques génétiques des races trypanotolérantes s'érodent et du bétail exotique envahit l'habitat naturel du bétail trypanotolérant. Aussi, le PROGEBE vise à préserver, voire à renforcer durablement les caractéristiques génétiques du bétail endémique, à accroître sa productivité et sa commercialisation dans un environnement physique et institutionnel favorable. Les activités prévues concernent l'amélioration génétique, la santé animale, l'habitat, l'alimentation, la facilitation de l'accès au crédit, le renforcement des infrastructures de transformation et de commercialisation et des structures de recherche de la zone du projet ainsi que le renforcement des capacités des acteurs (agroéleveurs, tech-

nicien, organisations, etc.) concernés par la préservation et le développement du bétail ruminant endémique.

*Le CIRDES, un centre d'excellence au service de la recherche*

<http://www.cirdes.org/>

Ce lien vous donne accès au site web du Centre International de Recherche-Développement sur l'Elevage en zone Sub-humide. Le CIRDES est une institution de recherche à vocation sous-régionale au service du développement de l'élevage dans la zone subhumide d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le centre mène des activités de recherche-développement pour améliorer la santé des animaux domestiques et accroître leur production en vue de satisfaire aux besoins croissants des populations, notamment en viande et en lait, et en vue d'améliorer leurs revenus et contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté dans les pays membres ; tout cela dans le respect de l'équilibre écologique.

*L'élevage, un secteur porteur mais asphyxié*

[http://www.ipsinternational.org/fr/\\_note.asp?idnews=5659](http://www.ipsinternational.org/fr/_note.asp?idnews=5659)

Dans cet article d'Inter Press Service (IPS) Afrique, le ministre sénégalais de l'Elevage, Oumy Khairy Gueye Seck, répond aux inquiétudes des éleveurs sur la question du lait en expliquant que le Sénégal a connu, en 2009, une surproduction de lait et que son ministère travaille sur les conditions de sécurisation et d'exploitation de ce produit afin d'améliorer les potentialités génétiques. Cette situation a motivé le programme d'insémination de plus 30.000 vaches en 2009.

*Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)*

[http://www.oecd.org/pages/0,3417,fr\\_38233741\\_38242551\\_1\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/pages/0,3417,fr_38233741_38242551_1_1_1_1_1,00.html)

Ce lien vous permet d'accéder au site du CSAO/OCDE qui a été créé en 1976 en tant que Club du Sahel à l'initiative de quelques pays membres de l'OCDE pour promouvoir la concertation et animer le plaidoyer en faveur d'un soutien accru et durable de la communauté internationale aux pays de la région, victimes de la sécheresse. En 2001, le Club a élargi son champ d'action à toute l'Afrique de l'Ouest, comprenant 17 pays et accueillant environ 290 millions d'habi-

# SITES WEB

tants. Le CSAO a développé avec ses partenaires africains une démarche rétrospective et une vision prospective de l'Afrique de l'Ouest qui, tout en reconnaissant ses problèmes et ses défis, privilégie l'identification et la promotion des dynamiques de transformation et de ceux et celles qui les portent. Aujourd'hui, la mission du CSAO consiste à identifier et aborder des questions stratégiques relatives au développement à moyen et à long terme de la région.

*Le CIRAD : la recherche agronomique pour le développement*

<http://www.cirad.fr/>

Le Cirad est un centre de recherche français qui répond, avec les pays du Sud, aux enjeux internationaux de l'agriculture et du développement. Le Cirad concentre ses recherches autour de six axes scientifiques prioritaires : intensification écologique, biomasse énergie et sociétés du Sud, alimentation accessible et qualité, santé animale et maladies émergentes, politiques publiques, pauvreté et inégalités, agriculture, environnement, nature et sociétés.

*Elevages sans frontières*

<http://www.elevagessansfrontieres.org/>

Ce lien présente "Elevages sans frontières", une association humanitaire. "Elevages sans frontières" aide des familles rurales dans les pays en développement à acquérir une autonomie durable, alimentaire et économique, grâce au microcrédit en animaux. Elevages sans frontières apporte un suivi complet aux familles afin de faire de l'élevage non seulement une source d'alimentation, mais aussi une activité rémunératrice. Le don d'animaux s'accompagne ainsi d'une aide à l'aménagement des bâtiments, de la fourniture d'équipement, d'une formation, puis d'un suivi technique et vétérinaire. Chaque famille bénéficiaire accepte de respecter le principe « Qui reçoit ... Donne » en transmettant les premiers nés de son élevage à une autre famille. Chaque projet est conçu dans le respect de l'environnement et doit être adapté aux traditions et religions des communautés aidées.

*Entre Flandres et Sahara : agriculture durable dans une perspective mondiale*

<http://www.euforic.org/eurodc/goa-text.htm>

Ce lien donne accès à un article qui pré-

sente, photos à l'appui, la coopérative d'élevage de chèvres *De Levende Aarde (La Terre vivante)*, qui a vu le jour en 1980 dans la campagne flamande, au Sud de la ville de Hasselt, dans le village de Alken. Cette coopérative est composée d'une poignée d'irréductibles belges qui résistent vaillamment au rouleau compresseur de l'agriculture intensive moderne. La coopération avec les éleveurs de pays africains, au Sénégal, au Kenya, au Burkina Faso et au Maroc, occupe une place fondamentale dans les activités de la coopérative. Une solidarité d'un genre nouveau ?

*Le Réseau sur les marchés du bétail et de la viande*

[http://www.fao.org/es/esc/fr/15/138/highlight\\_161.html](http://www.fao.org/es/esc/fr/15/138/highlight_161.html)

Cette page web présente le Réseau sur les marchés du bétail et de la viande qui est géré par la Division des produits et du commerce international de la FAO. Ce service électronique a pour objet de fournir une tribune informelle pour l'examen entre abonnés de questions relatives aux marchés nationaux et internationaux du bétail et de la viande. Les utilisateurs sont invités à élargir la portée du réseau en fournissant des renseignements sur l'évolution des marchés, notamment sur les facteurs techniques et économiques influençant la production, la consommation, le commerce, les stocks et les prix de la viande.

*Le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement*

<http://www.unep.org>

Créé en 1972, le PNUE est la plus haute autorité environnementale au sein du système des Nations Unies. Le Programme joue le rôle de catalyseur, de défenseur, d'instructeur et de facilitateur œuvrant à promouvoir l'utilisation avisée et le développement durable de l'environnement mondial. A cette fin, le PNUE collabore avec de nombreux partenaires, dont des organes des Nations Unies, des organisations internationales, des gouvernements nationaux, des organisations non gouvernementales, le secteur privé et la société civile.

*Initiative Élevage, Environnement et Développement*

<http://www.fao.org/fileadmin/templates/lead/pdf/LEAD-f.pdf>

Ce dépliant présente l'initiative LEAD qui œuvre pour transformer la reconnaissance

des problèmes prioritaires de l'élevage en une pratique courante et une action efficace à travers le monde. Selon ce texte, ce n'est pas l'élevage qui détruit l'environnement, ce sont les hommes. L'ignorance, l'indifférence et les politiques qui donnent une mauvaise orientation à l'utilisation des ressources sont les responsables de la dégradation de l'environnement. Pourtant, une sensibilisation et une volonté politique plus fortes rendraient possible l'exploitation de l'immense potentiel de développement que représente l'élevage, tout en limitant les dommages sur l'environnement.

*SABRE: Une génétique de pointe pour un élevage durable*

[http://www.inra.fr/les\\_partenariats\\_collaborations\\_et\\_partenaires/entreprises/en\\_direct\\_des\\_labos/sabre](http://www.inra.fr/les_partenariats_collaborations_et_partenaires/entreprises/en_direct_des_labos/sabre)

SABRE est un projet européen dont l'objectif est l'utilisation des progrès des techniques génétiques pour le développement d'un élevage durable. Ce projet concerne les élevages avicoles, bovins et porcins. Une meilleure connaissance de la génétique animale doit permettre de sélectionner des animaux permettant une diminution de l'impact environnemental des élevages et une amélioration de leurs performances économiques. Ce projet intégré a démarré en 2006 pour une durée de 4 ans. Il implique 33 partenaires répartis sur 14 pays pour un budget de 23 millions d'euros.

*PenserPourAgir*

<http://penserpouragir.org>

Par cette adresse, vous avez accès au site internet PenserPourAgir édité par Axe Formation, une société malienne spécialisée en communication pour le développement et en renforcement de capacités animée par ses fondateurs, Anne-Marie Marcotte et Xavier Gillet, ainsi qu'une équipe locale jeune et dynamique.. Penser pour agir a été lancé en 2001. Il accueille des guides pratiques en communication et management à l'intention des acteurs de terrain ainsi que des réflexions sur les enjeux du développement (dette africaine, gestion des ressources naturelles et décentralisation, secteurs sociaux, information pour le développement, agriculture et sécurité alimentaire, politique et société, démocratie, etc). Il propose notamment plus d'une centaine d'articles écrits par 80 auteurs d'Afrique de l'Ouest et d'ailleurs (chercheurs, responsables d'organisation, acteurs locaux). Penser pour agir est partenaire du Forum des peuples depuis l'édition de 2003.

**L'élevage, richesse des pauvres  
Stratégies d'éleveurs et organisations  
sociales face aux risques dans les  
pays du Sud**

Guillaume Duterne, Bernard Faye,  
01/12/2009, 284 pages, Quae

Cet ouvrage montre combien l'élevage joue un rôle central dans la vie des paysans du Sud. Mais la richesse des éleveurs ne se réduit pas à la quantité d'animaux dont ils disposent. Les éleveurs sont amenés à arbitrer entre plusieurs objectifs d'utilisation du troupeau : alimentation de la famille, revenus monétaires, projets d'équipement, transmission du patrimoine, participation à la vie de la communauté. Et ils ont recours à de nombreuses organisations sociales pour atteindre ces objectifs et gérer les incertitudes. Pour être efficaces, les politiques d'appui à l'élevage doivent tenir compte de cette complexité stratégique et organisationnelle. S'appuyant sur une approche pluridisciplinaire du concept de pauvreté, l'ouvrage réfute les analyses du «niveau de pauvreté» en termes exclusivement monétaires. Mobilisant des outils et théories issus de la zootechnie, de l'économie, de la géographie et de la sociologie, il présente un large éventail d'observations de terrain réalisées en Afrique, au Maghreb, en Amérique du Sud et en Inde. Ces regards croisés permettent in fine de définir la pauvreté en élevage comme l'incapacité des éleveurs à réaliser leurs projets.

**Sécuriser le pastoralisme en Afrique  
de l'Est et de l'Ouest : protéger et  
promouvoir la mobilité du bétail**

<http://www.iied.org/pubs/pdfs/G02236.pdf>

Cette publication de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) et de SOS Sahel UK présente le projet d'un an Ce projet d'un an qui rassemble les leçons issues des différentes initiatives menées pour mieux comprendre l'importance de la mobilité du bétail dans les zones arides. Le projet avait pour objectif de poser les bases d'un programme de travail à plus long terme visant à faciliter la mobilité du bétail en Afrique de l'Est et de l'Ouest et à promouvoir le caractère durable des systèmes pastoraux et agropastoraux.



**La santé animale : Généralités**

Archie Hunter, Gerrit Uilenberg, Christian Meyer  
Éditeur Cirad  
Co-éditeur Cta, Karthala, Cemagref, Ifremer, Inra  
ISBN-10 2876146223  
Année de publication avril 2006  
Collection *Agricultures tropicales en poche*



La préservation de la santé des animaux domestiques en région tropicale est un problème crucial. Le premier volume de santé animale rappelle les notions fondamentales de pathologie animale et récapitule les principaux axes de lutte contre les maladies. Il traite non seulement des maladies dues aux micro-organismes, arthropodes et helminthes, mais aussi des maladies métaboliques et de celles provoquées par les toxines. Il présente les signes de bonne santé et les symptômes de maladie sous la forme de clés de diagnostic. Des tableaux offrent une aide au diagnostic pour les principaux animaux domestiques. L'ouvrage se termine sur les procédures vétérinaires, en particulier l'administration des médicaments. Guide indispensable pour tous ceux qui élèvent et soignent les animaux dans les régions tropicales et subtropicales, il peut aussi servir de support pédagogique pour l'enseignement supérieur. Ce livre a obtenu le prix international Alexandre LIAUTARD 2008 de l'Académie vétérinaire de France.

**Les systèmes de production dans la  
région de Kolda (Sénégal) : dynamique  
des innovations à travers  
l'aviculture villageoise**

[http://www.bameinfopol.info/IMG/pdf/Exploitations\\_Familiales\\_concept\\_18\\_aout\\_2009fin.pdf](http://www.bameinfopol.info/IMG/pdf/Exploitations_Familiales_concept_18_aout_2009fin.pdf)

Ce document est un mémoire de recherche présenté par Moussa SALL pour l'obtention du Diplôme de Master 2 Recherche «Espaces, Sociétés Rurales et Logiques Economiques (ESSOR)». Selon ce mémoire, les exploitations agricoles familiales de la région de Kolda sont caractérisées par leur pauvreté, elles connaissent de fortes mutations face à l'évolution de leur environnement social, culturel et technique. L'agriculture, principale activité, a de moins en moins d'importance du fait de la détérioration des moyens de production.

Pour y faire face et conserver la cohésion sociale, de nouvelles activités sont mises en avant du fait de la stabilité des revenus qu'elles génèrent. Ce document propose de voir l'impact de ces activités au sein de l'exploitation agricole familiale. De manière spécifique, comment l'amélioration de l'aviculture traditionnelle permet-elle un accroissement des revenus, surtout à travers les femmes ainsi que sa durabilité, dans sa nouvelle configuration, au sein de l'exploitation agricole.

**Croissance et développement des  
animaux d'élevage**

Auteurs : Dominique Ragot et al  
ISBN-13: 978-2844443328  
2e édition : 11 février 2004  
Editeur : Educagri



Ce dossier d'autoformation aborde les différents aspects de la croissance et du développement des animaux d'élevage. Il comporte trois parties : Définitions et mesures ; Manifestations du développement ; Facteurs de la croissance et du développement. Ce dossier est conçu pour être utilisé de façon autonome. Il est cependant conseillé de l'utiliser au centre de formation pour bénéficier de l'appui d'un formateur, si besoin est, et pour accéder à des documents complémentaires. Ce volume, plus particulièrement conçu pour l'UC 1 du BP REA, est tout à fait adapté à d'autres diplômes de niveau 4 de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles.

**La situation de l'élevage de volaille  
en RDC et à Kinshasa**

[http://agriculture.wallonie.be/apps/spip\\_wolwin/ecrire/Dossiers/Troupeaux/Broch2/Reportage.pdf](http://agriculture.wallonie.be/apps/spip_wolwin/ecrire/Dossiers/Troupeaux/Broch2/Reportage.pdf)

En RDC et à Kinshasa, l'essentiel des animaux est détenu dans le cadre de petites et très petites exploitations, de l'ordre de la centaine d'animaux. Il y a d'une part l'aviculture rurale, de l'autre l'aviculture péri-urbaine, voire urbaine. Cette activité est en expansion parce que les acteurs qui ont généralement d'autres sources de revenus cherchent à diversifier leurs activités, constituer un cheptel en guise d'épargne, pour d'autres, la plupart, il s'agit simplement de tenter d'améliorer une maigre subsistance. Ce type de production est caractérisé par l'application de principes tirés de l'aviculture industrielle, mais sur des investissements relativement faibles.

Collection : Cible  
Ce dossier d'autoformation aborde les différents aspects de la croissance et du développement des animaux d'élevage. Il comporte trois parties : Définitions et me-

# BIBLIOGRAPHIE

## Modernité, mobilité. L'avenir de l'élevage dans les zones arides d'Afrique

<http://www.iied.org/pubs/pdfs/12565FIIED.pdf>



Cet ouvrage se penche sur le rôle vital que joue l'élevage mobile dans la prospérité économique des zones arides africaines. Alors que d'autres systèmes d'occupation des sols sont voués à l'échec face aux changements climatiques mondiaux, l'élevage itinérant, aussi appelé pastoralisme, génère d'énormes bénéfices économiques nationaux et régionaux..

## Étude de cas : élevage en zone sahélienne - l'exemple du Tchad

<http://www.ruralforum.info/papers/re-nardfr.pdf>

L'importance de l'élevage pastoral dans le développement devient évidente si on considère que les zones sèches couvrent environ 40% des terres émergées de la planète et qu'elles sont consacrées à 88% à l'élevage pastoral (Lhoste, 2002). Or 70% de ces zones sèches (3 600 millions d'ha) sont affectées de phénomènes de désertification modérée à très sévère (UNEP, 1991) ce qui illustre la fragilité de ces milieux ainsi que la dimension écologique majeure de l'élevage pastoral. Rien que pour l'Afrique, près de 60 millions de personnes vivent essentiellement de l'élevage pastoral dont environ 42 millions dans les zones sèches. Suivant la définition que l'on donne à la pauvreté et suivant le pays, de 45 à 78 % d'entre eux vivraient en dessous du seuil de pauvreté ce qui montre l'importance de la lutte contre la pauvreté dans ce secteur (ILRI, 2002).

L'élevage pastoral est souvent, à la fois, le seul mode de production possible dans ces vastes espaces et la seule façon d'assurer la survie des populations qui y vivent. Ces systèmes d'élevage ont comme première limite qui les oblige à la mobilité, l'accès au fourrage et à l'eau. Or, suite aux variations inter annuelles de la pluviométrie, la capacité de charges de ces parcours peut varier du simple au double, d'une année sur l'autre. Ceci illustre le principal risque climatique et sur la ressource, auquel doivent s'adapter constamment les systèmes pastoraux et les pauvres éleveurs. Les systèmes d'élevage pastoraux se sont ainsi spécialisés sur la base de sociétés originales, centrées sur l'exploitation de l'animal, de la ressource fragile et sur la

solidarité sociale. La rigueur des conditions a obligé ces sociétés à des modes d'organisation très élaborés et forts.

## La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2009 - Le point sur l'élevage

<http://www.fao.org/docrep/012/i0680f/i0680f.pdf>

L'élevage représente 40 pour cent de la valeur de la production agricole mondiale et contribue aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire de près d'un milliard de personnes. La croissance rapide des revenus et de l'urbanisation, dans un contexte



d'augmentation de la population mondiale, dope la demande de viande et d'autres produits d'origine animale dans de nombreux pays en développement. Des facteurs liés à la demande, comme la mondialisation des chaînes d'approvisionnement pour l'alimentation animale, les stocks génétiques et d'autres technologies, contribuent par ailleurs à transformer la structure du secteur.

La croissance et la transformation rapides du secteur de l'élevage se produisent dans un vide institutionnel. La rapidité du changement prend souvent de court les gouvernements et les sociétés qui n'ont pas le temps de mettre en place le cadre politique et réglementaire nécessaire pour assurer un équilibre approprié entre la fourniture de biens privés et de biens publics. Il en résulte des défaillances systémiques, sous forme d'exclusion sociale, de dégradation de l'environnement et de menaces pour la santé humaine.

Un fossé se creuse : les producteurs industriels desservent des marchés urbains en forte croissance, tandis que les pasteurs et les petits exploitants traditionnels, tout en continuant à assurer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire au niveau local, risquent d'être marginalisés. Dans de nombreuses régions du monde, la transformation du secteur de l'élevage, en l'absence d'une gouvernance adéquate, se traduit par des dysfonctionnements des marchés liés à une mauvaise utilisation des ressources naturelles et à une dégradation de la santé publique. Les interventions visant à compenser les dysfonctionnements du marché ont en général manqué; dans certains cas, ce sont des mesures gouvernementales qui ont créé des distorsions sur les marchés.

## L'expérience d'élevage périurbain à Kinshasa : entre «débrouille» et «entreprise»

Nuuh M. Makungu Masudi  
Préface de Maxime Haubert  
ISBN : 978-2-296-05811-8  
Juin 2008  
Edition : Etudes africaines



Dans ce livre, l'auteur montre comment, face aux incertitudes politiques, économiques et sociales, les «citadins-éleveurs», partis de rien, ont entrepris des activités d'élevage pour créer des richesses, assurer leur sécurité alimentaire et construire des réseaux sociaux qui leur servent de «protection sociale» et leur permettent d'écouler les produits de leur élevage grâce à leurs relations sociales, à des vendeurs et à des commerçants débrouillards.

## Élevage et marché régional au Sahel et en Afrique de l'Ouest : potentialités et défis

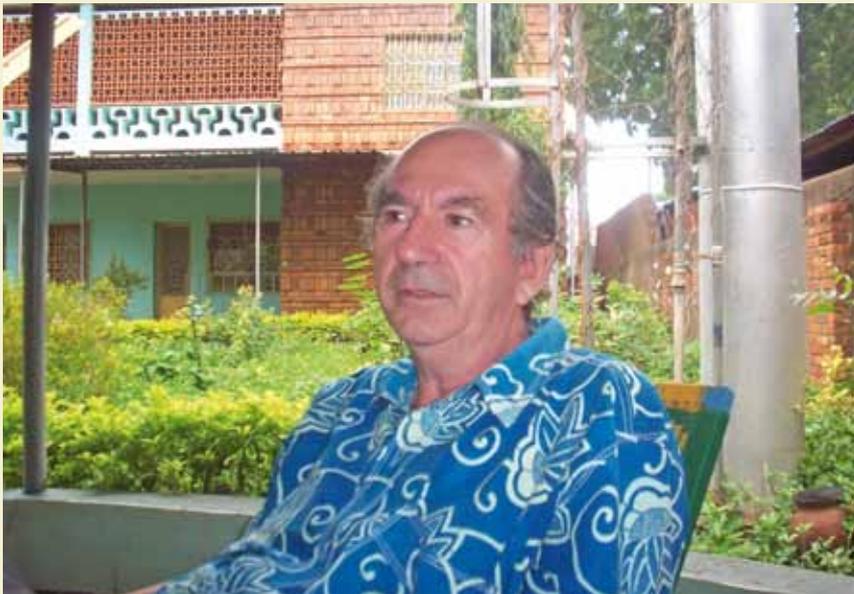
<http://www.oecd.org/dataoecd/37/51/40279092.pdf>

Les analystes de politiques dans le secteur de l'élevage s'accordent sur le fait que la demande en produits d'origine animale ira en augmentant au rythme de la croissance de la population et tenant compte de l'urbanisation galopante. Dans l'espace ouest-africain, les statistiques indiquent aussi une forte demande en produits animaux, tant dans les pays côtiers, qualifiés de bassins de consommation, que dans les pays sahéliens, bassins de production. Cette relative spécialisation naturelle des productions animales présente des avantages pour le développement du commerce intrarégional des produits animaux et partant le renforcement de l'intégration régionale. Cependant, le paradoxe demeure la part de plus en plus croissante des importations extra africaines de produits animaux, en particulier les produits laitiers et découpes de volaille. Cette situation pose un certain nombre de questions préoccupantes aux partenaires et aux acteurs du développement du secteur de l'élevage au Sahel et en Afrique de l'Ouest : comment faire en sorte que l'élevage puisse effectivement jouer un rôle moteur dans le renforcement du marché régional de produits animaux ? Comment accroître l'offre régionale en produits carnés, laitiers et autres, et comment dynamiser le commerce de ces produits dans la région en réponse à la demande croissante des villes ? Et quelle pourrait être alors la contribution de l'élevage dans la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté ?

## OPINION

### Le soja peut remplacer avantageusement le tourteau de coton

36



Le père Oudet recevant l'équipe AGRIDAPE

« Pour être en bonne santé et pour produire davantage de lait, une vache laitière a souvent besoin de compléments alimentaires. Jusqu'à aujourd'hui, on a fait croire aux éleveurs burkinabè qu'ils devaient chercher le salut de leurs vaches dans le tourteau de coton et nulle part ailleurs. Et cela, pour le bonheur de la filière coton ! Mais trop souvent, pour le malheur des éleveurs et de leurs vaches ».

C'est ainsi que les sociétés cotonnières ont réussi à vendre le sous-produit (le tourteau de coton, sous-produit de la graine de coton dont on a extrait l'huile) d'un sous-produit (la graine de coton, le coton étant cultivé pour sa fibre), plus cher qu'un produit pur aux nombreuses qualités. Je veux parler du soja ! Avec la bénédiction du gouvernement qui, lui aussi, cherche son salut dans la filière coton.

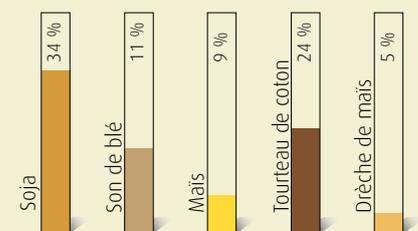
L'alliance des sociétés cotonnières et du gouvernement a tellement bien fonctionné que la plupart des éleveurs réunis le lundi 3 mai autour de M. Cothenet, docteur vétérinaire, ne savaient même pas ce qu'était le soja ! Les organisateurs ont dû

aller en chercher pour le faire connaître. Et pourtant, il est cultivé au Burkina, notamment dans la zone cotonnière. Le plus souvent pour la consommation humaine, mais aussi, depuis quelques années, pour les éleveurs modernes installés autour de Ouagadougou et qui élèvent des vaches laitières exotiques (venues d'Europe ou du Brésil) ou des métis, choisies pour leur capacité à produire 12 à 18 litres de lait par jour. Mais, à ces éleveurs, on ne vend pas du soja cru, mais du soja torréfié. Ce soja est alors vendu deux fois plus cher que le soja cru (environ 30 000 F CFA le sac de 100 kg pour le soja torréfié, contre 12 000 F CFA à 15 000 F CFA pour le soja cru), donc à un prix qui ne menace pas le tourteau de coton (souvent 7 000 F CFA ou 7 500 F CFA le sac de 50 kg).

S'appuyant sur son expérience au Brésil (et sur d'autres expériences menées en France), M. Georges Cothenet, docteur vétérinaire, a été formel : une vache de 250 à 300 kg peut très bien consommer jusqu'à 2 kg de soja cru et concassé (pilé) par jour. C'est même une très bonne chose !

Mais ce n'est pas tout : les qualités nutritives du soja pur sont bien supérieures à celles du tourteau de coton.

A titre d'exemples, voici la quantité de protéines digestives de quelques produits utilisés dans l'alimentation des vaches laitières :



Ainsi, on peut dire qu'un kg de soja « vaut » 1,5 kg de tourteau, ou encore, 3 kg de son de blé.

Une très bonne vache laitière peut donner 7 à 8 litres de lait supplémentaires grâce à un complément de 2 kg de soja par jour. Un complément de 1 kg de soja cru concassé par jour permettra à une vache goudali ou une bonne laitière zébu peul de donner 4 litres de plus par jour.

Tout changement pour les vaches (comme pour les hommes !) est un peu difficile. A une vache habituée au tourteau de coton, on diminuera progressivement sa part de tourteau de coton au profit du soja. Au bout de quelques jours elle n'aura plus besoin de tourteau de coton, et elle appréciera le soja cru concassé (pilé).

Bien sûr, il faudra compléter avec la pierre à lécher et des vitamines.

Oui, le soja est bon pour le sol. Il est bon pour les éleveurs. Il est bon pour les agriculteurs.

Pourquoi s'en priver ?

Koudougou, le 17 mai 2010  
Maurice Oudet  
Président du SEDELAN

Source : <http://www.abcurkina.net/content/view/757/45/lang,fr/>

## La Journée Mondiale de l'Environnement du 5 juin 2010

La Journée mondiale de l'environnement 2010 (WED) sera célébrée au Rwanda, pays en transition vers une économie verte. Cette journée, organisée chaque année par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) le 5 juin, vise à devenir le plus grand événement mondial d'action positive pour l'environnement. Elle a pour vocation d'être la journée d'action environnementale positive la plus importante et la plus largement célébrée dans le monde.

Célébrée tous les 5 juin depuis 1972, WED est pour les Nations Unies l'un des principaux moyens pour stimuler la prise de conscience mondiale sur l'environnement et encourager l'intérêt et l'action politique.

Le thème de cette année, «Des Millions d'Espèces - Une planète - Un Avenir commun», souligne l'importance, pour l'homme, de la richesse des espèces et des écosystèmes de la Terre. Le thème a également été choisi en soutien à cette année Internationale de la Bio-

diversité déclarée par les Nations Unies.

L'édition WED 2010 avait pour objectif d'être la célébration la plus importante de toutes les WEDs. Un appel a été lancé à la population pour une activité de nettoyage dans leur quartier et pour l'engagement de tous les membres de la communauté à ne plus utiliser de sacs plastiques, à planter un arbre ou mieux encore à organiser une activité collective de plantage d'arbres, à marcher pour se rendre au travail, etc.

Le PNUE a choisi le Rwanda comme hôte pour sa richesse environnementale, qui comprend des espèces rares et économiquement importantes telles que le gorille des montagnes, mais également du fait de la volonté pionnière en termes d'écologie qui s'expriment dans ses politiques de développement et de respect de l'environnement.

Plus d'informations : <http://www.unep.org/french/wed/2010/>

## Campagne en faveur de l'année internationale de l'agriculture familiale (AIAF)

Le nombre d'associations paysannes, rurales, etc, du monde entier qui adhèrent à la Campagne de l'AIAF ne cesse de croître chaque jour. Une telle campagne est en effet essentielle pour donner un nouvel élan à l'agriculture familiale, considérée comme un mode de vie d'avenir, capable d'assurer une

alimentation durable pour l'Humanité, de gérer la biodiversité et de préserver la planète, dans le respect des différentes cultures et traditions.

Plus d'informations : <http://www.familyfarmingcampaign.net/Default.asp?id=fr>

## Accès au marché et commercialisation des produits d'élevage pastoral en Afrique de l'Ouest et Centrale

**23 - 25 novembre 2009, Bamako, Mali**

Cette conférence internationale sur le pastoralisme a été organisée à l'initiative de la SNV Afrique de l'Ouest et Centrale, organisation néerlandaise de développement et, conjointement avec nombre d'institutions dont IIED, USAID, WISP, OXFAM GB, AVSF, HELVETAS, PPZS/CIRAD, AEN/Mali, IRAM et VSF/Belgique. La Conférence a tenté de mieux valoriser les nouvelles connaissances ainsi que les initiatives et dynamiques de promotion des chaînes de valeurs bétail sur pieds et lait afin de mieux cerner la valeur économique totale de l'éle-

vage pastoral dans les économies de l'Afrique de l'Ouest et Centrale.

Une grande attention a été accordée aux interventions qui permettront d'échanger sur les politiques, concepts et les expériences. Les échanges et débats se sont déroulés dans le cadre de panels thématiques. La conférence a reçu 120 représentants d'organisations d'éleveurs, experts, universitaires, développeurs et chercheurs, ainsi que des acteurs intervenant sur les différents maillons des chaînes de valeurs des produits pastoraux.

## Le Roppa a un nouveau président

La Sième convention du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa) s'est tenue à Grand Bassam, en Côte d'Ivoire, du 5 au 7 mai 2010. Environ 120 participants y ont assisté : délégués représentants des organisations de producteurs agricoles de 12 pays, bailleurs de fonds institutionnels, ONG, fondations et consultants. Djibo Bagna de la Plate-forme paysanne du Niger (PFPN) a été élu comme nouveau président du réseau ; il sera épaulé par trois vice-présidents, Désiré Porquet de l'Association nationale des organisations professionnelles agricoles de Côte d'Ivoire (Anopaci), Ibrahima Coulibaly de la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP) du Mali, Chief Sumanoh Kapen de la National association of farmers of Sierra Leone (NAFSL) et d'une vice présidente, Foulématou Camara du Conseil national des organisations paysannes (CNOP) de Guinée.

Source : <http://www.inter-reseaux.org/resources-thematiques/article/5eme-convention-du-roppa-bilan>

## 11<sup>e</sup> édition de la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA)

**7-18 avril 2010**

L'Association Sénégalaise pour la Promotion du Développement à la Base (ASPRODEB), en collaboration avec le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), a organisé la onzième édition de la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) du 07 au 18 avril 2010 au Centre International du Commerce Extérieur du Sénégal (CICES). La Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) est la première du genre organisée par et pour les producteurs ruraux. Il s'agit d'une initiative des organisations professionnelles du monde rural qui souhaitent participer pleinement à la relance de l'agriculture sénégalaise en faisant de la FIARA une véritable vitrine des activités et des productions du Secteur primaire. La FIARA est une foire des idées, une plate-forme de réflexions soutenues, un élément catalyseur de l'intégration des activités des producteurs et de leurs organisations.

## Adoption de l'ordonnance sur le pastoralisme au Niger

Le conseil des ministres nigériens, réuni le jeudi 20 mai 2010 sous la présidence de Son Excellence, le Général Djibo Salou, Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie, Chef de l'Etat, Président du Conseil des ministres, a examiné et adopté le Projet d'ordonnance relative au pastoralisme.

Ce projet d'ordonnance consacre la reconnaissance par l'Etat nigérien et les collectivités territoriales, de la mobilité pastorale comme un droit fondamental des éleveurs, des pasteurs nomades et transhumants. Il concrétise le principe de transfert des compétences qui propose la commune comme maître d'ouvrage dans la gestion des puits en zone pastorale et institue un système de fermeture et de libération des champs de cultures pluviales en zone agricole, pour prendre en compte les nécessités d'une bonne intégration entre l'agriculture et l'élevage, sous la responsabilité des régions. Il clarifie enfin le statut domanial des ressources pastorales et l'institutionnalisation d'une réglementation appropriée.

38

Ce projet d'ordonnance est le fruit d'un long processus participatif et inclusif ayant duré près d'une décennie.



Photo : Bara Gueye

## Pastoralisme et marchés laitiers : l'Afrique face à un tournant de son histoire ?

Le sommet de la FAO qui s'est tenu la semaine dernière à Rome a renouvelé la confiance des gouvernements et des bailleurs de fonds dans le « marché » pour développer l'agriculture. Parmi les recommandations formulées, il faut retenir l'idée « d'étendre le rôle des marchés » pour lutter contre la pauvreté rurale, formulée avec force par plusieurs participants. Jusqu'ici, la tendance suit la droite ligne des décennies passées, pendant lesquelles les gouvernements africains ont quasiment tous engagé des politiques de privatisation et de libéralisation des marchés agricoles.

Mais une chose apparaît nouvelle dans les échos du Sommet de la FAO : après des années de politiques de soutien prioritaire aux exportations agricoles, les politiques et les projets de développement rural entendent désormais privilégier le renforcement des marchés vivriers et la structuration des échanges domestiques. Un virage qui s'explique évidemment par l'énorme retentissement qu'a eu la crise alimentaire de fin 2007 dans la communauté des bailleurs de fonds et des décideurs politiques. En Afrique de l'Ouest et du centre, en particulier, le retour en grâce des marchés agri-

coles domestiques pourrait conduire les politiques agricoles à davantage favoriser le développement des marchés du bétail sur pied, de la viande, ou des produits laitiers.

On voit bien ici les perspectives offertes par le développement du commerce agricole pour la petite agriculture vivrière : producteurs de céréales, d'arachide, de fruits et légumes, ou de petit élevage. On voit bien aussi le positionnement des étables urbaines ou périurbaines dans le commerce du lait ou dans l'embouche bovine ou ovine. Mais pour envisager plus spécifiquement l'avenir des sociétés pastorales, le « pari » du marché a-t-il un sens ? En d'autres termes, est-il pertinent de croire en un modèle de développement des systèmes pastoraux orienté vers le « marché » ? Dit encore autrement, les systèmes pastoraux africains ont-ils les capacités de s'imposer dans la concurrence marchande, face à des fermes périurbaines intensives, ou, pire, face au déferlement de la poudre de lait importée du marché mondial ? Pendant les 10 dernières années, les importations de produits laitiers en Afrique de l'Ouest sont passées de 300 à 660 millions de dollars. Les importations de viande ont

été multipliées par 4 dans la même période.

Les diverses communications de la conférence vont nous donner de nombreux éléments pour comprendre les relations entre pastoralisme et marchés laitiers. Elle nous permettra de mieux voir en quoi le « marché » constitue pour les pasteurs une perspective « en devenir », en quoi le marché constitue à la fois une opportunité et un risque. Elles montreront en quoi les « blocages » des relations marchandes illustrent les difficultés auxquelles sont confrontés les systèmes pastoraux dans leur développement, c'est-à-dire dans la transition vers des systèmes plus « marchands ». Les communications de la conférence permettront aussi de souligner l'importance économique du commerce du lait et de la viande et les perspectives d'essor de ce commerce.

**Guillaume Duteurtre**, chercheur au CIRAD  
**Contact : duteurtre@cirad.fr**

**Source :** <http://www.snvworl.org/en/countries/mali/conference/rapport/Documents/Notes%20de%20cadrage%20de%20la%20Conf%C3%A9rence/Note%20de%20cadrage%202%20%28b%29.pdf>

## Des alternatives aux acquisitions massives de terres dans les pays en développement

Une nouvelle recherche montre comment les investissements dans l'agriculture des nations en développement peuvent être structurés en alternative aux acquisitions massives de terres. Elle documente une série de modèles de transactions plus inclusifs pouvant apporter des bénéfices aux petits agriculteurs et protéger leurs droits fonciers, tout en garantissant la rentabilité des entreprises.

Le rapport à publier par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), a été commandité par la FAO, le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC).

Il indique que les directives internationales en matière d'investissement agricole devraient promouvoir les modèles d'investis-

sement qui offrent davantage d'opportunités aux petits agriculteurs locaux.

Il présente divers types de collaboration dont les gros investisseurs et les petits paysans peuvent tirer des avantages réciproques, en les répartissant en six grands chapitres: agriculture sous contrat, contrats de gestion, fermage et métayage, joint ventures, coopératives fermières et liens amont-aval.

Aucun modèle unique ne semble l'emporter comme panacée valable en toutes circonstances pour les petits agriculteurs. Pour offrir des avantages aux exploitants tout en gardant un attrait pour les investisseurs, chaque contexte spécifique doit prendre en compte le régime foncier local, les politiques, la culture, l'histoire, et les considérations biophysiques et démographiques. [ ]

Le rapport insiste sur la façon dont les modèles de transactions alternatifs peuvent partager les risques, récompenses, droits de propriété, et la prise de décisions entre l'investisseur et les partenaires locaux. Il analyse les avantages et les inconvénients, les opportunités et les obstacles, et les possibilités de développer chacun de ces modèles de transactions alternatifs.

Le rapport indique que les gouvernements et les organismes de développement ont un rôle important à jouer pour promouvoir des modèles économiques plus équitables et plus inclusifs, et soutenir les petits paysans dans leurs relations avec le gouvernement et les investisseurs.

Source : <http://www.fao.org/news/story/fr/item/43128/icode/>

### APPEL A COMMUNICATIONS

Dynamique paysagère des terres arides et expériences réussies de restauration écologique

La revue Sécheresse prévoit en 2011 la parution d'un numéro thématique multilingue portant sur le thème « Dynamique paysagère des terres arides et expériences réussies de restauration écologique ». C'est dans ce cadre qu'elle lance un appel communications pour des contributions originales et multidisciplinaires qui :

- i) font l'état de l'art sur la dynamique des paysages arides en faisant ressortir ce qui relève de facteurs locaux et de facteurs globaux ;
- ii) rapportent des cas de restauration écologique réussie et les raisons de leur succès.

Un intérêt particulier sera porté aux contributions multidisciplinaires, qui traiteront à la fois des aspects agroécologiques et socio-économiques tout en mettant l'homme au centre du processus.

Les soumissions peuvent être faites en langue française ou anglaise. Les manuscrits doivent parvenir à l'éditeur via le système Fontis de soumission et gestion électronique de manuscrits à l'adresse suivante : <http://libbey.fontismedia.com/sec/>

Lors de la soumission, les auteurs doivent ajouter dans la lettre d'accompagnement requise que le document soumis est destiné au numéro thématique « Dynamique paysagère des terres arides ».

La date limite de soumission des manuscrits est fixée au 30 juillet 2010.

**Plus d'informations :**

[http://www.jle.com/fr/revues/agro\\_biotech/sec/e-docs/00/00/00/0F/instructions.phtml](http://www.jle.com/fr/revues/agro_biotech/sec/e-docs/00/00/00/0F/instructions.phtml)  
[http://www.revue-secheresse.fr/informations/e-docs/00/00/00/0F/instructions\\_auteurs.phtml](http://www.revue-secheresse.fr/informations/e-docs/00/00/00/0F/instructions_auteurs.phtml)

### AGENDA

Conférence mondiale sur l'aquaculture 2010

22 – 25 Septembre 2010, Phuket, Thaïlande

Reconnaissant l'importance de l'aquaculture dans la sécurité alimentaire mondiale et du développement socio-économique rurale, et afin d'analyser le développement futur du secteur, la FAO a collaboré avec le Réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie et Pacifique et le gouvernement de la Thaïlande à la co-organisation de la Conférence mondiale sur l'aquaculture 2010 qui se tiendra à Phuket en Thaïlande, du 22 au 25 septembre 2010.

Plus d'informations : <http://www.aqua-conference2010.org>

Contacts : <http://www.aqua-conference2010.org/about-the-conference/organization/en/>

## AGRIDAPE AU BURKINA FASO

### Contact avec les abonnés et renforcement de la collaboration

Du 7 au 12 juin 2010, les membres de l'équipe du programme AGRIDAPE étaient en visite de contact au Burkina Faso, pays qui compte un bon nombre d'abonnés au magazine, dans le but de jeter les bases d'une collaboration nationale autour de la problématique de l'agriculture durable au Burkina Faso. Ainsi, une prise de contact avec quelques uns de ces abonnés a été faite et un cocktail dînatoire a été offert, le jeudi 9 juin, aux abonnés et acteurs présents à Ouagadougou. Du 7 au 12 juin 2010, l'équipe a eu une série de rencontres avec les abonnés au magazine et des acteurs d'importance au Burkina.

Nous vous avons choisi quelques morceaux de ces rencontres et du cocktail pour un avant-goût de la dynamique en cours au Burkina Faso et à laquelle tous les abonnés et acteurs intéressés par l'agriculture durable sont invités à adhérer.



40

## AGRIDAPE AU NIGER

### Participation à la Foire aux Savoirs

Le projet « Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire » de la FAO et le programme «Gestion des connaissances et genre» (PGCG), dont il est l'une des composantes, ont organisé, du 15 au 17 juin 2010, une Foire des Savoirs sur le campus universitaire de l'Université Abdou Moumouni à l'Ecole des Mines, de l'Industrie et de la Géologie (EMIG) de Niamey au Niger. Le programme AGRIDAPE et IED Afrique, invités par la FAO, y ont participé avec la tenue d'un stand pendant toute la durée de l'évènement et par l'animation d'une table ronde sur l'expérience de IED Afrique dans le domaine de la capitalisation avec un accent sur la mise en réseau et sa place dans les processus de capitalisation.

